

Envoyé en préfecture le 01/12/2025

Reçu en préfecture le 01/12/2025

Publié le

ID : 032-213201601-20251125-DEL202511002-DE



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2026



PREAMBULE

Le vote du Budget primitif est un acte politique majeur dans toutes les collectivités territoriales. Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) constitue également un moment essentiel dans la vie de notre collectivité, préalablement à l'adoption du Budget Primitif 2026.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, des dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Le débat d'orientations budgétaires doit dorénavant faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, l'exécutif d'une collectivité locale doit présenter à son organe délibérant, un rapport sur les orientations budgétaires, sur les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Cette obligation concerne les communes de plus de 3 500 habitants et leurs établissements publics. Le formalisme relatif au contenu de ce rapport, à sa transmission et sa publication reste à la libre appréciation des collectivités en l'absence de décret d'application.

Pour les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et les départements, ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail). D'ores et déjà, nous nous conformons à cette obligation.

Ce rapport donne lieu à un débat qui permet à l'assemblée délibérante de discuter sur l'évolution de la situation financière de la collectivité, sur les orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité.

Le DOB n'a aucun caractère décisionnel. Toutefois, sa teneur doit faire l'objet d'une délibération spécifique afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi. Il revêt une importance toute particulière en tant que « formalité substantielle de la procédure budgétaire ». Son absence entache d'illégalité toute délibération relative à l'adoption du Budget Primitif de la collectivité. Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Le débat ne peut pas être organisé au cours de la même séance que l'examen du budget primitif.

Afin d'appréhender au mieux les besoins de la population et surtout arriver à produire une juste évaluation des faisabilités pour les exercices futurs, il est nécessaire de s'interroger sur des éléments, essentiellement politiques et économiques, qui s'imposent à la collectivité. La dépendance des finances communales à l'environnement macro-économique et aux évolutions politiques nationales est manifeste. Aussi, ces points guideront notre réflexion tout au long de ce rapport, afin de présenter les orientations proposées pour l'exercice 2026 au travers des principaux postes budgétaires. Les arbitrages budgétaires n'étant toutefois pas finalisés à ce stade, ces estimations ne sont données qu'à titre purement indicatif. L'exercice prospectif s'avère particulièrement délicat depuis plusieurs années, tant la situation nationale et internationale est incertaine et évolue rapidement. Le présent rapport introductif au Débat d'Orientations budgétaires (DOB) présentera successivement :

I – L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE (2019-2025)

II - LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE D'ELABORATION DU BP 2026

III – LA PRESENTATION DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU BUDGET PRIMITIF 2026

I. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE DE LA VILLE ET DES BUDGETS ANNEXES (2019-2025)

A – AVANT-PROPOS

1 - RAPPELS SUR LA PRESENTATION DU BUDGET

Préparé par l'exécutif et soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante de la collectivité locale, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée. Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante (budget supplémentaire, décisions modificatives).

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalent les dépenses. Fonctionnement et investissement structurent le budget de la collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou budget de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la ville, de l'autre, le budget d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

La section de fonctionnement regroupe toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité territoriale, c'est-à-dire les dépenses qui reviennent régulièrement chaque année. Il s'agit principalement des postes suivants : charges de personnel, achats de fournitures, autres charges de gestion courante : Électricité, téléphone, indemnités aux élus..., prestations de services : Charges de publicité, de publication, missions et réceptions, transport de biens et de personnes..., participations aux charges d'organismes extérieurs : Aide sociale, syndicats intercommunaux..., Charges financières : Intérêts des emprunts, frais financiers et perte de change..., Dotations aux amortissements et aux provisions....

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, centres de loisirs...), aux recettes fiscales provenant des impôts directs locaux (taxes foncières, taxe d'habitation sur les résidences secondaires), aux dotations versées par l'Etat, aux dotations de la Communauté de Communes et à diverses subventions.

L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant de l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus. Ainsi, la capacité d'autofinancement est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent alimente la section d'investissement en recettes.

Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine comme les dépenses concernant des capitaux empruntés, les acquisitions immobilières ou des travaux nouveaux. Le budget d'investissement d'une ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'Aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (DETR, subvention Conseil Régional et Départemental...).

Le financement de l'investissement se construit selon le schéma ci-dessous :

- en dégageant de l'autofinancement ;
- grâce aux ressources propres de la section d'investissement ;
- en obtenant des subventions d'investissement ;
- enfin en ayant recours à l'emprunt si nécessaire.

Les opérations d'ordre budgétaire ne donnent pas lieu à des encaissements ou des décaissements de fonds. Deux types d'opérations d'ordre sont à distinguer : les opérations d'ordre de section à section (autofinancement, amortissement...) et les opérations d'ordre à l'intérieur d'une même section (opérations patrimoniales).

2 - METHODES

Les chiffres présentés dans l'analyse ci-après sont issus des Comptes Administratifs pour les années 2019 à 2024, et d'une projection du Compte Administratif pour 2025. Le Rapport d'Orientations Budgétaires étant réalisé avant la clôture de l'exercice 2025, les données concernant cette année sont des projections basées sur des situations d'exécutions budgétaires arrêtées début octobre et donc susceptibles de varier selon l'activité réelle des derniers mois d'exécution budgétaire de l'année 2025.

Par ailleurs, ce rapport est établi sur la base des dispositions du Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026, qui sont encore provisoires à ce stade et peuvent être encore amendées lors des discussions parlementaires jusqu'au vote définitif de la Loi de Finances 2026 par le Parlement qui interviendra en fin d'année 2025.

3 – LES TRANSFERTS DE COMPETENCES

Pour rappel, les derniers transferts de compétences ayant impacté le budget de la commune sont :

- PLUIH à compter du 8 décembre 2015 ;
- compétence « Jeunesse » à compter du 1^{er} juillet 2016 ;
- compétence Aire d'Accueil des Gens du Voyage à compter du 1^{er} janvier 2017 ;
- compétence CLSPD au 1^{er} janvier 2018.
- compétence SAAD au 1^{er} janvier 2020.

4 – LES DONNEES DEMOGRAPHIQUES

La vie des collectivités territoriales est conditionnée par une série de dispositions législatives, réglementaires et financières qui s'appuient sur la publication des populations légales : dotation globale de fonctionnement des communes (DGF), ratios financiers, taille du conseil municipal, installation des pharmacies, barème de taxes (jeux, débitants de boissons), aussi il est pertinent d'en suivre l'évolution.

Le terme générique de « **population légale** » regroupe pour chaque commune sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part.

La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, ainsi que les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans des habitations mobiles, recensées sur le territoire de la commune qui constituent la population hors ménages.

La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur la commune (par exemple les étudiants majeurs logés ailleurs pour leurs études).

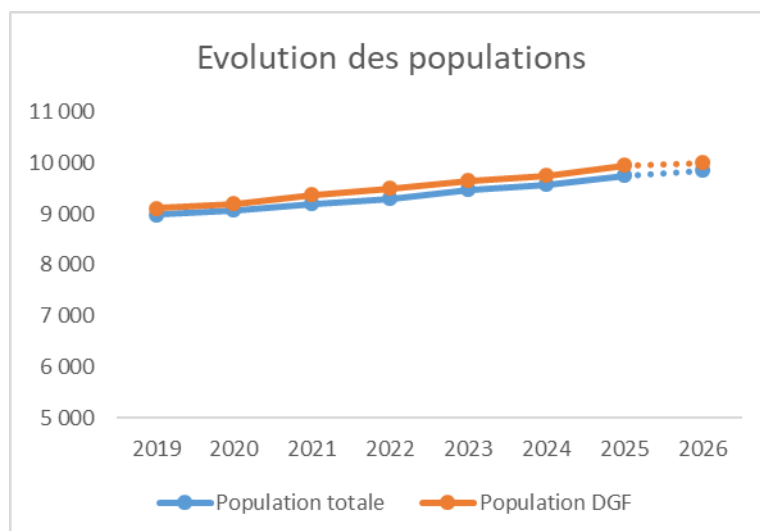
RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

La population totale est la somme de la population municipale et de la population comptée à part.

La population Dotation Globale de Fonctionnement correspond à la population totale, majorée du nombre de résidences secondaires et des places de caravanes dans les aires d'accueil des gens du voyage.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Population municipale | 8 729 | 8 851 | 8 962 | 9 082 | 9 227 | 9 324 | 9 499 | 9 604 |
| Population comptée à part | 246 | 218 | 218 | 212 | 227 | 230 | 234 | 227 |
| Population totale | 8 975 | 9 069 | 9 180 | 9 294 | 9 454 | 9 554 | 9 733 | 9 831 |
| évolution en valeur | 165 | 94 | 111 | 114 | 160 | 100 | 179 | 98 |
| évolution en % | 1,87% | 1,05% | 1,22% | 1,24% | 1,72% | 1,06% | 1,87% | 1,01% |

| | | | | | | | | |
|-----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Population DGF | 9 100 | 9 196 | 9 358 | 9 479 | 9 646 | 9 749 | 9 930 | 9 995 |
| évolution en valeur | 167 | 96 | 162 | 121 | 167 | 103 | 181 | 65 |
| évolution en % | 1,87% | 1,05% | 1,76% | 1,29% | 1,76% | 1,07% | 1,86% | 0,65% |



B - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement regroupe toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la collectivité (charges à caractère général, de personnel, de gestion courante, intérêts de la dette, subventions aux associations et participations aux syndicats intercommunaux, dotations aux amortissements et aux provisions...) et toutes les recettes que la collectivité peut percevoir (les dotations de l'État, les impôts et taxes, les recettes découlant du fonctionnement de certains services...).

1 - LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement permettent d'assurer le fonctionnement des services, d'entretenir le patrimoine communal ou encore d'honorer les engagements contractés par la ville (marchés, contrats, baux...). Le tableau ci-dessous retrace les principaux postes de dépenses de fonctionnement, et leur évolution sur la période 2019 à 2025.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025 / 2019 |
|--------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 215 879 | 1 965 972 | 2 073 632 | 2 343 678 | 2 477 484 | 2 600 656 | 2 669 805 | 2,66% | 20,49% |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 4 397 139 | 4 365 260 | 4 697 864 | 5 001 476 | 5 344 052 | 5 434 852 | 5 899 477 | 8,55% | 34,17% |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 512 411 | 607 552 | 578 022 | 535 153 | 505 426 | 497 812 | 524 705 | 5,40% | 2,40% |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 918 956 | 871 963 | 1 030 303 | 1 037 229 | 1 174 347 | 1 104 405 | 1 147 978 | 3,95% | 24,92% |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 442 854 | 437 168 | 387 073 | 352 575 | 345 000 | 355 971 | 365 688 | 2,73% | -17,42% |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 8 718 | 61 167 | 41 537 | 24 760 | 4 889 | 1 759 | 845 | -51,96% | -90,31% |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | 1 304 | | | | | | |
| | DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 8 495 957 | 8 309 083 | 8 809 735 | 9 294 871 | 9 851 198 | 9 995 456 | 10 608 498 | 6,13% | 24,87% |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SEI | 364 011 | 323 040 | 336 824 | 440 983 | 476 191 | 687 956 | 685 608 | -0,34% | 88,35% |
| | DEPENSES DE FONCTIONNEMENT TOTALES | 8 859 968 | 8 632 123 | 9 146 559 | 9 735 854 | 10 327 389 | 10 683 412 | 11 294 106 | 5,72% | 27,47% |
| | évolution des dépenses totales de fonctionnement | 1,37% | -2,57% | 5,96% | 6,44% | 6,08% | 3,45% | 5,72% | | |
| | évolution moyenne des dépenses totales de fonctionnement | | | | 4,13% | | | | | |
| | évolution des dépenses réelles de fonctionnement | 1,28% | -2,20% | 6,03% | 5,51% | 5,99% | 1,46% | 6,13% | | |
| | évolution moyenne des dépenses réelle de fonctionnement | | | | 3,77% | | | | | |

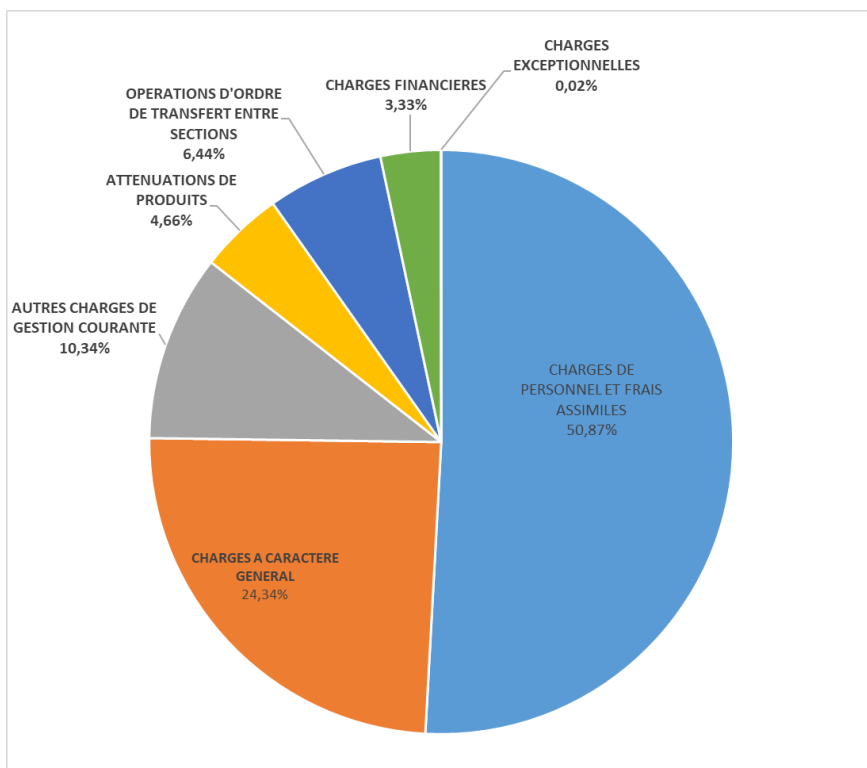
En 2025, les dépenses de fonctionnement totales seraient en augmentation de + 5,72 % par rapport à 2024. Sur la période 2019/2024, elles ont augmenté en moyenne de 4,13 %.

Depuis 2019, les dépenses de fonctionnement sont en progression 27,47 % sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs :

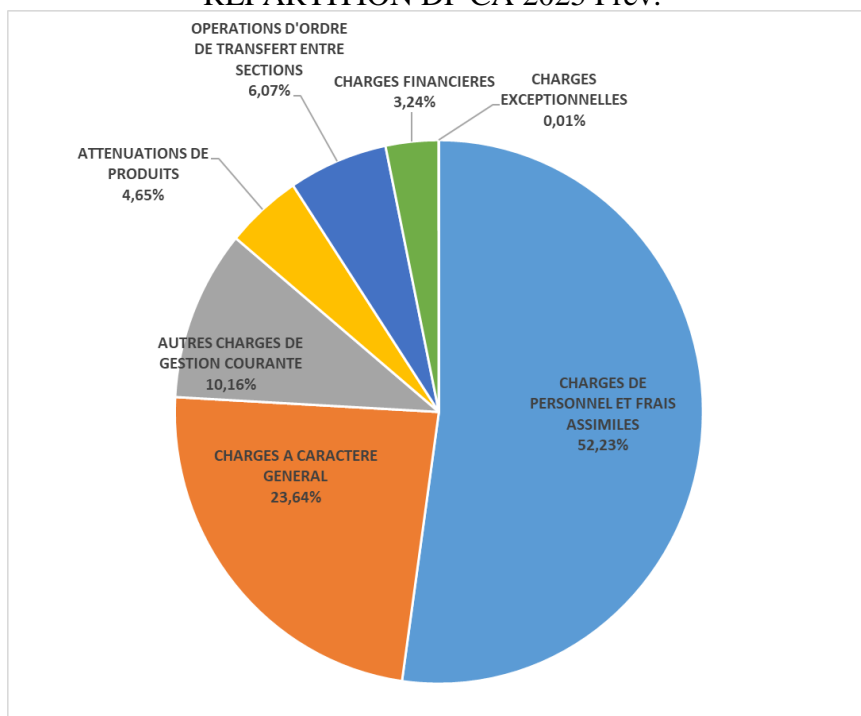
- une crise de l'énergie qui renchérit nos dépenses d'énergies de + 102,00 %
- une inflation sur nos achats de + 15,90 % depuis 2020
- les hausses du point d'indice de 3,5 % au 1^{er} juillet 2022 et de 1,5 % au 1^{er} juillet 2023
- la structuration des services avec une amélioration de l'encadrement.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

REPARTITION DF CA 2024



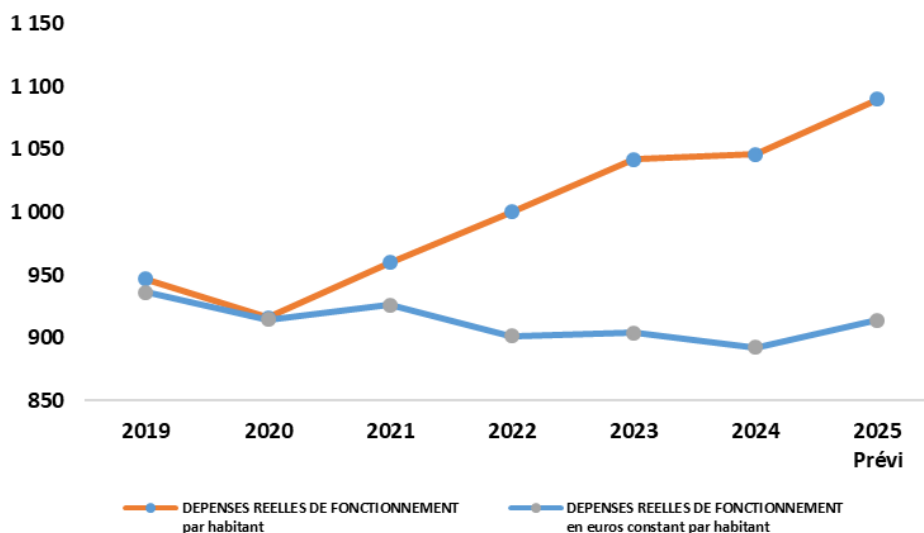
REPARTITION DF CA 2025 Prév.



Evolution des dépenses réelles de fonctionnement en neutralisant l'inflation :

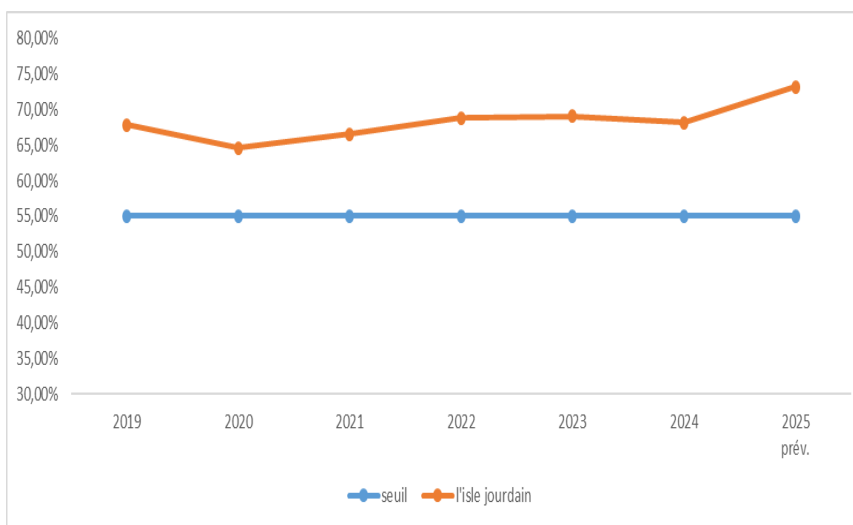
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 Prévi |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 8 495 957 | 8 309 083 | 8 809 735 | 9 294 871 | 9 851 198 | 9 995 456 | 10 608 605 |
| évolution avant neutralisation inflation | 1,28% | -2,20% | 6,03% | 5,51% | 5,99% | 1,46% | 6,13% |
| inflation (IPCH novembre) | 1,20% | 0,20% | 3,40% | 7,10% | 3,90% | 1,68% | 1,70% |
| Inflation cumulée | | 0,20% | 3,61% | 10,96% | 15,29% | 17,23% | 19,22% |
| évolution en euros constant | 0,18% | -2,40% | 2,63% | -1,59% | 2,09% | -0,22% | 4,43% |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT en euros constant | 8 403 685 | 8 292 498 | 8 503 047 | 8 376 559 | 8 544 679 | 8 526 559 | 8 898 330 |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT par habitant | 947 | 916 | 960 | 1 000 | 1 042 | 1 046 | 1 090 |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT en euros constant par habitant | 936 | 914 | 926 | 901 | 904 | 892 | 914 |

Corrigé de l'inflation, les dépenses réelles de fonctionnement par habitant sont donc en baisse de 2,36 % sur la période et stable sur le mandat.



La rigidité des charges structurelles

Le ratio « rigidité des charges structurelles » mesure le poids des dépenses difficilement compressibles dans le total des produits de fonctionnement hors cessions. Il mesure le rapport entre la somme des Charges de personnel + Contingents et participations + Charges d'intérêts sur le total des Produits de Fonctionnement. Ce ratio permet de déterminer les marges de manœuvre de la collectivité pour réduire ses charges. Un rapport élevé traduit de faibles marges de manœuvre.



1.1 - LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Elles sont constituées de l'ensemble des dépenses portées au chapitre 011. Il s'agit surtout des dépenses permettant aux services de fonctionner : l'énergie, les combustibles, les carburants, les assurances, les fournitures scolaires, la restauration scolaire, l'entretien du patrimoine routier ou bâti ...etc.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025 / 2019 |
|--------|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------|----------------------------|----------------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 215 879 | 1 965 972 | 2 073 632 | 2 343 678 | 2 477 484 | 2 600 656 | 2 669 805 | 2,66% | 20,49% |
| | évolution en valeur | | -249 908 | 107 660 | 270 046 | 133 806 | 123 172 | 69 149 | | |
| | évolution en % | | -11,28% | 5,48% | 13,02% | 5,71% | 4,97% | 2,66% | | |
| | évolution moyenne | | | | | 3,15% | | | | |

Elles augmenteraient de + 2,66 % soit en valeur + 69 k€ par rapport à 2024, notamment du fait de l'inflation. Les différentes évolutions seront détaillées ci-après.

Sur la période 2019 à 2025, les charges à caractère général augmenteraient + 20,49 %, avec une moyenne annuelle sur la période de + 3,15 %

Suite à l'ouverture de la cuisine centrale en régie, il faut noter la bascule des dépenses du poste 611 - contrat de prestation de services vers le poste 60623 - alimentation.

L'évolution des postes du chapitre 011 est retracée dans le tableau ci-après :

| Compte | Libellé | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 en % | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 en valeur | Explication |
|--------|-----------------------|---------|--------------|---------------------------------|--------------------------------------|--|
| 60623 | Alimentation | 15 681 | 281 927 | 1697,89% | 266 246 | Cuisine centrale |
| 60612 | Energie - Electricité | 392 965 | 471 519 | 19,99% | 78 554 | Hausse du coût de l'énergie (taxes) et des consommations suite mise en service de la cuisine centrale (voir tableau suivant) |
| 60621 | Combustibles | 83 593 | 128 799 | 54,08% | 45 206 | Hausse du coût de l'énergie (taxes) malgré une stabilisation des consommations (voir tableau suivant) |
| 615231 | Voiries | 18 402 | 60 000 | 226,05% | 41 598 | 2025 : retour à une volumétrie d'entretien traditionnelle après une année 2024 exceptionnellement basse |
| 615221 | Bâtiments publics | 27 185 | 48 051 | 76,76% | 20 866 | Entretien supplémentaire de bâtiments (Chaudières gendarmerie, porte groupe scolaire, vitrage cassé...) |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

| | | | | | | |
|--------|---|---------|---------|----------|--------|---|
| 61351 | Location de matériel roulant | | 16 040 | | 16 040 | Changement compte M57 (anciennement 6135) |
| 6161 | Multirisques | 62 775 | 73 785 | 17,54% | 11 009 | Augmentation cotisations assurance |
| 6281 | Concours divers (cotisations...) | 18 156 | 27 674 | 52,42% | 9 518 | Nouvelle convention CDG 32 |
| 6132 | Locations immobilières | 324 526 | 333 636 | 2,81% | 9 109 | Augmentation loyer dont gendarmerie |
| 60636 | Vêtements de travail | 16 231 | 24 834 | 53,00% | 8 603 | Cuisine centrale (1ère dotation) |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 916 | 7 650 | 734,89% | 6 734 | Frais de dossier emprunts |
| 63512 | Taxes foncières | 76 134 | 82 850 | 8,82% | 6 716 | |
| 6067 | Fournitures scolaires | 35 711 | 41 900 | 17,33% | 6 189 | |
| 61358 | Autres | 9 412 | 15 518 | 64,88% | 6 106 | Changement compte M57 (anciennement 6135) |
| 61551 | Matériel roulant | 12 937 | 17 500 | 35,27% | 4 563 | |
| 6262 | Frais de télécommunications | 43 969 | 48 004 | 9,18% | 4 035 | |
| 62876 | Au GFP de rattachement | 74 675 | 78 496 | 5,12% | 3 821 | |
| 61558 | Autres biens mobiliers | 29 771 | 32 856 | 10,36% | 3 085 | |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | | 2 500 | | 2 500 | |
| 6288 | Autres services extérieurs | 170 983 | 172 781 | 1,05% | 1 798 | |
| 6156 | Maintenance | 83 073 | 84 747 | 2,02% | 1 674 | |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 471 | 1 386 | 194,02% | 915 | |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | | 900 | | 900 | |
| 6228 | Rémunération d'intermédiaires et honoraires divers | | 621 | | 621 | |
| 6257 | Réceptions | 13 694 | 14 075 | 2,78% | 381 | |
| 6282 | Frais de gardiennage (église, forêt et bois communaux...) | 14 734 | 15 000 | 1,81% | 266 | |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 10 788 | 10 940 | 1,41% | 152 | |
| 6065 | Livres, disques, cassettes... (bibliothèques et médiathèques) | 13 931 | 14 000 | 0,50% | 69 | |
| 615228 | Autres bâtiments | | | | 0 | |
| 6068 | Autres matières et fournitures | | | | 0 | |
| 6185 | Frais de colloques et séminaires | | | | 0 | |
| 6135 | Locations mobilières | | | | 0 | |
| 6256 | Missions | | | | 0 | |
| 6188 | Autres frais divers | 30 | | -100,00% | -30 | |
| 62878 | Remboursement de frais - A d'autres organismes | 239 | 102 | -57,25% | -137 | |
| 6238 | Divers | 191 | | -100,00% | -191 | |
| 6247 | Transports collectifs | 17 229 | 17 000 | -1,33% | -229 | |
| 63513 | Autres impôts locaux | 11 896 | 11 500 | -3,33% | -396 | |
| 6241 | Transports de biens | 500 | | -100,00% | -500 | |
| 615232 | Réseaux | 9 078 | 8 500 | -6,37% | -578 | |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 7 692 | 7 009 | -8,88% | -683 | |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 19 251 | 18 530 | -3,75% | -721 | |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 16 211 | 15 300 | -5,62% | -911 | |
| 6078 | Autres marchandises | 3 124 | 2 190 | -29,92% | -935 | |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 3 375 | 2 376 | -29,59% | -999 | |
| 61521 | Terrains | 8 197 | 7 099 | -13,39% | -1 098 | |
| 6225 | Indemnités au comptable et aux régisseurs | 1 314 | | -100,00% | -1 314 | Les indemnités des régisseurs sont intégrées au RIFSEEP |
| 6237 | Publications | 12 000 | 10 000 | -16,66% | -2 000 | |
| 60624 | Produits de traitement | 11 676 | 9 500 | -18,63% | -2 176 | |
| 6064 | Fournitures administratives | 10 587 | 8 200 | -22,55% | -2 387 | |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

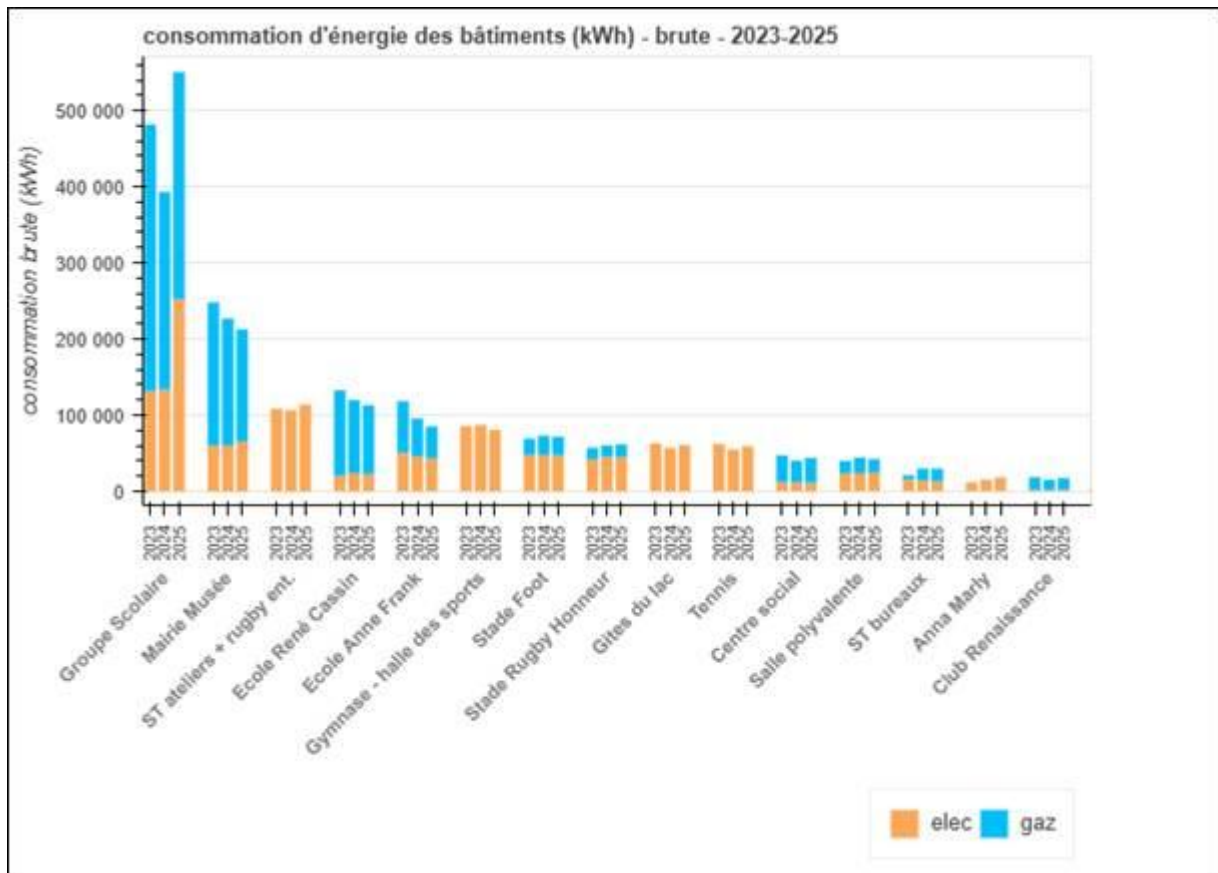
| | | | | | | |
|-------|-------------------------------------|---------|---------|----------|----------|--|
| 6231 | Annonces et insertions | 3 391 | 1 000 | -70,51% | -2 391 | |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 9 004 | 6 500 | -27,81% | -2 504 | Modification de la procédure courrier |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 7 354 | 4 706 | -36,01% | -2 648 | |
| 617 | Etudes et recherches | 3 717 | | -100,00% | -3 717 | |
| 60622 | Carburants | 63 745 | 60 000 | -5,88% | -3 745 | |
| 6182 | Documentation générale et technique | 7 833 | 2 359 | -69,89% | -5 474 | |
| 60633 | Fournitures de voirie | 28 482 | 22 500 | -21,00% | -5 982 | |
| 6226 | Honoraires | 8 869 | 1 556 | -82,45% | -7 313 | |
| 6251 | Voyages et déplacements | 12 825 | 5 271 | -58,90% | -7 554 | Congés bonifiés d'un agent de la collectivités |
| 61524 | Bois et forêts | 21 548 | | -100,00% | -21 548 | Pas d'exploitation en 2025 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 293 209 | 244 442 | -16,63% | -48 767 | |
| 611 | Contrats de prestations de services | 457 377 | 96 177 | -78,97% | -361 200 | Cuisine centrale |

Focus énergie

Augmentation estimée de la consommation d'énergie de 7.6% entre 2024 et 2025 due principalement à l'électricité

| | | 2024 | | 2025 estimé | | variation 2025 vs 2024 |
|-----------------------|-------------------------|---------------|-----|---------------|-----|---------------------------|
| | TOTAL | 1 890 101 kWh | | 2 032 847 kWh | | 7.6% |
| par catégorie | BATIMENTS | 1 565 817 kWh | 83% | 1 709 282 kWh | 84% | 9.2% |
| | ECLAIRAGE PUBLIC | 324 284 kWh | 17% | 323 565 kWh | 16% | -0.2% |
| par type d'énergie | ELECTRICITE | 1 151 690 kWh | 61% | 1 291 482 kWh | 64% | 12.1% |
| | GAZ | 738 411 kWh | 39% | 741 365 kWh | 36% | 0.4% |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026



1.2 - LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de fonctionnement d'une commune.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025 / 2019 |
|--------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------|----------------------------|----------------------------|
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 4 397 139 | 4 365 260 | 4 697 864 | 5 001 476 | 5 344 052 | 5 434 852 | 5 899 477 | 8,55% | 34,17% |
| | évolution des charges de personnel | | -0,72% | 7,62% | 6,46% | 6,85% | 1,70% | 8,55% | | |
| | évolution moyenne des charges de personnel | | | | 5,02% | | | | | |

En 2025, elles représenteraient 52,24 % des dépenses totales de fonctionnement contre 50,87 % en 2024, en hausse de 8,55 % (+ 464 k€). Elles seraient en hausse sur la période de 34,17 % avec une moyenne d'évolution annuelle de + 5,02 %.

Elles évoluent notamment du fait :

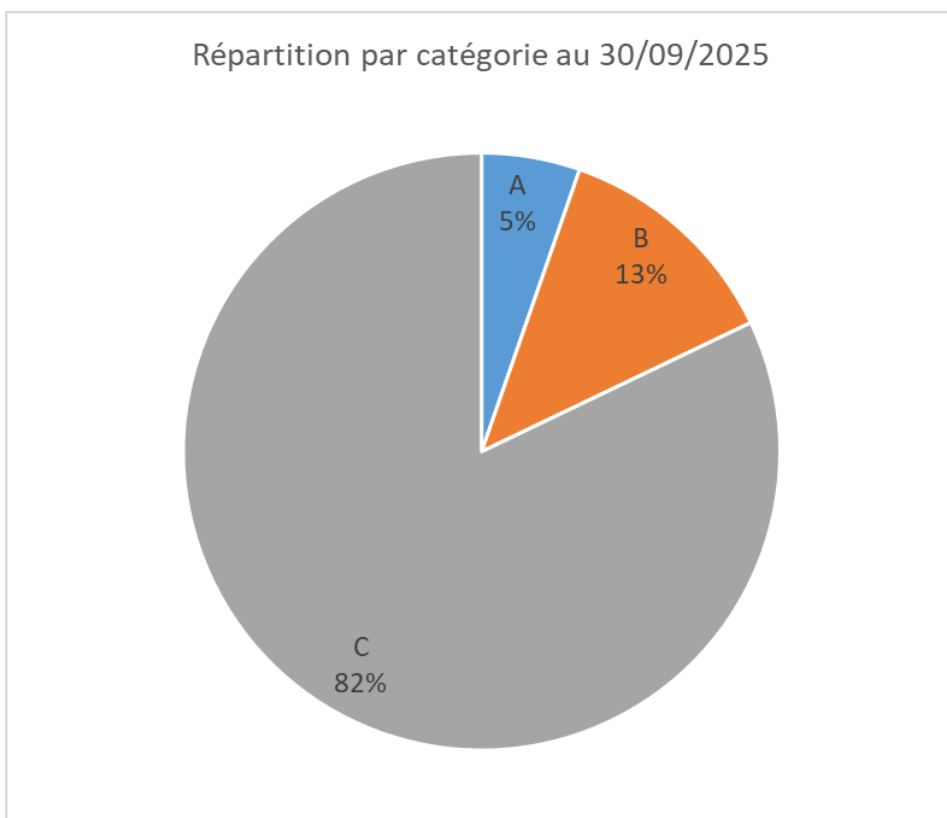
- de plusieurs décisions gouvernementales et exogènes :
 - le relèvement du taux de la part patronale cotisations retraite (68 k€) ;
 - l'augmentation de la cotisation des assurances statutaires (35 k€) ;
 - les agents recenseurs (30 k€) ;
 - des Allocations de Retour à l'Emploi (17 k€).
- de décisions internes de gestion des ressources humaines :
 - créations de postes pour l'ouverture de la cuisine centrale (174 k€) ;
 - création d'un poste conseiller de prévention (45 k€) ;
 - les recrutements 2024 en année pleines (40 k€) ;
 - la révision du régime indemnitaire (20 k€).
- de l'évolution de la carrière des agents (glissement vieillesse technicité GVT) :
 - les avancements d'échelon (20 k€) ;
 - Les avancements de grade (10 k€).

Présentation de la structure et de l'évolution des ETP (équivalents temps plein)

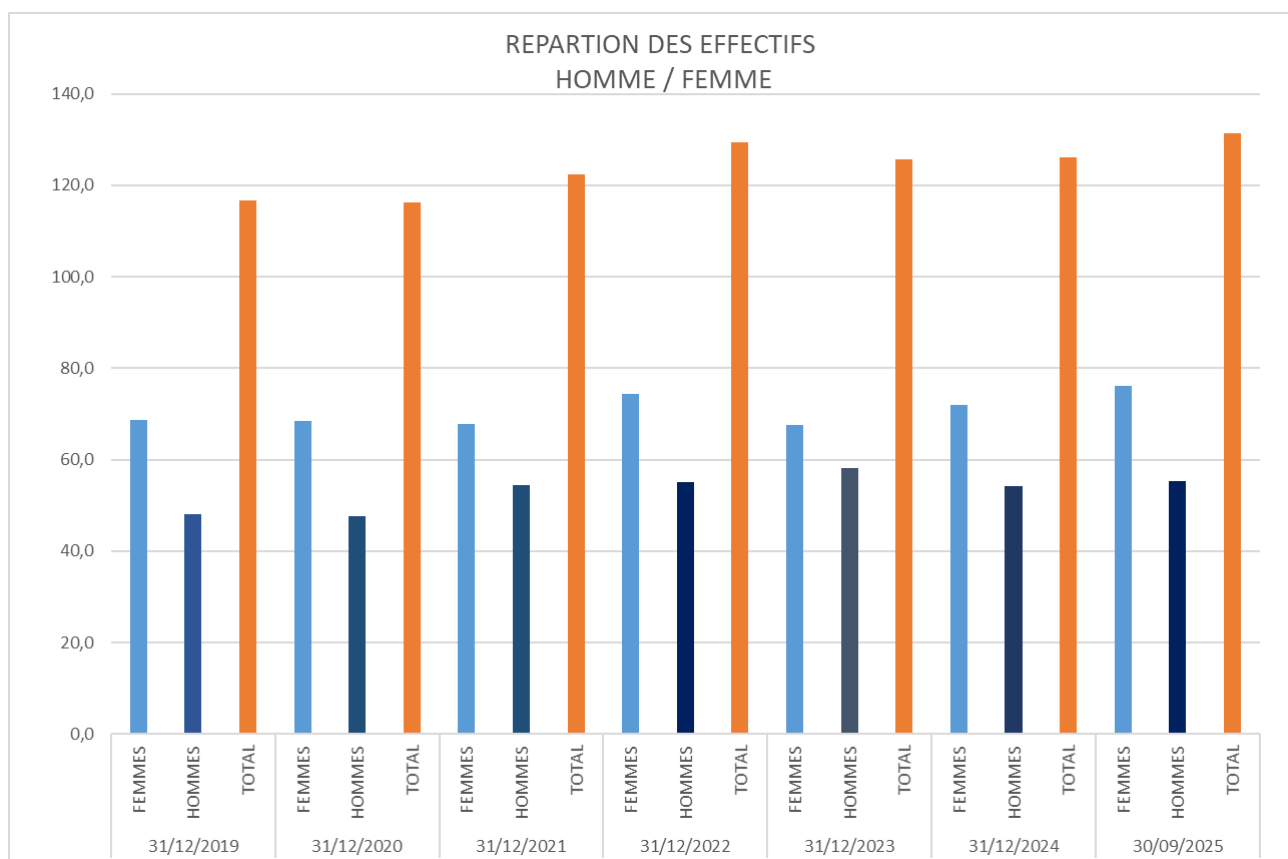
Tableau des ETP

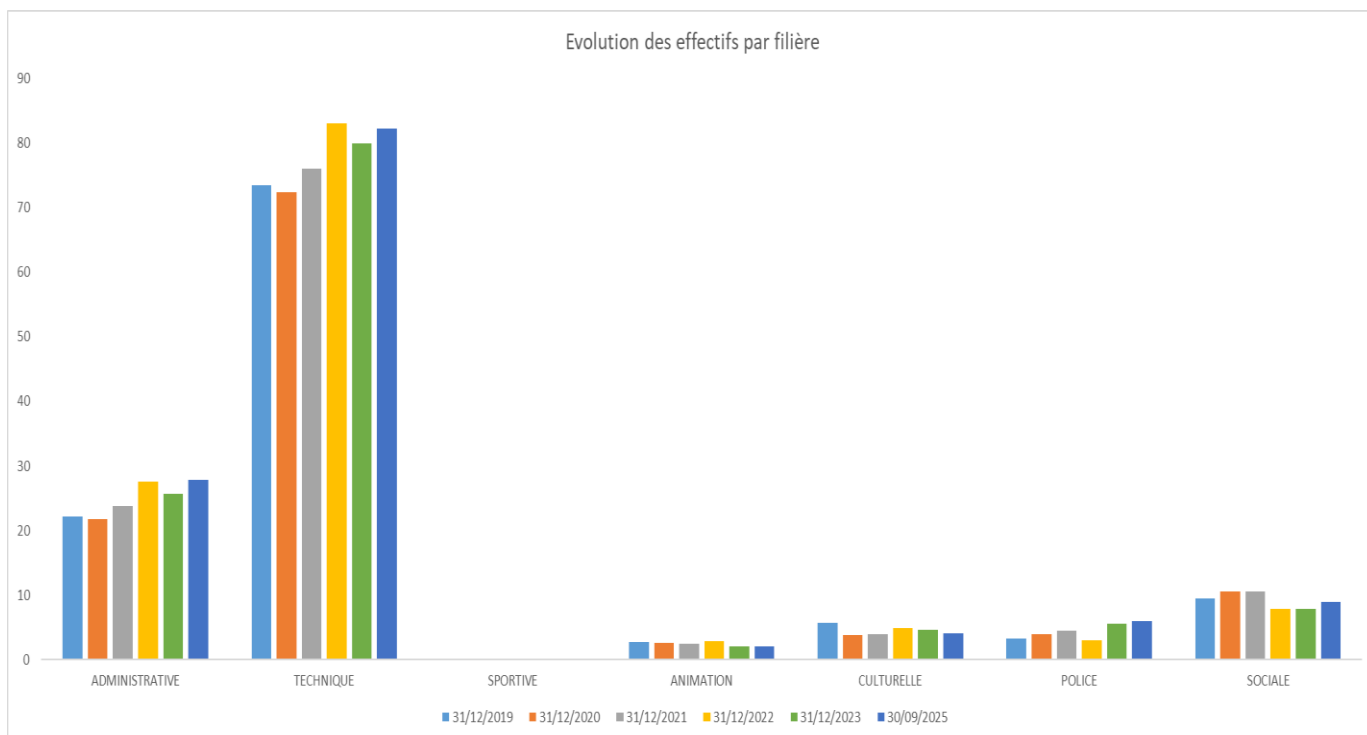
| | 31/12/2019 | | | 31/12/2020 | | | 31/12/2021 | | | 31/12/2022 | | | 31/12/2023 | | | 31/12/2024 | | | 30/09/2025 | | |
|----------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|
| | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL |
| TOTAL | 68,7 | 48,1 | 116,8 | 68,4 | 47,7 | 116,2 | 67,8 | 54,5 | 122,3 | 74,3 | 55,0 | 129,3 | 67,6 | 58,1 | 125,6 | 72,0 | 54,1 | 126,1 | 76,1 | 55,2 | 131,3 |
| A | 1,0 | 1,0 | 2,0 | 1,0 | 1,0 | 2,0 | 1,0 | 3,0 | 4,0 | 1,0 | 3,0 | 4,0 | 2,0 | 3,0 | 5,0 | 4,0 | 3,0 | 7,0 | 4,0 | 3,0 | 7,0 |
| ADMINISTRATIVE | 1,0 | 1,0 | 2,0 | 1,0 | 1,0 | 2,0 | 1,0 | 2,0 | 3,0 | 1,0 | 2,0 | 3,0 | 2,0 | 4,0 | 3,0 | 2,0 | 5,0 | 3,0 | 2,0 | 5,0 | |
| TECHNIQUE | | | | | | | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 2,0 | 1,0 | 2,0 | 1,0 | 1,0 | 2,0 | |
| B | 5,5 | 4,3 | 9,8 | 6,5 | 4,2 | 10,6 | 6,5 | 4,1 | 10,6 | 7,4 | 7,1 | 14,5 | 6,4 | 7,0 | 13,4 | 8,6 | 6,0 | 14,6 | 10,5 | 6,0 | 16,5 |
| TECHNIQUE | 1,0 | 4,3 | 5,3 | 1,0 | 4,2 | 5,2 | 1,0 | 4,1 | 5,1 | 1,9 | 6,1 | 8,0 | 1,9 | 7,9 | 9,9 | 3,0 | 5,0 | 8,0 | 3,0 | 5,0 | 8,0 |
| ADMINISTRATIVE | 4,5 | | 4,5 | 4,5 | | 4,5 | 4,5 | | 4,5 | 4,5 | 1,0 | 5,5 | 3,5 | 6,0 | 3,5 | 4,6 | 5,0 | 4,6 | 6,5 | 5,0 | 6,5 |
| CULTURELLE | | | | 1,0 | | 1,0 | 1,0 | | 1,0 | | | 1,0 | 1,0 | | 1,0 | 1,0 | | 1,0 | 1,0 | | 1,0 |
| POLICE | | | 0,0 | | | | | | | | | | 1,0 | | 1,0 | | | 1,0 | | | 1,0 |
| ANIMATION | | | 0,0 | | | | | | | | | | 1,0 | | 1,0 | | | 1,0 | | | 1,0 |
| C | 62,2 | 42,8 | 105,0 | 61,0 | 42,6 | 103,5 | 60,3 | 47,4 | 107,7 | 66,0 | 44,9 | 110,9 | 59,2 | 48,1 | 107,3 | 59,4 | 45,1 | 104,5 | 61,6 | 46,2 | 107,8 |
| TECHNIQUE | 30,4 | 37,8 | 68,2 | 30,5 | 36,7 | 67,2 | 29,0 | 40,9 | 69,9 | 34,2 | 39,9 | 74,1 | 30,0 | 41,0 | 71,0 | 30,3 | 38,1 | 68,4 | 33,1 | 39,2 | 72,3 |
| ANIMATION | 2,7 | | 2,7 | 2,6 | | 2,6 | 2,5 | | 2,5 | 2,9 | | 2,9 | 2,0 | | 2,0 | 2,0 | | 2,0 | 2,0 | | 2,0 |
| ADMINISTRATIVE | 13,8 | 1,9 | 15,7 | 13,4 | 1,9 | 15,3 | 14,2 | 2,0 | 16,3 | 17,0 | 2,0 | 19,1 | 16,2 | 2,1 | 18,3 | 15,1 | 1,9 | 17,0 | 14,5 | 1,9 | 16,4 |
| CULTURELLE | 4,9 | 0,8 | 5,7 | 2,9 | 1,0 | 3,9 | 3,0 | 1,0 | 4,0 | 2,9 | 1,0 | 3,9 | 2,0 | 1,6 | 3,6 | 2,0 | 1,1 | 3,1 | 2,0 | 1,1 | 3,1 |
| POLICE | 1,0 | 2,3 | 3,3 | 1,0 | 3,0 | 4,0 | 1,0 | 3,5 | 4,5 | 1,0 | 2,0 | 3,0 | 1,1 | 3,4 | 4,5 | 1,0 | 4,0 | 5,0 | 1,0 | 4,0 | 5,0 |
| SOCIALE | 9,5 | | 9,5 | 10,6 | | 10,6 | 10,6 | | 10,6 | 7,9 | | 7,9 | 7,9 | | 7,9 | 9,0 | | 9,0 | 9,0 | | 9,0 |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026



Depuis 2019, la municipalité a affiché sa volonté de développer l'encadrement intermédiaire et supérieur. En effet, la collectivité est passée de 12 cadres A et B à 23 en 2025.



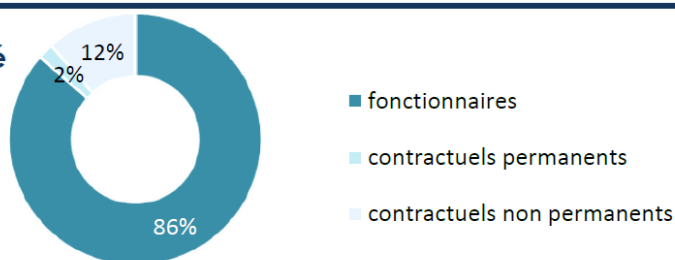


Données ci-après issues du RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024

Effectifs

➔ **147 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2024**

- > 127 fonctionnaires
- > 3 contractuels permanents
- > 17 contractuels non permanents



Nombre d'emploi aidés

1 | 1%
Part des emplois aidés (tous emplois)

Taux de féminisation (emplois permanents)

53,8%

Nombre de CDI

0 | 0%
Part des CDI (tous contrats)

Nombre d'emploi saisonniers ou accroissement

13 | 9%
Part des saisonniers (tous emplois)

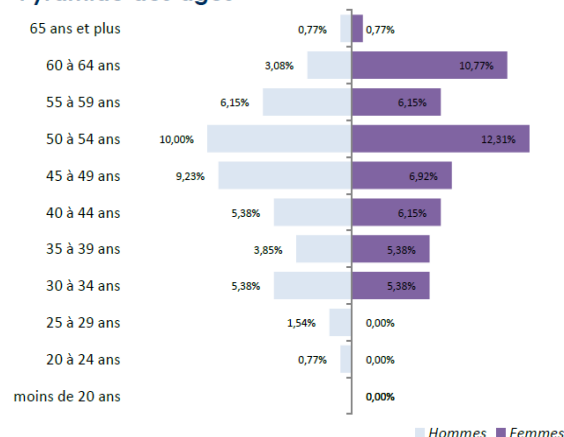
Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 49 ans

Âge moyen des agents permanents

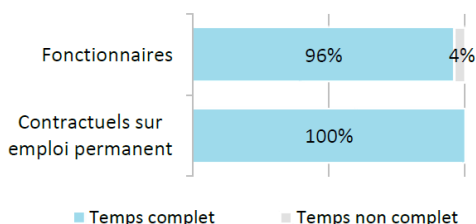
| | |
|-----------------------------------|-------------|
| Fonctionnaires | 48,9 |
| Contractuels sur emploi permanent | 37,5 |
| Emplois permanents | 48,6 |

➔ Pyramide des âges

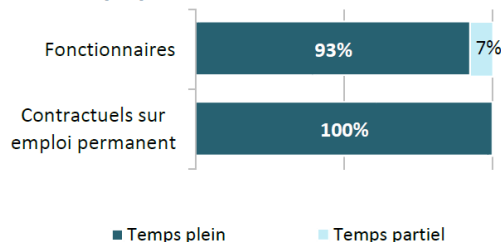


Temps de travail des agents permanents

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les filières les plus concernées par le temps non complet

| Filière | Fonctionnaire (%) | Filière | Contractuel (%) |
|----------------|-------------------|---------|-----------------|
| Technique | 5,3% | - | - |
| Administrative | 3,3% | - | - |

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre



Absences

➔ En moyenne, 16 jours d'absence pour tout motif médical « compressible » par fonctionnaire

➔ En moyenne, 25 jours d'absence pour tout motif médical « compressible » par agent contractuel permanent

| | Fonctionnaires | Contractuels permanents | Ensemble agents permanents | Contractuels non permanents |
|--|----------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail) | 4,38% | 6,85% | 4,43% | 2,76% |
| Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical) | 8,37% | 6,85% | 8,34% | 2,76% |
| Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre) | 8,37% | 6,85% | 8,34% | 2,76% |

Cf. p8 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

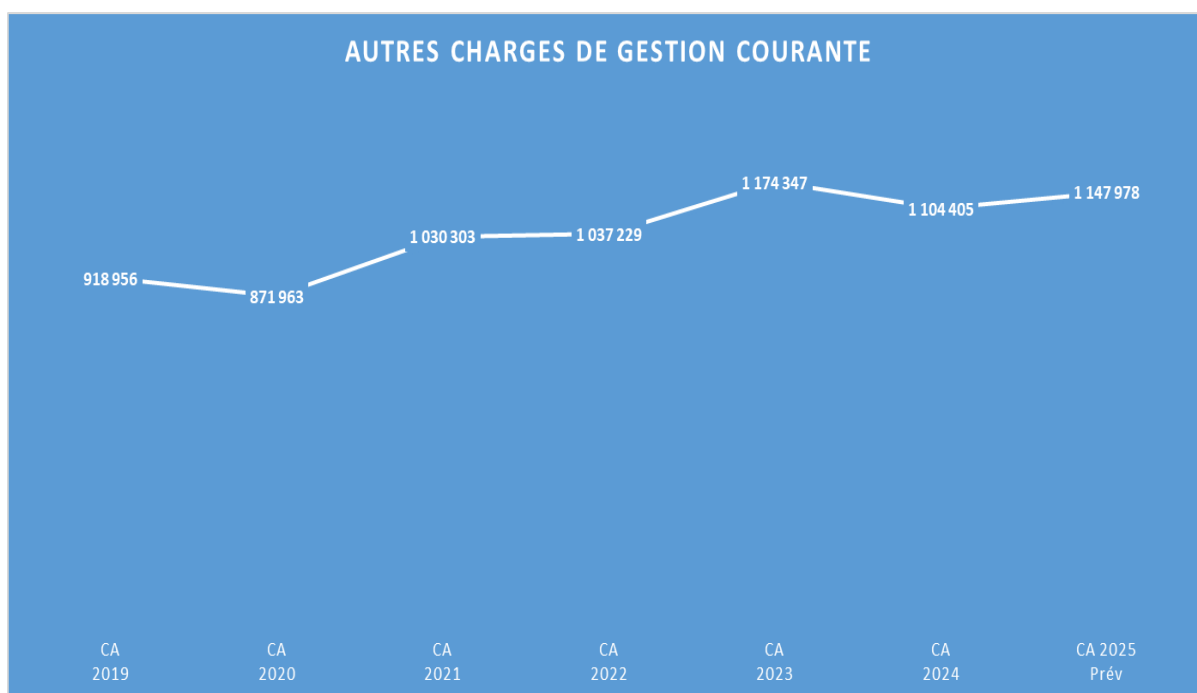
➔ 23,13 % des agents ont eu au moins un jour de carence prélevé dans l'année

1.3 - LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

Sont regroupées dans ce chapitre : la participation au SDIS, les contributions dues aux structures intercommunales, les participations versées au CCAS / SAAD, les subventions aux organismes de droit privé telles que les associations et les indemnités versées aux élus de la collectivité.

Elles représenteraient environ 10,14 % des dépenses totales supportées par la commune en 2025 contre 10,34 % en 2024, en hausse de + 3,95% par rapport à 2024.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 |
|--------|------------------------------------|---------|------------|------------|-----------|------------|------------|--------------|----------------------------|
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 918 956 | 871 963 | 1 030 303 | 1 037 229 | 1 174 347 | 1 104 405 | 1 147 978 | 3,95% |
| | évolution en valeur | | -46 992,72 | 158 339,76 | 6 926,01 | 137 118,28 | -69 942,01 | 43 572,70 | |
| | évolution en % | | -5,11% | 18,16% | 0,67% | 13,22% | -5,96% | 3,95% | |
| | évolution moyenne | | | | | 3,78% | | | |

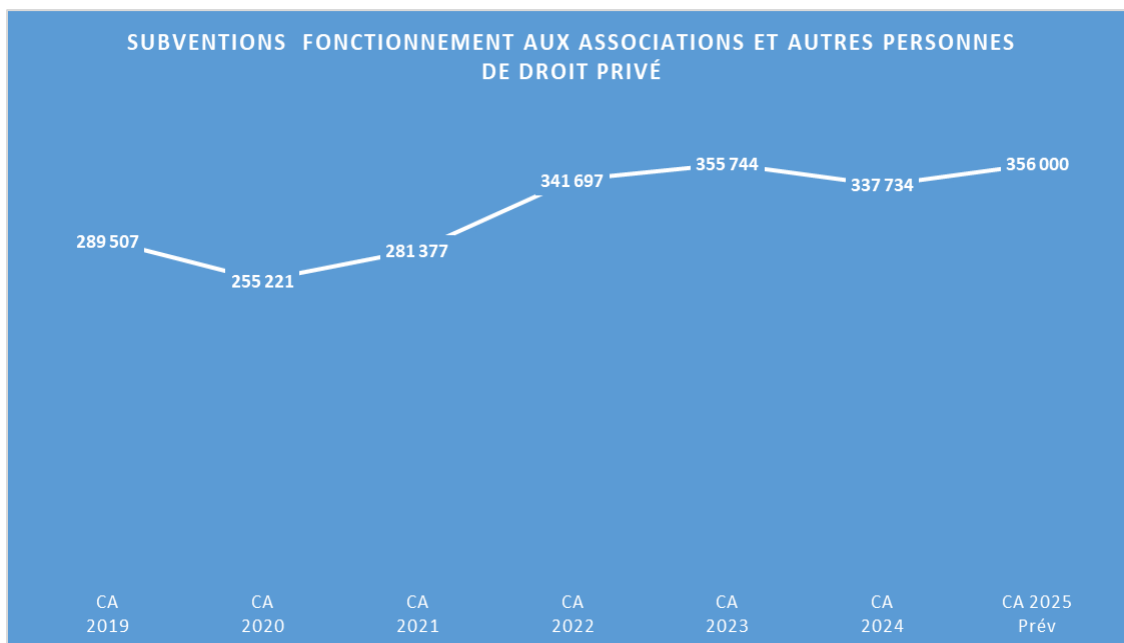


► **Les subventions aux associations**

La ville de L'Isle Jourdain a pleinement conscience de la qualité du travail des associations et de leurs bénévoles, auprès des jeunes et des moins jeunes, que ce soit dans le mouvement sportif, culturel, artistique ou social.

Aussi, la Municipalité a fait du soutien et du développement du tissu associatif une priorité.

Les subventions seraient en hausse de + 5,41 % par rapport à 2024 et de + 23 % depuis le début du mandat.



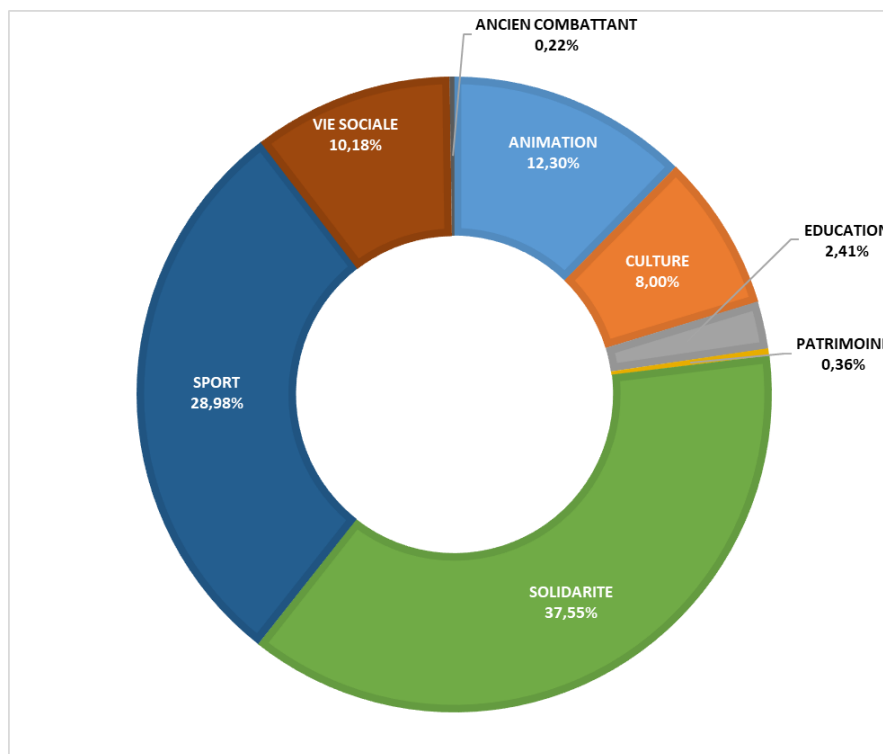
Rappel des subventions attribuées en 2025 :

| SECTEUR | Nom association | BP 2025 FCT | BP 2025 PROJET |
|--------------|--|------------------|-----------------|
| ANIMATION | COMITE DES FETES | 35 000,00 | |
| ANIMATION | L'EN-JEUX | 1 000,00 | |
| ANIMATION | ESCOTA ET MINJA | 8 000,00 | |
| TOTAL | ANIMATION | 44 000,00 | |
| CULTURE | CINEMA OLYMPIA | 10 000,00 | |
| CULTURE | CINE 32 | 14 139,00 | |
| CULTURE | DON AUX POETES NOTA BENE ASBL | 250,00 | |
| CULTURE | LES GARS ZOUILLEURS | 300,00 | |
| CULTURE | ENSEMBLE MADRIGAL | 200,00 | |
| CULTURE | SOCIETE PHILARMONIQUE | 1 540,00 | 1 200,00 |
| CULTURE | THEATRE DE L'EPHEMERE | | 1 000,00 |
| TOTAL | CULTURE | 26 429,00 | 2 200,00 |
| EDUCATION | COOPERATIVE ECOLE ANNE FRANK | 700,00 | |
| EDUCATION | COOPERATIVE JEAN DE LA FONTAINE | 600,00 | |
| EDUCATION | COOPERATIVE ECOLE RENE CASSIN | 500,00 | |
| EDUCATION | COOPERATIVE ECOLE PAUL BERT | 2 656,00 | |
| EDUCATION | COOPERATIVE LUCIE AUBRAC | 1 100,00 | |
| EDUCATION | CREO 32 | 3 080,00 | |
| TOTAL | EDUCATION | 8 636,00 | |
| PATRIMOINE | LES AMIS DE CLAUDE AUGE | 500,00 | |
| PATRIMOINE | LES AMIS DU MUSEE CAMPANAIRE | 500,00 | |
| PATRIMOINE | MUSES D'EUROPE ARTS & LETTRES VALLEE SAVE | 300,00 | |
| TOTAL | PATRIMOINE | 1 300,00 | |
| SOLIDARITE | API - CENTRE SOCIAL | 115 592,00 | |
| SOLIDARITE | ASSOCIATION DES FAMILLES D'ENFANTS EXTRAORDINAIRES DE LA GASCOGNE TOULOUSAIN | 150,00 | |
| SOLIDARITE | ASSOCIATION FRANCAISE DES CENTRES DE CONSULTATION CONJUGALE - AFCC | 150,00 | |
| SOLIDARITE | BANQUE ALIMENTAIRE DU GERS POUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM | 250,00 | |
| SOLIDARITE | CENTRE D'INFORMATION DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES (CIDFF) | 500,00 | |
| SOLIDARITE | CROIX ROUGE FRANCAISE - Comité de l'Isle Jourdain | 1 400,00 | |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

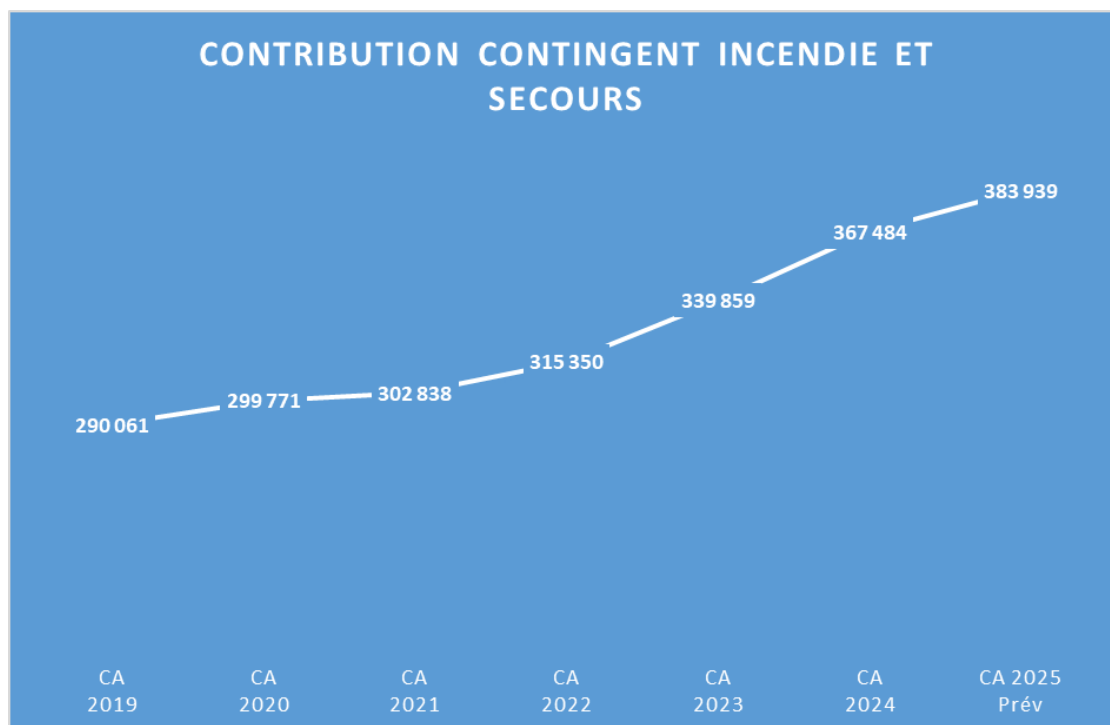
| | | | |
|---------------------|--|-------------------|-------------------|
| SOLIDARITE | FOYER LES THUYAS | 2 000,00 | |
| SOLIDARITE | LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 32 | 760,00 | |
| SOLIDARITE | QUAND MES PARENTS TRAVAILLENT | 150,00 | |
| SOLIDARITE | RESTAURANTS DU CŒUR | 1 400,00 | |
| SOLIDARITE | REVIVRE | 305,00 | |
| SOLIDARITE | SECOURS CATHOLIQUE | 305,00 | |
| SOLIDARITE | SECOURS POPULAIRE | 1 400,00 | |
| SOLIDARITE | PROTECTION CIVILE MAYOTTE | 10 000,00 | |
| TOTAL | SOLIDARITE | 134 362,00 | |
| SPORT | AEROMODELISME | 750,00 | |
| SPORT | ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF COUNTRY CLUB DE LAS MARTINES | 1 100,00 | |
| SPORT | ASSOCIATION SPORTIVE LYCEE JOSEPH SAVERNE | 500,00 | |
| SPORT | ASSOCIATION SPORTIVE COLLEGE LOUISE MICHEL | 500,00 | |
| SPORT | ASSOCIATION SPORTIVE COLLEGE FRANCOISE HERITIER | 500,00 | |
| SPORT | AU JARDIN DE LA FORME GYMNASIQUE VOLONTAIRE | 1 000,00 | |
| SPORT | BADMINTON CLUB LISLOIS | 1 000,00 | |
| SPORT | BASKET CLUB LISLOIS FEMININ | 5 250,00 | |
| SPORT | BASKET CLUB MASCULIN (USBL) | 3 700,00 | |
| SPORT | CYCLOTOURISME et VTT L'ISLE JOURDAIN (VELO-CLUB LISLOIS) | 500,00 | |
| SPORT | FOOTBALL CLUB | 10 000,00 | |
| SPORT | HAND BALL CLUB LISLOIS | 6 000,00 | |
| SPORT | HOCKEY CLUB | 2 000,00 | |
| SPORT | INTEGRALE BICYCLE | 1 200,00 | |
| SPORT | JUDO KODOLAN CLUB LISLOIS | 6 000,00 | |
| SPORT | L'ISLE RANDO CLUB | 1 000,00 | |
| SPORT | LA CLOCHETTE LISLOISE | 5 500,00 | |
| SPORT | LA FLECHE GASCONNE | 1 000,00 | |
| SPORT | LES AMIS DE LA MONTAGNE SKI CLUB | 1 000,00 | |
| SPORT | LES COUDOUS DE LA SAVE | 300,00 | |
| SPORT | MOUSQUETAIRES AGILITY | 500,00 | |
| SPORT | OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS | 90,00 | |
| SPORT | PAVILLON QILIN | 300,00 | |
| SPORT | PETANQUE LISLOISE | 1 000,00 | |
| SPORT | SPLACH NATATION | 2 500,00 | |
| SPORT | SPLACH TRIATHLON | 1 000,00 | |
| SPORT | TENNIS CLUB | 6 500,00 | |
| SPORT | TENNIS DE TABLE | 1 000,00 | |
| SPORT | TRACKS ATHLETISME | 1 500,00 | |
| SPORT | USL RUGBY | 40 000,00 | |
| SPORT | WAKE'N GERS | 500,00 | |
| TOTAL | SPORT | 103 690,00 | |
| VIE SOCIALE | AMICALE DES EMPLOYES COMMUNAUX | 3 000,00 | |
| VIE SOCIALE | AMICALE DES EMPLOYES COMMUNAUX | 3 000,00 | |
| VIE SOCIALE | AMICALE DES SAPEURS POMPIERS | 15 000,00 | |
| VIE SOCIALE | AMICALE DES SUPPORTERS DE L'USL | 400,00 | |
| VIE SOCIALE | BUONGIORNO ITALIA | 300,00 | |
| VIE SOCIALE | CLUB RENAISSANCE | 500,00 | |
| VIE SOCIALE | COMITE DE JUMELAGE ESPAGNE (CARBALLO) | 915,00 | |
| VIE SOCIALE | COMITE DE JUMELAGE ITALIE (MOTTA DI LIVENZA) | 915,00 | |
| VIE SOCIALE | COMITE DE JUMELAGE ITALIE (MOTTA DI LIVENZA) 30 ANS | 5 000,00 | |
| VIE SOCIALE | J'ACHETE A L ISLE | 1 000,00 | |
| VIE SOCIALE | L'ISLE JOURDAIN EN TRANSITION | 500,00 | 5 000,00 |
| VIE SOCIALE | TRANSITION CITOYENNE EN GASCOGNE | 500,00 | |
| VIE SOCIALE | UNION DES PROPRIETAIRES ET DES CHASSEURS DE LA REGION DE L'ISLE JOURDAIN | 400,00 | |
| TOTAL | VIE SOCIALE | 31 430,00 | 5 000,00 |
| ANCIENS COMBATTANTS | ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DU CANTON DE L'ISLE JOURDAIN | 200,00 | |
| ANCIENS COMBATTANTS | ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESSISTANCE | 200,00 | |
| ANCIENS COMBATTANTS | FNACA | 200,00 | |
| ANCIENS COMBATTANTS | LE SOUVENIR Français | 200,00 | |
| TOTAL | ANCIENS COMBATTANTS | 800,00 | |
| TOTAL | | 350 647,00 | 7 200,00 |
| | | | 357 847,00 |

Répartition des subventions versées par secteurs en 2025

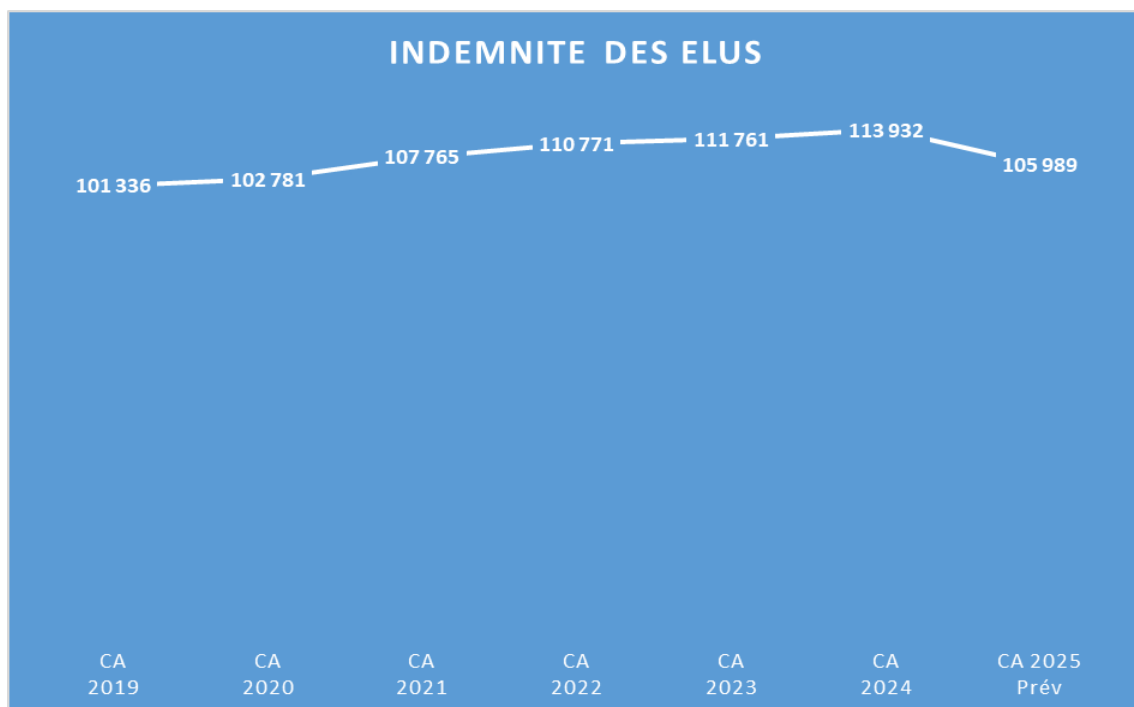


► Le contingent incendie et secours

Il appartient au conseil d'administration du SDIS de déterminer les modalités de calcul des contributions des différentes collectivités, c'est un montant par habitant qui sert de base. Ce poste est en progression de 32,36 % entre 2025 et 2019, et de 4,48 % en 2025.

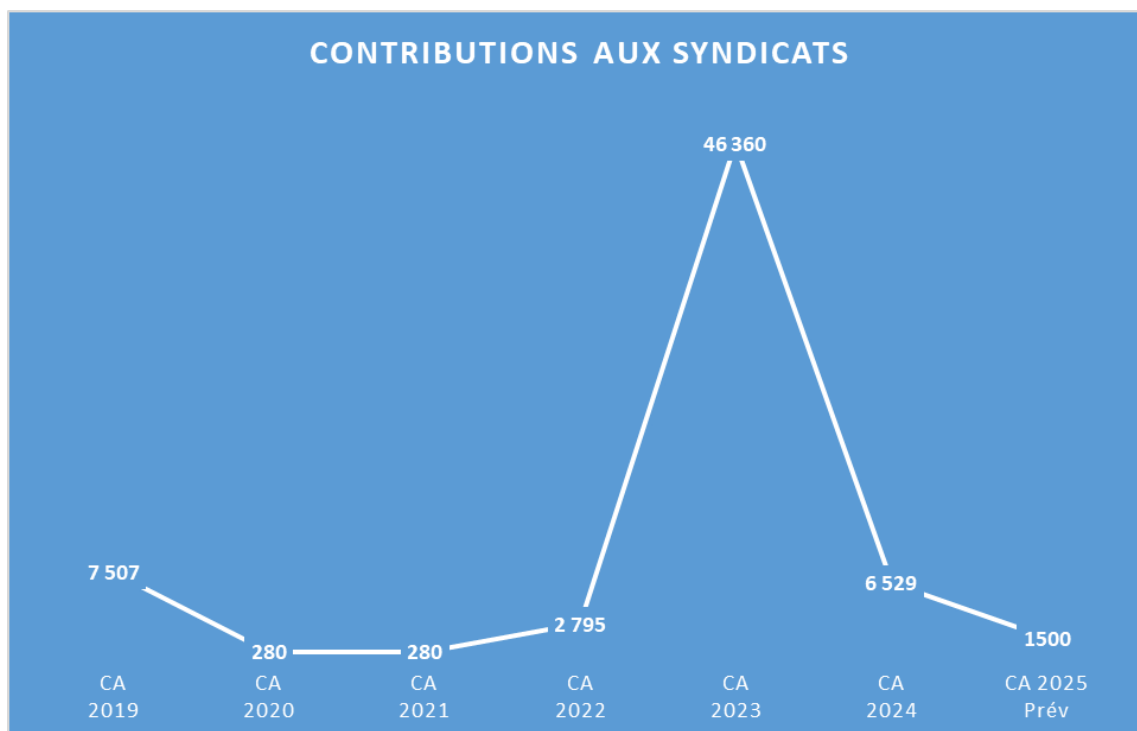


► **Les indemnités des élus** seraient en baisse de -6,97 % entre 2025 et 2024.



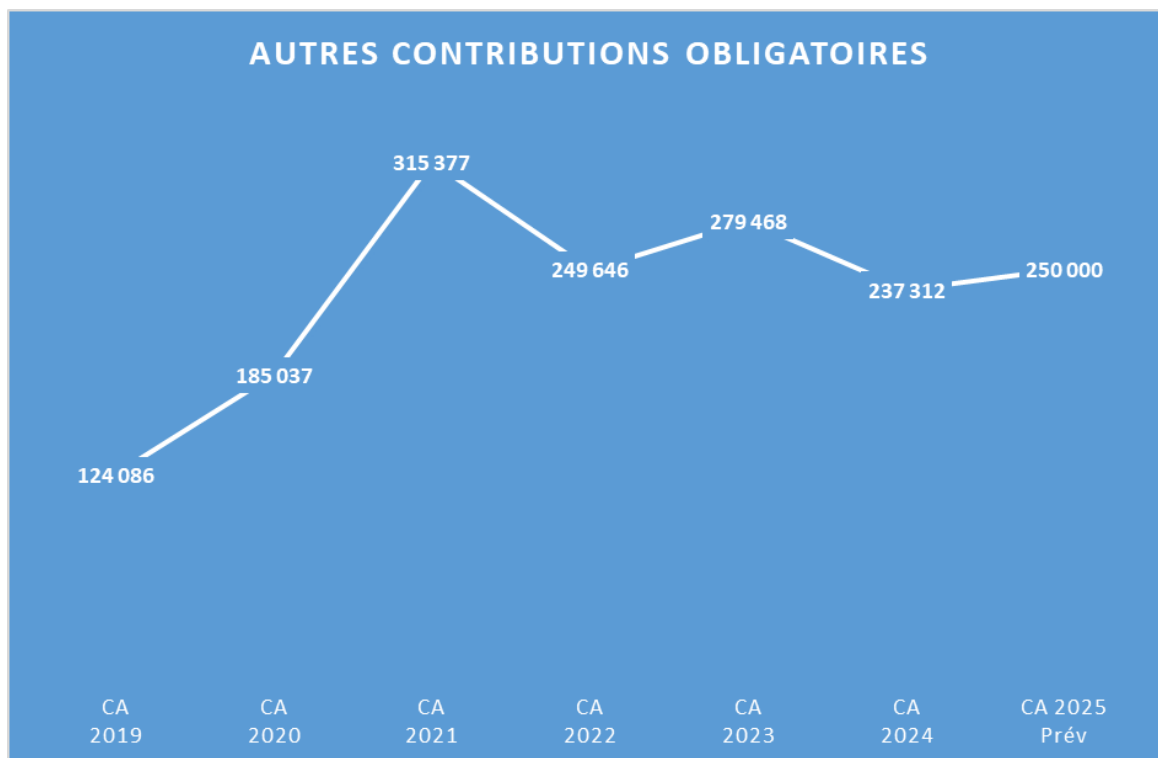
► **Les contributions aux syndicats**

Ce poste enregistre les contributions de la ville au Syndicat d'Energie du Gers, pour les prestations d'entretien et d'effacement des réseaux d'éclairage public. Pour 2023, il s'agit de la contribution communale au programme d'effacement des réseaux rue de Save et rue Parmentier.



► **Les autres contributions obligatoires**

Sont enregistrés dans cette rubrique la participation communale à l'école privée Le Clos Fleuri et les frais de fonctionnement des enfants Lislois scolarisés sur les communes extérieures. Depuis 2021, la réglementation nous a imposé de comptabiliser la participation de la commune au transport scolaire intramuros au chapitre 65, précédemment imputé au chapitre 011 article 6247. Il est à noter qu'en 2021 nous avons payé la participation de l'année 2020 (60.198 €) et de l'année 2021 (61.584 €).



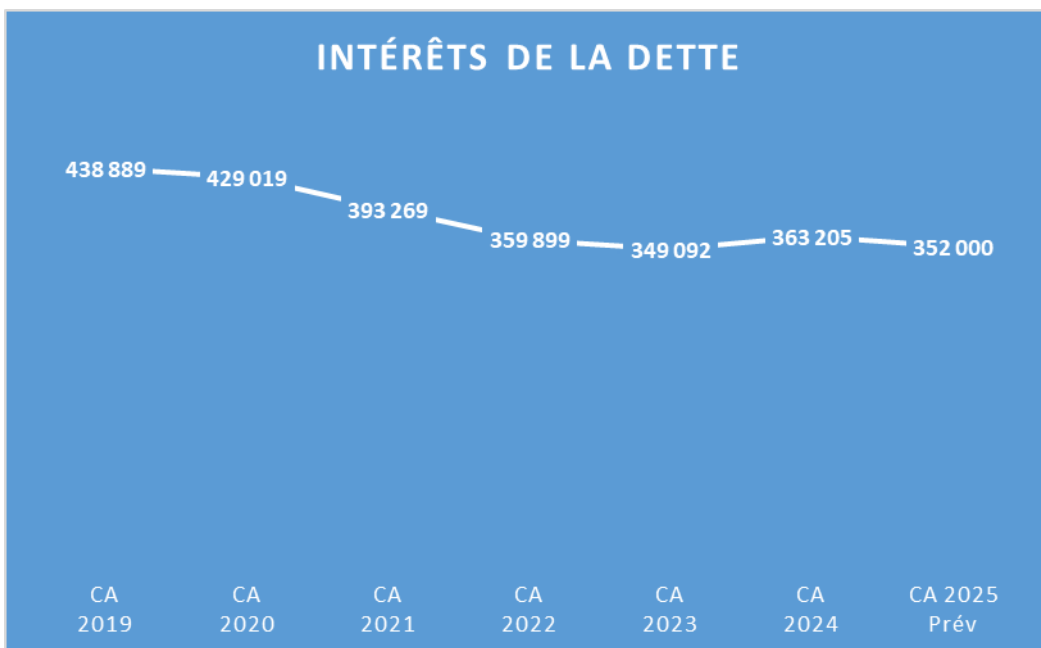
1.4 - LES INTERETS DE LA DETTE

Lorsque l'on contracte des emprunts, vient ensuite une phase de remboursement du capital de la dette et de paiement des intérêts. Le remboursement du capital s'enregistre en section d'investissement et le règlement des intérêts en section de fonctionnement. Outre les intérêts de la dette à long terme, ce poste comptabilise également les intérêts des lignes de trésorerie et les intérêts courus non échus.

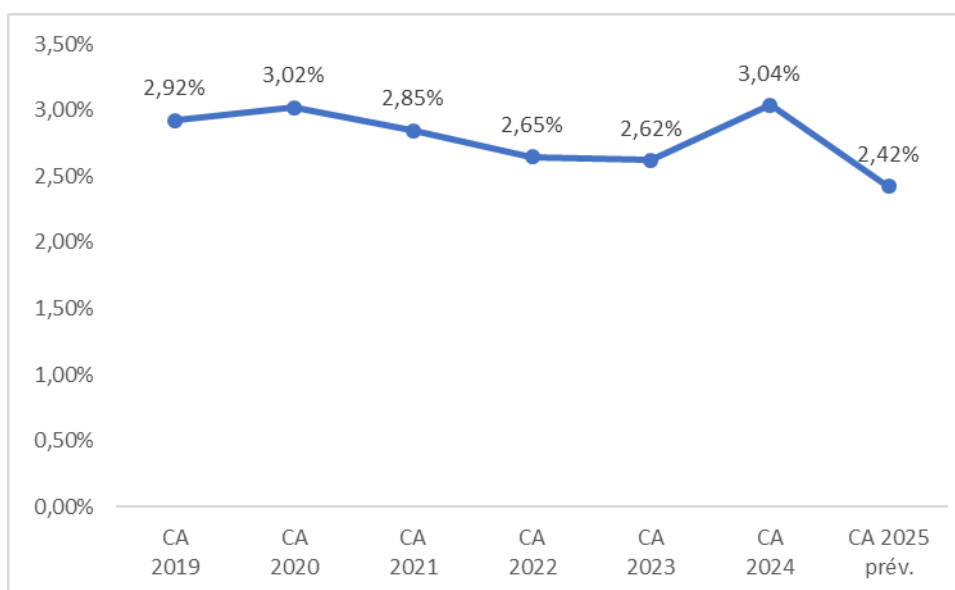
Le tableau et les graphiques ci-dessus permettent de constater une baisse de la charge de la dette de - 3,09 % entre 2025 et 2024, de -19,80 % sur la période 2019 à 2025, avec une moyenne annuelle de - 3,61 %. La hausse du chapitre 66 est principalement due à la mise en place de lignes de trésorerie en 2025, permettant de faire face au décalage de versement des subventions d'investissement. Le désendettement massif sur le mandat a permis une économie de 388 k€.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025 / 2019 |
|-----------|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------------|----------------------------|
| 66111 | Intérêts de la dette | 438 889 | 429 019 | 393 269 | 359 899 | 349 092 | 363 205 | 352 000 | -3,09% | -19,80% |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des I.C.N.E. | 3 965 | 8 150 | -6 197 | -7 323 | -4 092 | -7 234 | -8 312 | 14,91% | -309,63% |
| 6618 | Intérêts des autres dettes | | | | | | | 22 000 | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 442 854 | 437 168 | 387 073 | 352 575 | 345 000 | 355 971 | 365 688 | 2,73% | -17,42% |
| | évolution des dépenses de fonctionnement | | -1,28% | -11,46% | -8,91% | -2,15% | 3,18% | 2,73% | | |
| | évolution moyenne des dépenses de fonctionnement | | | | | -3,14% | | | | |

Les intérêts de la dette ont évolué comme ci-dessous :



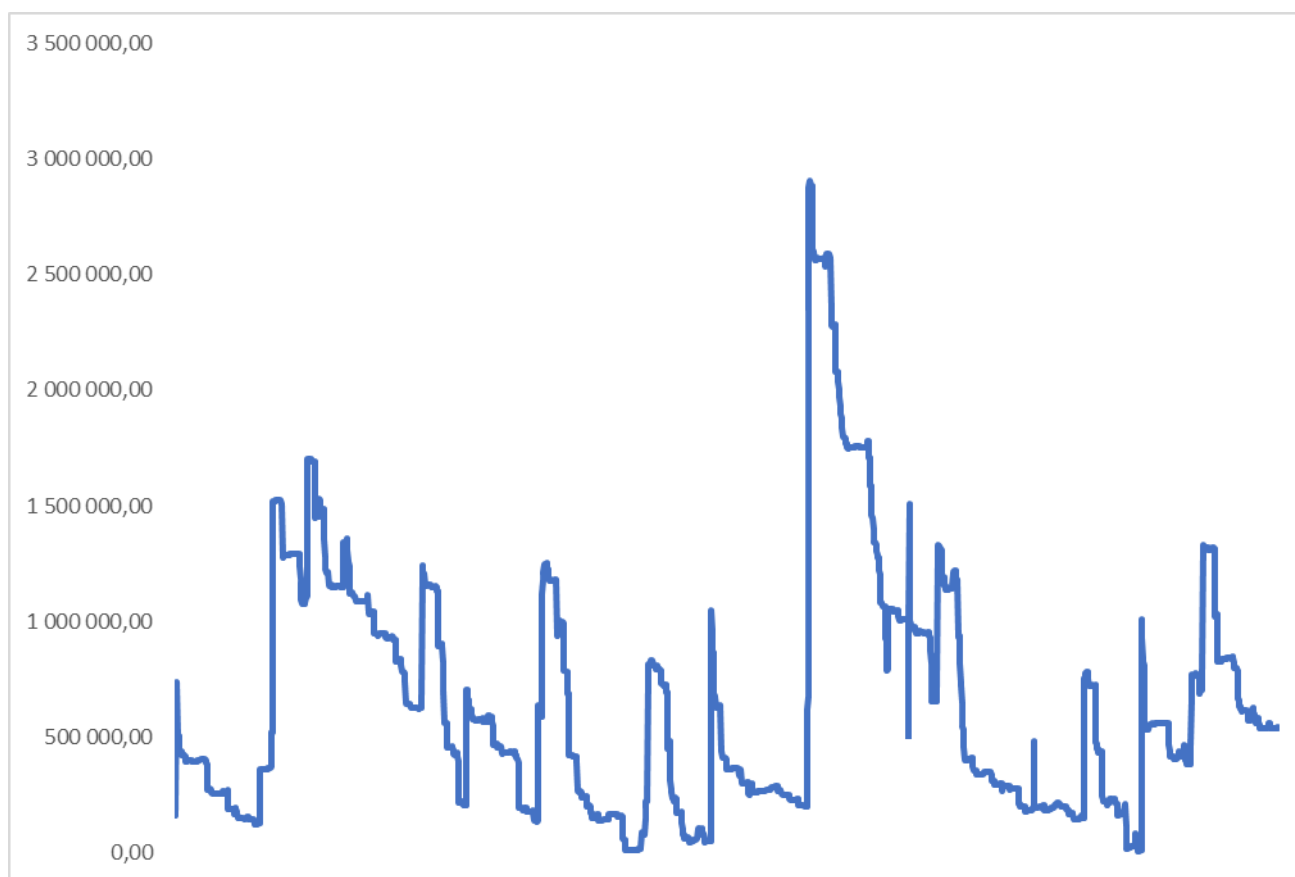
Le taux d'intérêt moyen est calculé en rapportant le montant des frais financiers des différents emprunts au montant total de l'encours de dette :



OPERATIONS DE GESTION DE LA TRESORERIE

L'optimisation de la gestion de la dette permet d'adapter le niveau et le type d'emprunts aux besoins réels de la collectivité pour minimiser les charges financières. Cela passe ainsi par l'articulation de différents instruments financiers, du plus rigide au plus souple, pour couvrir les cycles courts, infra-annuels, des besoins de trésorerie comme les cycles plus longs liés aux plans d'investissements et à la prospective financière. La gestion de trésorerie en collectivité locale a vocation à minimiser les frais financiers de la dette, partant du postulat que le désendettement constitue le meilleur placement des liquidités disponibles.

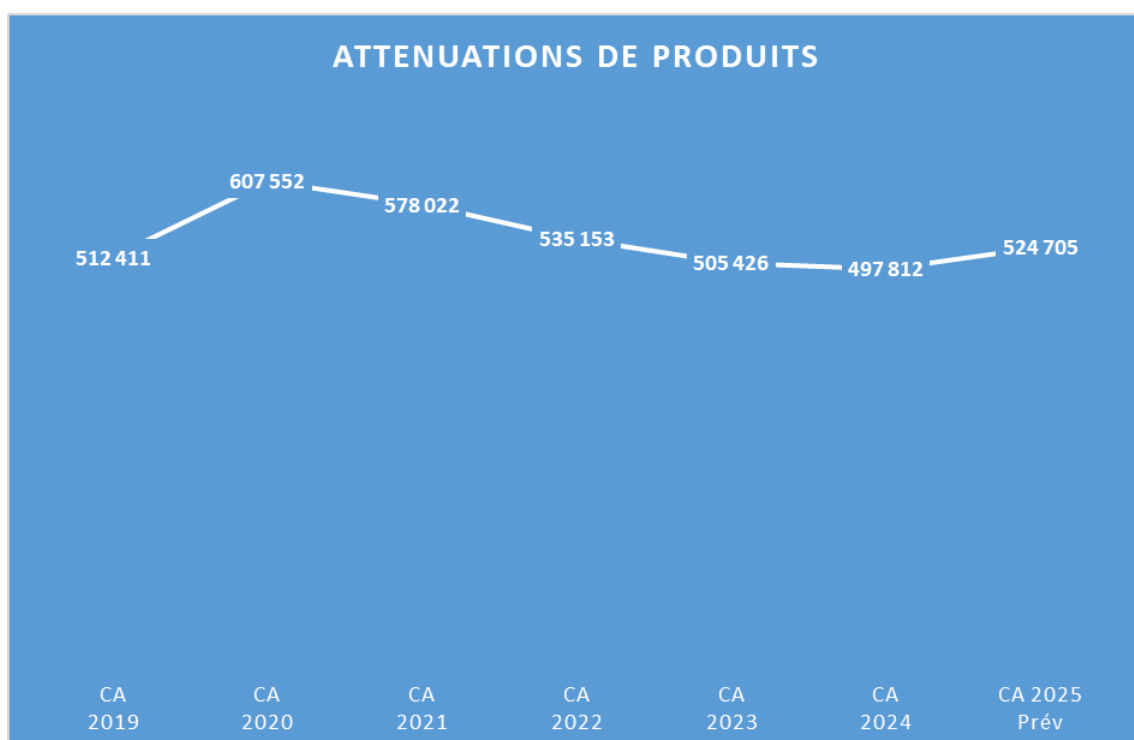
C'est pourquoi, la ville de L'Isle Jourdain se donne comme **objectif une gestion optimisée de sa trésorerie**, réduisant au maximum l'encaisse sur son compte au Trésor Public. En effet, la collectivité doit maintenir un niveau de liquidités suffisant pour faire face aux dépenses journalières et utilisera ces produits pour des ajustements ponctuels. Les frais financiers seront alors calculés uniquement sur la période d'utilisation effective de ces fonds. Le graphique ci-dessous montre l'évolution au cours de l'année 2025 du compte de dépôts de la commune auprès du SGC d'Auch.



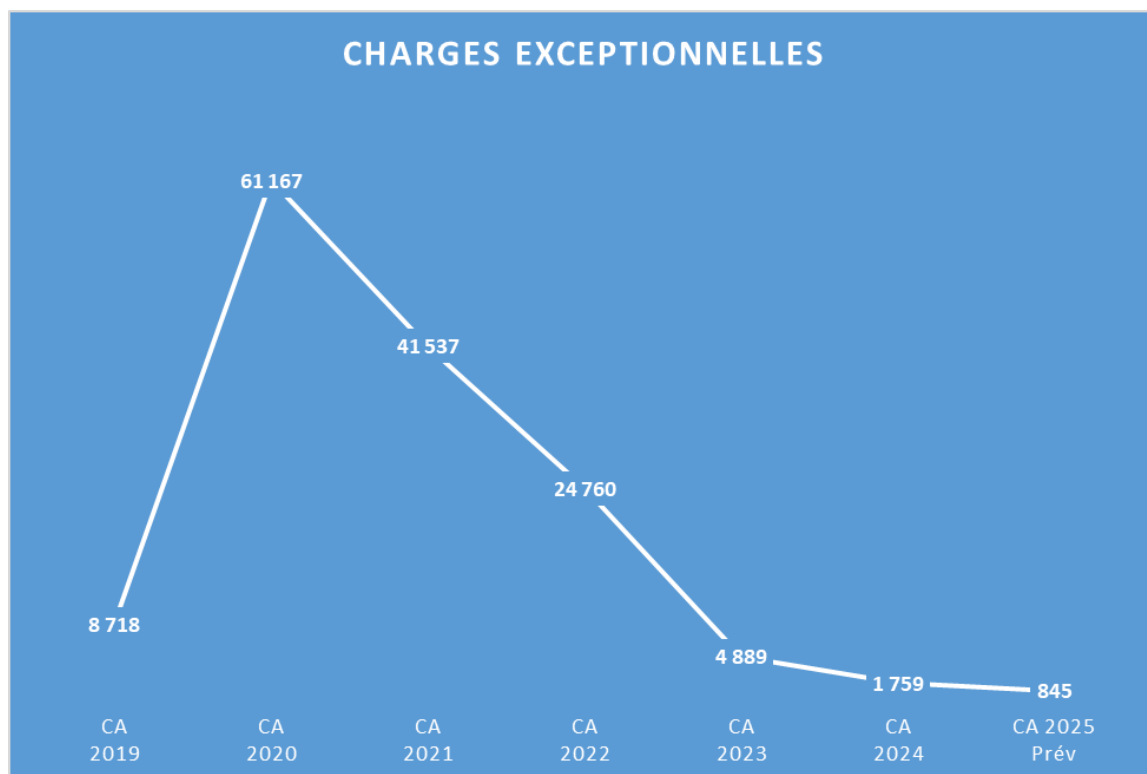
1.5 - LES ATTENUATIONS DE PRODUITS

Ce poste comptabilise principalement le reversement de l'attribution de compensation (AC) que la commune doit reverser à la CCGT pour les services transférés.

En effet, dans le cadre d'un transfert de compétences ou de modification de l'intérêt communautaire, il est procédé à un transfert de charges des communes membres en direction de l'EPCI. Le montant des attributions de compensations octroyé aux communes doit être recalculé à la baisse en fonction de l'évaluation des charges transférées. Cette évaluation est faite par la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées). La contribution a évolué en fonction des transferts de compétence successifs : jeunesse, PLU et SAAD et des ajustements opérés par la CLECT.



1.6 - LES CHARGES EXCEPTIONNELLES



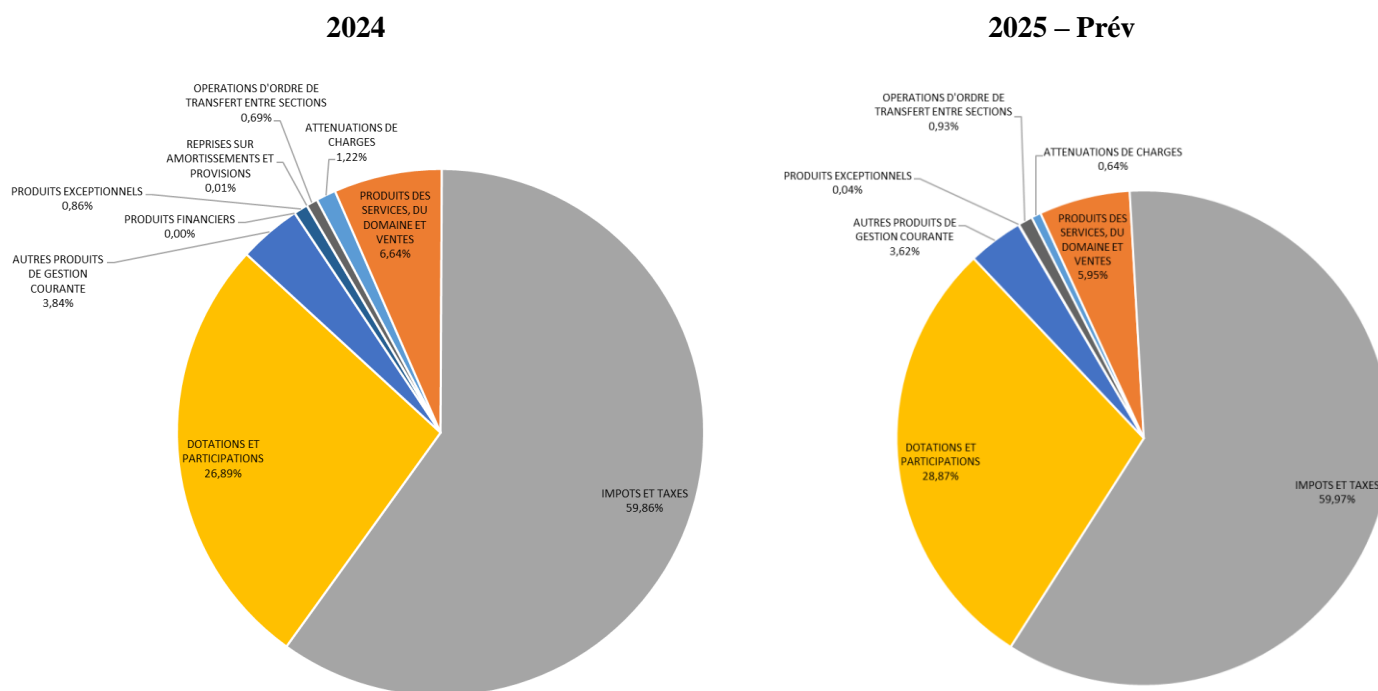
2 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement dispose de ressources « régulières » composées pour l'essentiel du produit de la fiscalité locale, des dotations de l'État dont la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), du reversement de la Communauté de Communes de la Gascogne Toulousaine au titre de la DSC, du produit des services et du domaine et enfin des subventions reçues d'autres collectivités locales.

Le tableau et les graphiques ci-dessous permettent d'analyser au plus près l'évolution des recettes de fonctionnement sur la période 2019-2025.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025 / 2019 |
|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------------------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 44 845 | 17 139 | 86 100 | 105 749 | 124 402 | 151 231 | 80 037 | -47,08% | 78,47% |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES | 1 014 996 | 821 706 | 820 508 | 748 453 | 792 456 | 822 565 | 750 184 | -8,80% | -26,09% |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 6 287 041 | 6 400 126 | 6 482 916 | 6 869 268 | 7 192 712 | 7 419 571 | 7 557 137 | 1,85% | 20,20% |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 2 459 049 | 2 608 630 | 2 855 416 | 2 945 858 | 3 163 839 | 3 332 416 | 3 637 707 | 9,16% | 47,93% |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 514 833 | 464 909 | 482 457 | 489 696 | 506 796 | 475 836 | 455 581 | -4,26% | -11,51% |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 50 | 50 | 42 | 42 | 67 | 101 | 97 | -3,33% | 93,34% |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 32 751 | 163 868 | 27 314 | 26 480 | 40 581 | 106 419 | 4 452 | -95,82% | -86,41% |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 50 000 | 0 | 0 | 0 | 197 | 1 086 | 0 | -100,00% | -100,00% |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | | 10 403 565 | 10 476 429 | 10 754 753 | 11 185 545 | 11 821 050 | 12 309 225 | 12 485 194 | 1,43% | 20,01% |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION | 120 795 | 132 442 | 170 559 | 172 352 | 106 631 | 85 246 | 116 954 | 37,20% | -3,18% |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT TOTALES | | 10 524 360 | 10 608 871 | 10 925 312 | 11 357 897 | 11 927 681 | 12 394 472 | 12 602 148 | 1,68% | 19,74% |
| évolution des recettes de fonctionnement | | | 0,80% | 2,98% | 3,96% | 5,02% | 3,91% | 1,68% | | |
| évolution moyenne des recettes de fonctionnement | | | | | 3,05% | | | | | |

En 2025, les recettes de fonctionnement seraient en hausse de + 1,68 %. Nous expliquerons au fur et à mesure de l'analyse de chaque poste de recettes les raisons de cette évolution.

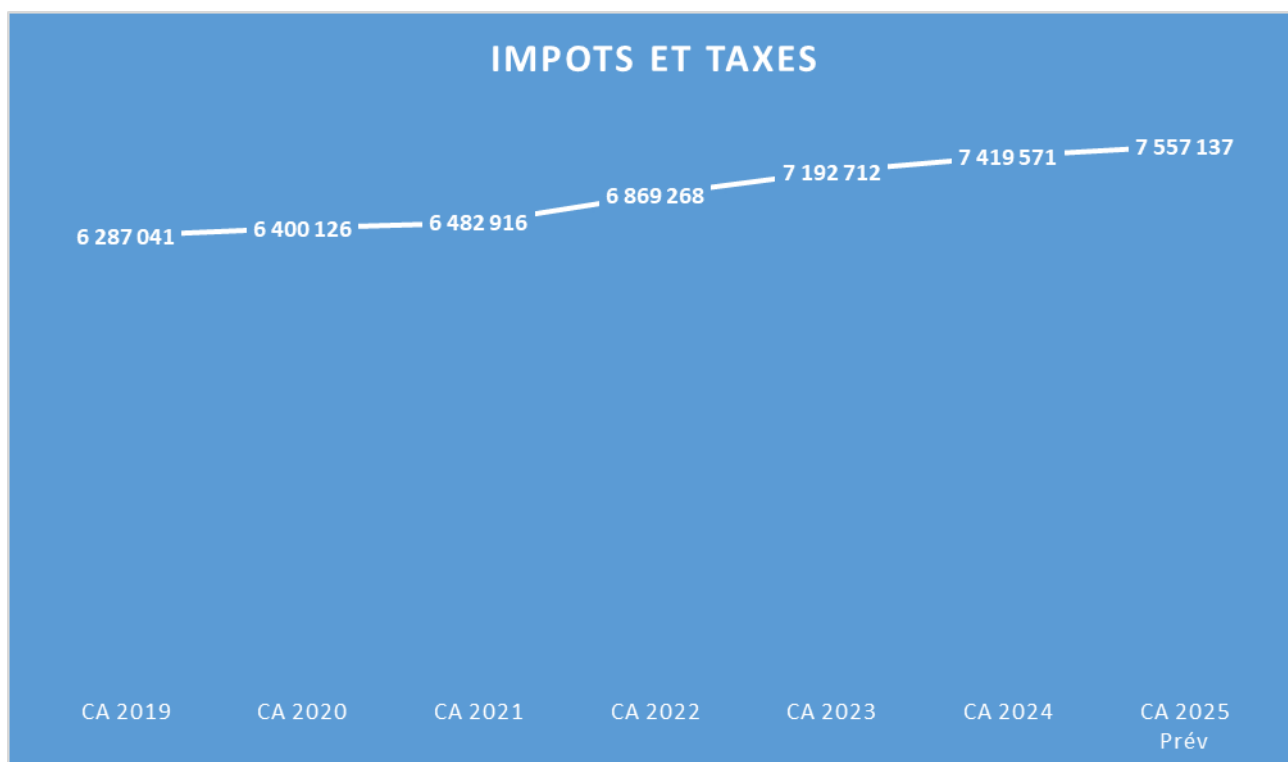


2.1 - LES IMPOTS ET TAXES

Ce poste regroupe l'ensemble des recettes à caractère fiscal telles que : les produits des contributions directes (taxe d'habitation et taxes foncières), les dotations de la Communauté de Communes de la Gascogne Toulousaine ou encore la taxe additionnelle aux droits de mutation.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025 / 2019 |
|-----------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 73111 | Taxes foncières et d'habitation | 4 930 425 | 5 057 683 | 5 024 794 | 5 299 657 | 5 767 961 | 6 088 378 | 6 203 919 | 1,90% | 25,83% |
| 7318 | Autres impôts locaux ou assimilés | | | | 4 749 | 11 682 | | | | |
| 73212 | Dotation de solidarité communautaire | 512 287 | 512 287 | 512 287 | 512 287 | 512 287 | 512 287 | 512 287 | 0,00% | 0,00% |
| 73223 | Fonds péréq recettes fiscales com & interco | 70 305 | 106 156 | 81 870 | 81 870 | 90 504 | 24 534 | 90 504 | 268,89% | 28,73% |
| 7336 | Droits de place | 45 014 | 5 070 | 38 551 | 47 804 | 52 144 | 55 647 | 50 000 | -10,15% | 11,08% |
| 7343 | Taxes sur les pylônes électriques | 29 136 | 30 516 | 31 212 | 32 028 | 33 600 | 36 888 | 38 000 | 3,01% | 30,42% |
| 7351 | Taxe sur la consommation finale d'électricité | 222 809 | 215 505 | 226 212 | 239 986 | 295 425 | 266 996 | 260 000 | -2,62% | 16,69% |
| 7362 | Taxes de séjour | 6 474 | | | | | | | | -100,00% |
| 7381 | Taxe additionnelle aux droits de mutation | 464 642 | 458 765 | 567 990 | 650 887 | 429 109 | 297 667 | 400 000 | 34,38% | -13,91% |
| 7388 | Autres taxes diverses | 5 949 | 14 144 | | | | 115 907 | 0 | -100,00% | -100,00% |
| 73114 | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux | | | | | | 205 | 153 | -25,37% | |
| 73118 | Autres contributions directes | | | | | | 21 062 | 2 274 | -89,20% | |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 6 287 041 | 6 400 126 | 6 482 916 | 6 869 268 | 7 192 712 | 7 419 571 | 7 557 137 | 1,85% | 20,20% |
| | évolution | | 1,80% | 1,29% | 5,96% | 4,71% | 3,15% | 1,85% | | |
| | évolution moyenne | | | | 3,11% | | | | | |

En 2025, le chapitre « impôts et taxes » représenterait 61,15 % des recettes réelles de fonctionnement contre 59,86 % en 2024, il serait en progression de + 1,85 %, essentiellement impacté par la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives, indexée sur l'IPCH de novembre (+1,7 %).

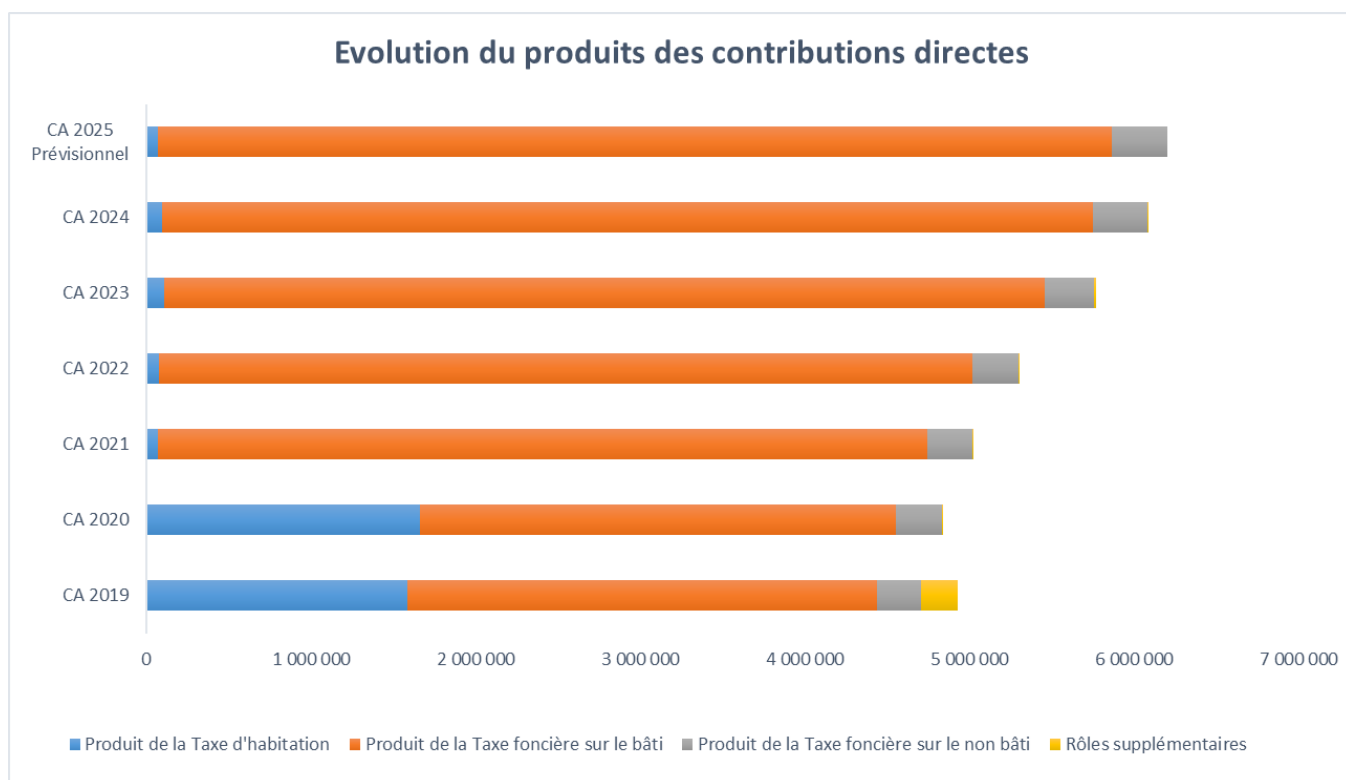


LES CONTRIBUTIONS DIRECTES

Les contributions directes se composent des taxes foncières bâties et non bâties et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et représenteraient, en 2025, 49,69 % des recettes réelles de fonctionnement contre 49,46 % en 2024, en progression de + 1,90 % par rapport à 2024.

L'évolution des recettes de la fiscalité locale est retracée dans le tableau et les graphiques ci-dessous, on constate une évolution régulière de ces recettes sur la période :

| Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prévisionnel | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025 / 2019 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------------|----------------------------|----------------------------|
| Produit de la Taxe d'habitation | 1 585 139 | 1 662 299 | 72 005 | 73 546 | 108 730 | 94 948 | 71 557 | -12,68% | -95,49% |
| Produit de la Taxe foncière sur le bâti | 2 851 220 | 2 890 408 | 4 669 856 | 4 941 041 | 5 344 613 | 5 651 298 | 5 791 531 | 5,74% | 103,12% |
| Produit de la Taxe foncière sur le non bâti | 266 282 | 280 926 | 277 393 | 281 965 | 303 355 | 337 152 | 340 831 | 11,14% | 28,00% |
| Produit fiscal strict | 4 702 641 | 4 833 633 | 5 019 254 | 5 296 552 | 5 756 698 | 6 083 398 | 6 203 919 | 5,68% | 31,92% |
| Rôles supplémentaires | 227 784 | 5 540 | 3 105 | 3 105 | 11 263 | 4 980 | 0 | -55,78% | -100,00% |
| Produit Contributions Directe | 4 930 425 | 5 057 683 | 5 024 794 | 5 299 657 | 5 767 961 | 6 088 378 | 6 203 919 | 5,56% | 25,83% |



Suite à la suppression de la taxe d'habitation et à la réforme de la fiscalité directe locale, la commune ne perçoit plus, depuis 2021, le produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Elle continue toutefois de percevoir le produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) se traduit pour les communes par une perte de ressources.

Cette perte est compensée depuis 2021 par le transfert aux communes de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

Le montant de TFPB départementale transféré n'est pas automatiquement égal au montant de la ressource de THRP perdue par la commune. Il peut être :

- supérieur, on parlera alors de « commune surcompensée ».
- inférieur, on parlera alors de « commune sous-compensée ».

Un coefficient correcteur calculé par la Direction générale des Finances publiques permet de neutraliser ces écarts et d'équilibrer les compensations.

Son application a pour conséquence :

- soit une retenue de fiscalité (contribution) sur les produits de TFPB revenant aux communes surcompensées (coefficient correcteur minorant, inférieur à 1).

NB : Les communes pour lesquelles la surcompensation est inférieure ou égale à 10 000 euros ne sont pas concernées par le dispositif : leur coefficient correcteur est ramené à 1 ;

- soit un complément de fiscalité (versement) pour les communes sous-compensées (coefficient correcteur majorant, supérieur à 1).

Le coefficient correcteur est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2021. Une fois calculé, il ne varie plus et s'applique chaque année au produit de la TFPB perçue par la commune (sous réserve d'éventuelles modifications après l'évaluation en 2024). Dans tous les cas, l'application du coefficient correcteur tient compte de l'évolution des bases et des taux de TFPB de la commune. Par contre, les communes perdent leur pouvoir de taux sur cette compensation.

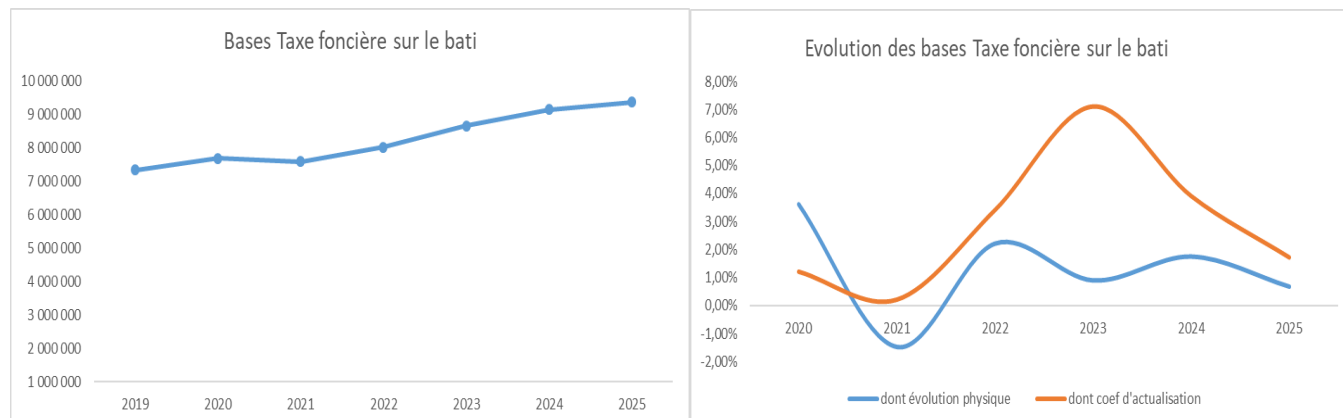
Avec un coefficient de 0,851180, la commune de L'Isle Jourdain est « surcompensée », c'est-à-dire que le produit transféré du département est supérieur au produit de taxe d'habitation supprimé. Cette surcompensation est prélevée par l'Etat pour assurer une neutralité de la réforme au niveau national. En 2025, cela représente un volume de recettes prélevées de 1.066.214,00 €.

Le produit des contributions directes évolue en fonction des deux facteurs ci-après :

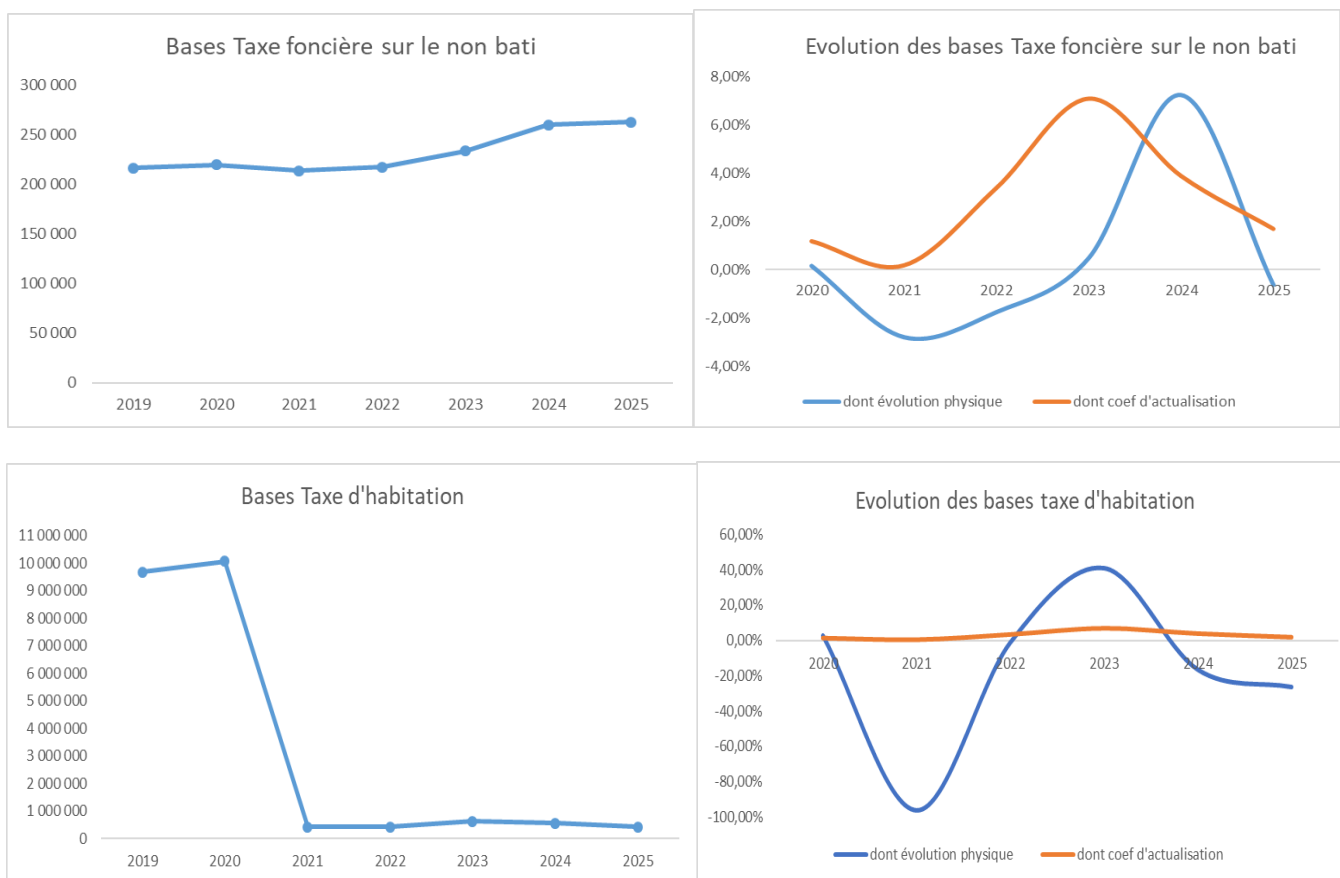
1 - Evolution des bases d'imposition : les bases de calcul des taxes locales connaissent une double évolution :

- La première est une variation physique des bases servant au calcul, c'est-à-dire un accroissement lié à une évolution démographique favorable (nouveaux logements).
- La seconde est due à la revalorisation annuelle, opérée par les lois de finances, du montant nominal des valeurs locatives. Cette revalorisation est indexée sur l'IPCH de novembre, publiée par l'INSEE.

La commune de L'Isle Jourdain, par son attractivité, a bénéficié d'une dynamique régulière sur ses bases TH et TFB, du fait notamment du développement démographique de la commune.

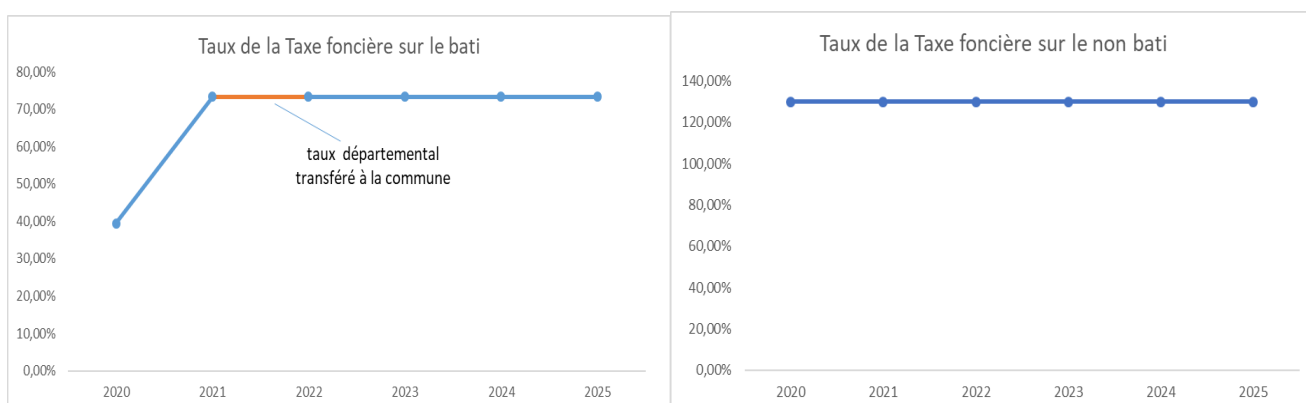


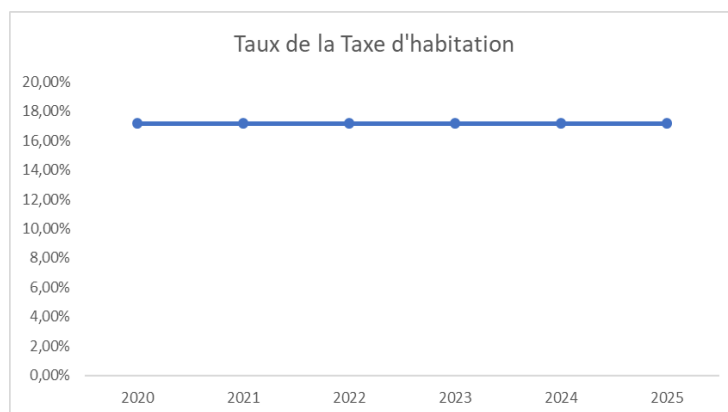
RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026



Le graphique ci-dessous démontre les effets liés à la réforme de la suppression progressive de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Principales (THRP). En effet, seules les bases de taxes d'habitation sur les résidences secondaires sont conservées dans l'assiette TH de la commune.

2 - Evolution des taux votés par le conseil municipal sur la période 2019-2025, retracée dans les graphiques ci-dessous :





Concernant l'année 2021, il ne s'agit bien sûr pas d'une hausse du taux, mais de l'agrégation du taux départemental au taux communal suite à la refonte de la fiscalité locale dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation :

| | |
|---------------------------|---------|
| Taux communal 2020 | 39,44 % |
| + taux départemental 2020 | 33,85 % |
| = taux communal 2021 | 73,29 % |

Il est important de noter la stabilité des taux pour le second mandat consécutif.

Pour compenser la faiblesse de ses bases, historiquement la commune a dû fixer des taux d'imposition supérieurs à la moyenne nationale et départementale notamment pour les taxes foncières. En dépit d'une dynamique des bases, celles-ci sont faibles et demeurent pour la taxe d'habitation et la taxe sur le foncier bâti, inférieures à la moyenne nationale. En effet, les bases par habitants sont inférieures aux bases moyennes nationales de la strate d'environ 30 % pour la TH et de 55 % pour la TF. Ces bases ont été fixées en 1971 et calées sur les loyers relevés dans la région, inférieurs à ceux du reste de la France.

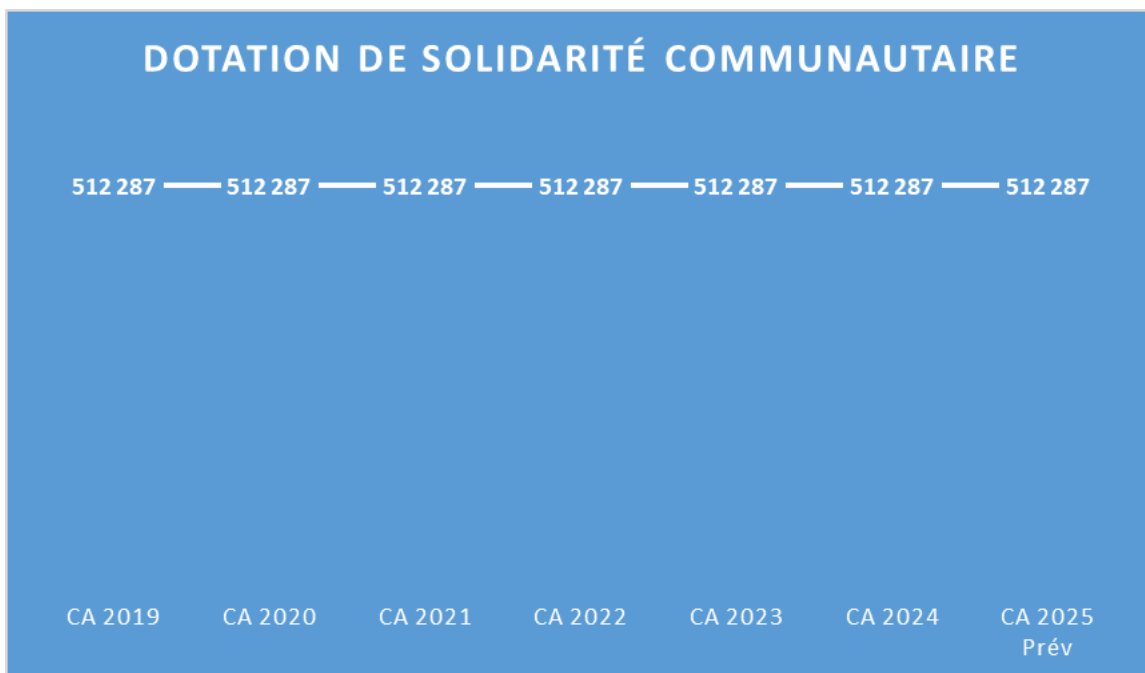
LA DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE

L'entrée de la commune dans une intercommunalité s'est traduite par le transfert de recettes de l'ancienne « Taxe Professionnelle ».

Le CCGT a instauré la Fiscalité Professionnelle Unique, c'est-à-dire un même taux sur l'ensemble de son territoire.

Elle reverse une partie de ce produit à la ville au travers de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC), qui est une dotation obligatoire pour les communautés urbaines à TPU au bénéfice des communes membres. Le montant et les critères de la DSC sont librement fixés par le conseil communautaire. Elle permet de redistribuer une partie des recettes nouvelles de la TPU après déduction des Attributions de Compensation et des besoins propres de l'EPCI. Sa répartition intègre plusieurs critères et permet ainsi d'assurer une solidarité financière entre les communes en fonction de leurs recettes. La DSC constitue une ressource supplémentaire.

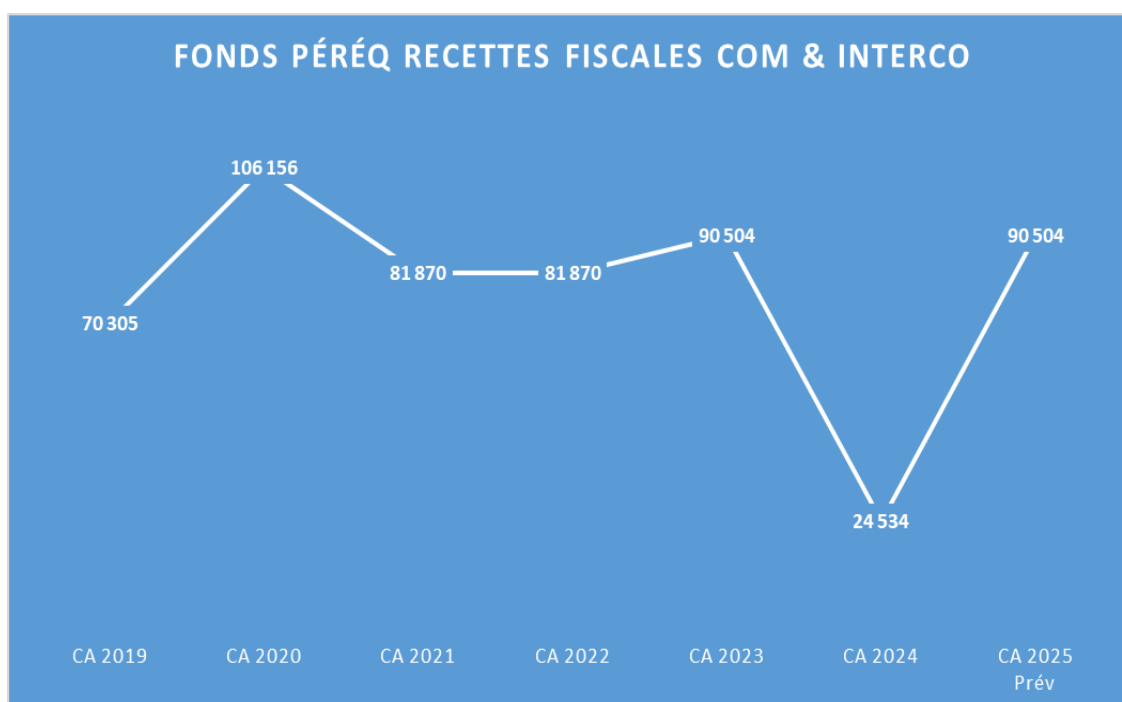
La recette issue de la DSC est constante (hors inflation). Toutefois, il s'agira dans l'avenir de sécuriser cette recette au travers de la conclusion avec la CCGT d'un pacte fiscal sur la base de critères de richesse tels que : l'importance de la population, le potentiel fiscal ou le financier par habitant, les charges de centralité... Ces critères pris ensemble permettent de caractériser une situation désavantageuse et, par conséquent, l'éligibilité au versement d'une DSC.



LE FONDS DE PEREQUATION DES RECETTES FISCALES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES

Le FPIC a été mis en place en 2012 afin d'accompagner la réforme de la fiscalité locale en prélevant une part des recettes fiscales des collectivités disposant des ressources les plus importantes à la suite de la suppression de la taxe professionnelle pour les reverser aux collectivités moins favorisées.

Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

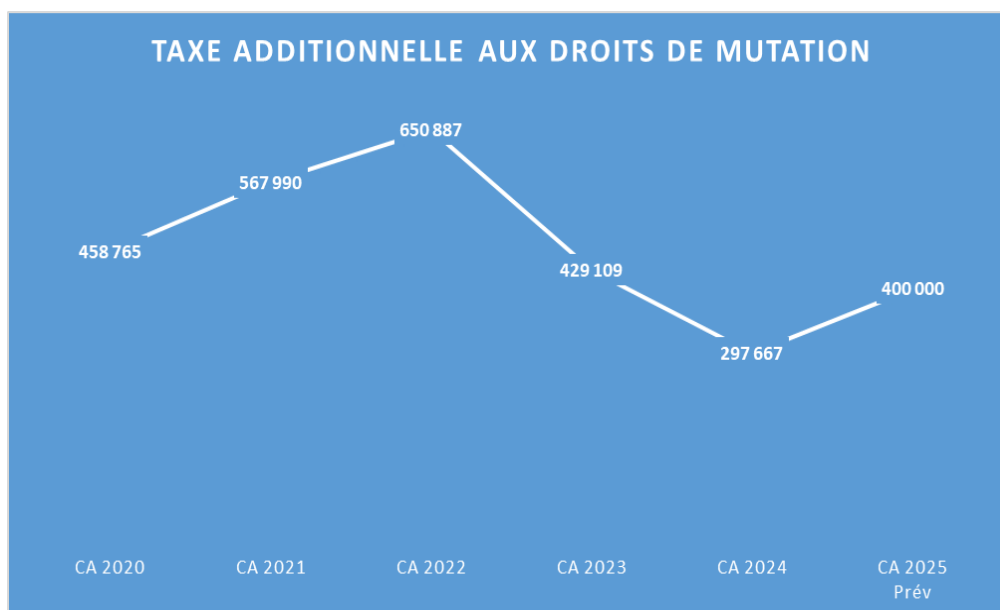


Pour rappel, l'attribution du FPIC résulte du choix d'une répartition adopter par le conseil communautaire.

LA TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION

La cession des principaux biens meubles et immeubles composant les patrimoines est soumise à un droit de mutation au profit des départements, il s'y ajoute une taxe additionnelle au profit des communes. L'acquéreur est redevable de 3,60 % du montant de la vente auprès du Département et de 1,20 % auprès de la commune. Elle est calculée en fonction du prix du bien cédé et perçu au moment de la vente de celui-ci.

Le produit de cette taxe est soumis à la « santé » du marché de l'immobilier sur notre territoire. Redoutée depuis le début de la crise, la chute des DMTO se fait douloureusement sentir depuis 2023 avec une diminution prévisionnelle de plus de - 50 %. Toutefois, les communes sont moins sensibles que les départements à cette ressource, et nous devrions bénéficier en 2025 d'un rebond de cette recette.

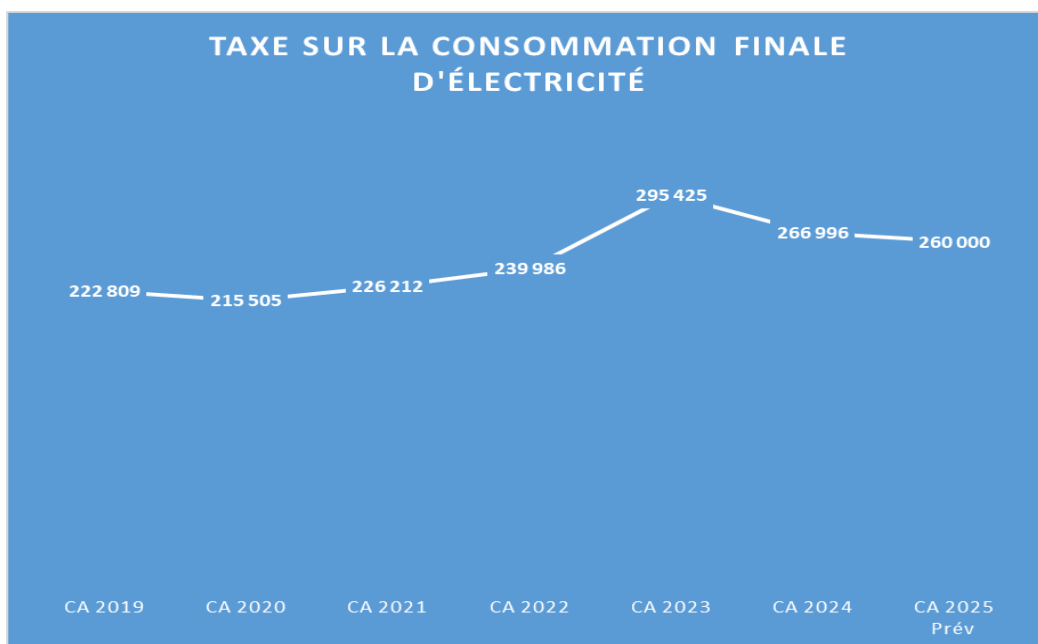


LES AUTRES TAXES PARAFISCALES

► La taxe sur la consommation finale d'électricité

La loi de finances pour 2021 réforme la taxation de la consommation d'électricité. Elle supprime progressivement les taxes locales sur la consommation finale d'électricité en les intégrant progressivement à la taxe intérieure sur les consommations finales d'électricité (TICFE).

Le montant perçu, est calculé par la DGFIP, et il correspond au produit perçu en N-1 multiplié par le rapport entre les quantités d'électricités consommées en N-2 et en N-3 et l'évolution de l'IPC hors tabac entre N-1 et N-2.

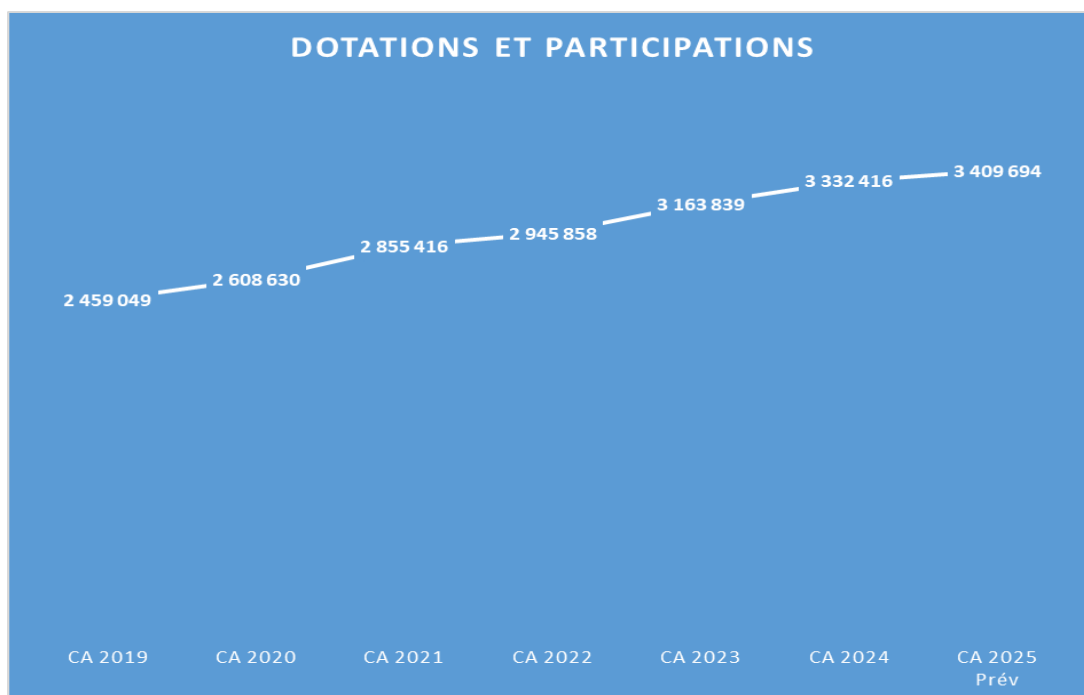


2.2 - LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Cette rubrique regroupe les recettes issues de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), la Dotation Nationale de Péréquation, la Dotation de Solidarité Rurale, les subventions de fonctionnement des partenaires, les aides de la région et du département, et les dotations de compensation fiscale. Le tableau et le graphique ci-dessous retracent leurs évolutions :

En 2025, ces recettes représenteraient 27,59 % des recettes réelles de fonctionnement contre 26,89 % en 2024. L'évolution de ces recettes reste dépendante des décisions prises par l'Etat en matière de dotation, de péréquation, d'allègements de la fiscalité locale, mais également des orientations de nos partenaires locaux.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | EVOLUTION 2025 / 2024 | EVOLUTION 2025 / 2019 |
|-----------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|
| 7411 | Dotation forfaitaire | 637 328 | 646 524 | 662 073 | 673 703 | 689 786 | 699 717 | 717 205 | 2,50% | 12,53% |
| 74121 | Dotation de solidarité rurale | 952 819 | 1 033 004 | 1 115 371 | 1 200 173 | 1 316 884 | 1 441 175 | 1 666 282 | 15,62% | 74,88% |
| 74127 | Dotation nationale de péréquation | 394 111 | 409 656 | 390 977 | 394 055 | 417 238 | 430 614 | 413 556 | -3,96% | 4,93% |
| 742 | Dotations aux élus locaux | | | | | | | 326 | | |
| 744 | FCTVA | 15 221 | 12 085 | 13 252 | 15 712 | 14 876 | 10 656 | 8 568 | -19,60% | -43,71% |
| 74718 | autres | 9 930 | 54 193 | 95 613 | 95 605 | 100 400 | 132 244 | 10 000 | -92,44% | 0,70% |
| 7472 | Régions | 20 784 | 28 533 | 750 | 0 | 0 | 0 | | | -100,00% |
| 7473 | Départements | 0 | 3 000 | 0 | 5 467 | 0 | 0 | | | |
| 74741 | Communes membres du GFP | 18 464 | 40 440 | 38 103 | 22 152 | 30 245 | 25 923 | 20 000 | -22,85% | 8,32% |
| 74748 | Autres communes | 75 266 | 40 964 | 52 797 | 52 052 | 48 363 | 50 219 | 50 000 | -0,44% | -33,57% |
| 74751 | GFP de rattachement | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 0 | 0 | | | |
| 74758 | Autres groupements | 15 148 | 18 258 | 14 918 | 6 119 | 6 017 | 8 450 | 5 000 | -40,83% | -66,99% |
| 74788 | Autres organismes | 11 425 | 18 695 | 27 575 | 0 | 41 762 | 27 531 | 25 000 | -9,19% | 118,83% |
| 7482 | Compensation pour perte de taxe additionn. aux droits de mutation ou à la ta> | 1 557 | 1 928 | 323 | 842 | 1 147 | 0 | | | -100,00% |
| 748314 | Dotation unique des compensations spécifiques à la TP | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| 74832 | Attribution du fonds départemental de la taxe professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| 74832 | Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle | 123 217 | 121 195 | 124 011 | 124 983 | 125 180 | 121 522 | 120 000 | -1,25% | -2,61% |
| 74834 | Etat - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières | 40 741 | 41 968 | 301 745 | 50 232 | 52 345 | 349 431 | | | -100,00% |
| 748371 | Dotations d'équipement des territoires ruraux | 0 | 0 | 747 | 0 | 0 | 0 | | | |
| 748388 | Autres | 0 | 0 | 0 | 267 602 | 285 097 | 328 | 356 000 | 108436,59% | |
| 7484 | Dotation de recensement | 16 286 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 17 757 | | 9,03% |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 20 710 | 24 260 | 17 160 | 22 160 | 34 500 | 34 606 | | | -100,00% |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 2 459 049 | 2 608 630 | 2 855 416 | 2 945 858 | 3 163 839 | 3 332 416 | 3 409 694 | 2,32% | 38,66% |
| | évolution | | 6,08% | 9,46% | 3,17% | 7,40% | 5,33% | 2,32% | | |
| | évolution moyenne | | | | | 5,60% | | | | |



LES DOTATIONS DE L'ÉTAT

LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) constitue de loin la principale dotation de fonctionnement de l'État aux collectivités territoriales. La réforme d'architecture menée en loi de finances pour 2004 a conduit à doubler son volume. Elle constitue le pivot des relations financières entre l'État et les collectivités locales.

Il conviendrait toutefois de parler « des DGF » plutôt que de « la DGF ». Au total, elle comporte en effet 12 dotations (4 pour les communes, 2 pour les EPCI, 4 pour les départements et 2 pour les régions) qui se déclinent elles-mêmes en plusieurs parts ou fractions.

Pour chaque catégorie de collectivité, on peut la diviser en deux parts :

- la part forfaitaire qui correspond à un tronc commun perçu par toutes les collectivités bénéficiaires
- et la part péréquation dont les composantes sont reversées aux collectivités les plus défavorisées.

Dans le cadre de la DGF des communes et des EPCI, cette deuxième composante correspond à la dotation d'aménagement composée elle-même de quatre fractions :

- la dotation d'intercommunalité,
- la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU),
- la dotation de solidarité rurale (DSR),
- la dotation nationale de péréquation (DNP).

Les départements reçoivent en plus de la dotation forfaitaire, la dotation de compensation, la dotation de péréquation urbaine (DPU), et la dotation de fonctionnement minimale (DFM). Enfin la DGF des régions se compose plus simplement d'une dotation forfaitaire et d'une dotation de péréquation.

La structuration actuelle de la DGF est issue de la démarche de simplification de l'architecture des dotations aux collectivités, engagée dès 2004. En 2005, il a été créé au sein de la dotation forfaitaire des communes une dotation de base en euros par habitant, une dotation de superficie et un complément de garantie permettant à toutes les

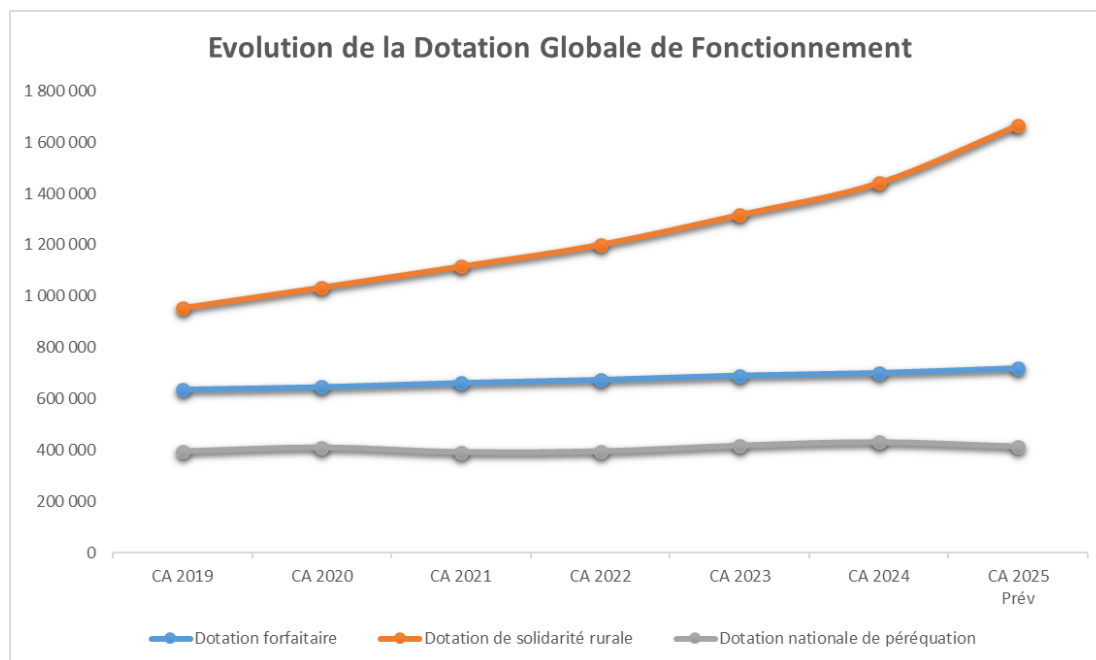
RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

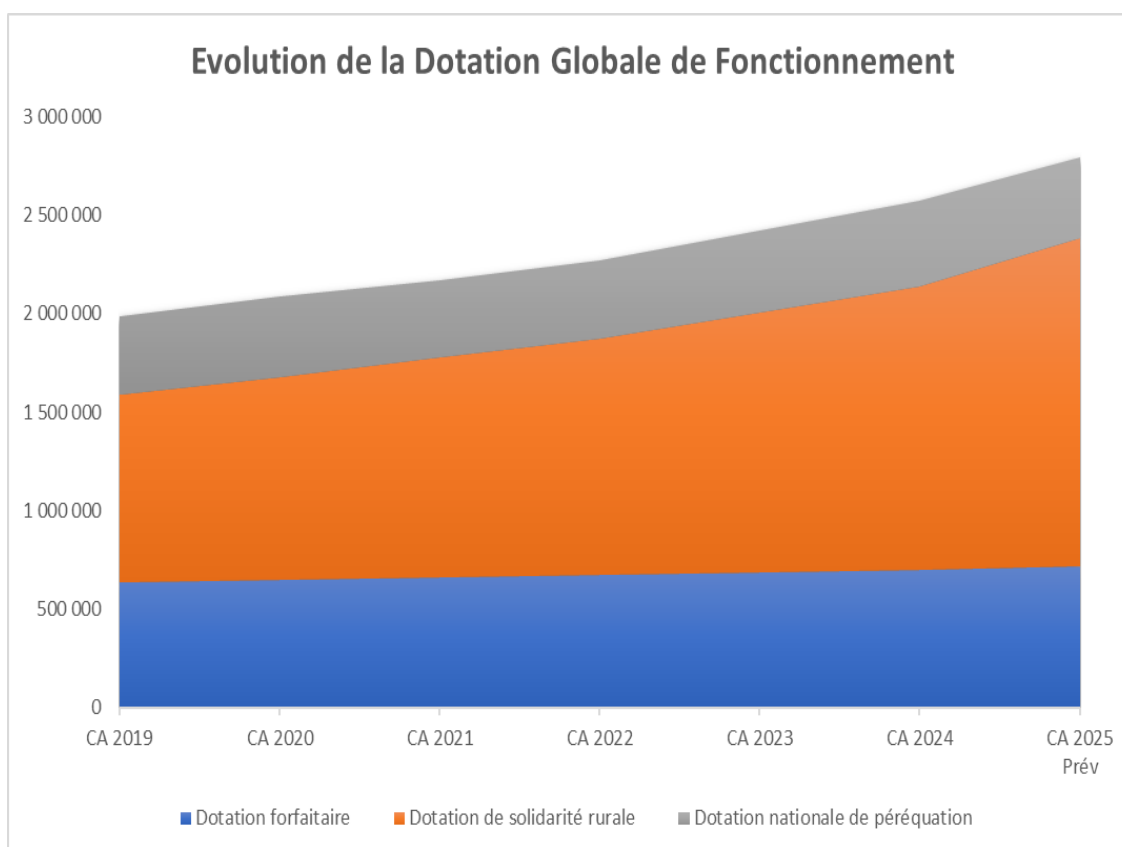
communes de conserver, au minimum, le montant de dotation qu'elles percevaient avant la réforme de la DGF de 2004.

Les critères d'éligibilité et de répartition des dotations de péréquation ont également été revus pour les communes et les départements. La substitution du critère de potentiel financier à celui de potentiel fiscal vise à mieux évaluer la capacité qu'a une collectivité à mobiliser ses ressources.



Les graphiques ci-dessous retracent l'évolution de la DGF de la commune :



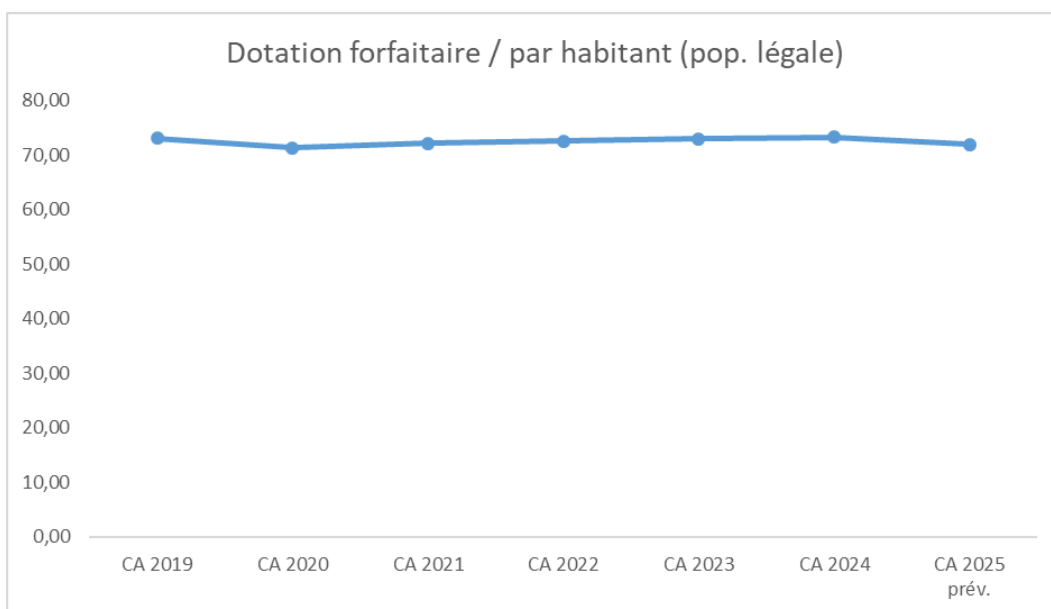
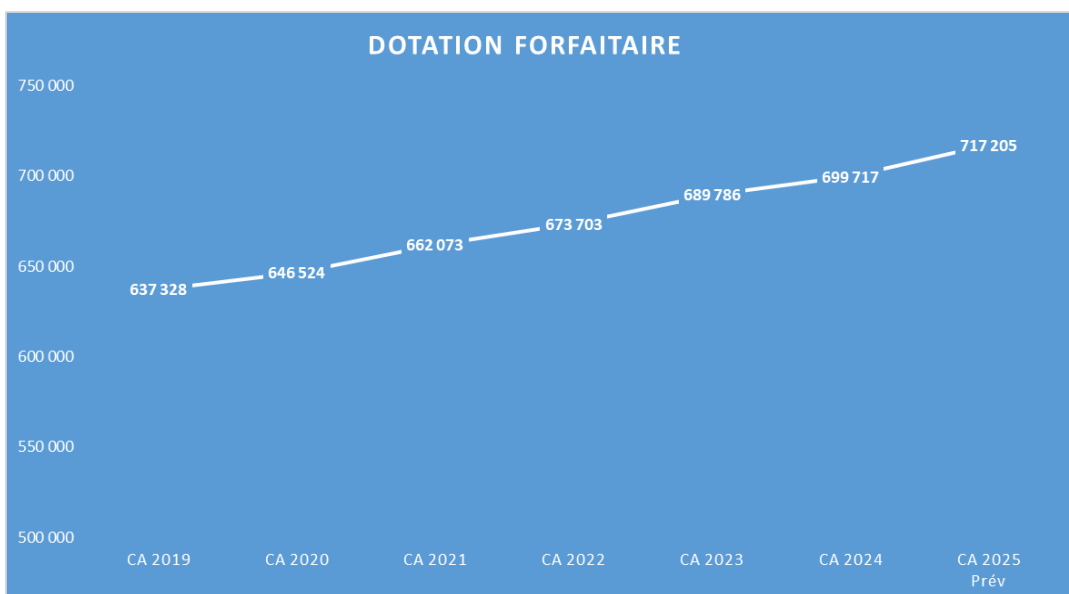


LA DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES

La dotation forfaitaire des communes, composante de la dotation globale de fonctionnement (DGF), est la principale dotation de l'Etat aux collectivités locales. Elle est essentiellement basée sur les critères de la population et de la superficie. Cette dotation se décompose en cinq parts :

- une dotation de base dont le montant est fonction du nombre d'habitants de la commune ;
- une part proportionnelle à la superficie dont le montant est fonction de la superficie exprimée en hectare de la commune ;
- une part « compensations » correspondant à l'ancienne compensation « part salaires » (CPS) de la taxe professionnelle ainsi qu'à la compensation des baisses de DCTP supportées par certaines communes entre 1998 et 2001, incluses depuis 2004 dans la dotation forfaitaire ;
- un complément de garantie qui visait à compenser les effets de la réforme de la DGF de 2004/2005. Dans un contexte de stabilisation en valeur des concours financiers de l'Etat aux collectivités, ce complément est minoré depuis 2009 ;
- une dotation « parcs nationaux et parcs naturels marins ».

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026



LES DOTATIONS DE PEREQUATION COMMUNALE

La péréquation est un mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de richesse, et donc les inégalités, entre les différentes collectivités territoriales. La révision constitutionnelle du 28 mars 2003 a érigé la péréquation en objectif de valeur constitutionnelle : "La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales" (article 72-2).

Deux mécanismes de péréquation peuvent être distingués :

- la péréquation horizontale s'effectue entre les collectivités territoriales et consiste à attribuer aux collectivités défavorisées une partie des ressources des collectivités les plus "riches" ;
- la péréquation verticale est principalement assurée par l'État. Elle consiste pour l'Etat à moduler ses dotations aux collectivités territoriales pour avantager celles qui ont de faibles ressources propres et/ou de fortes charges.

Trois dotations de péréquation sont réparties entre les communes :

► **La dotation de solidarité urbaine (DSU)** : L'Isle Jourdain n'est pas éligible à cette dotation.

► **La dotation de solidarité rurale (DSR)**

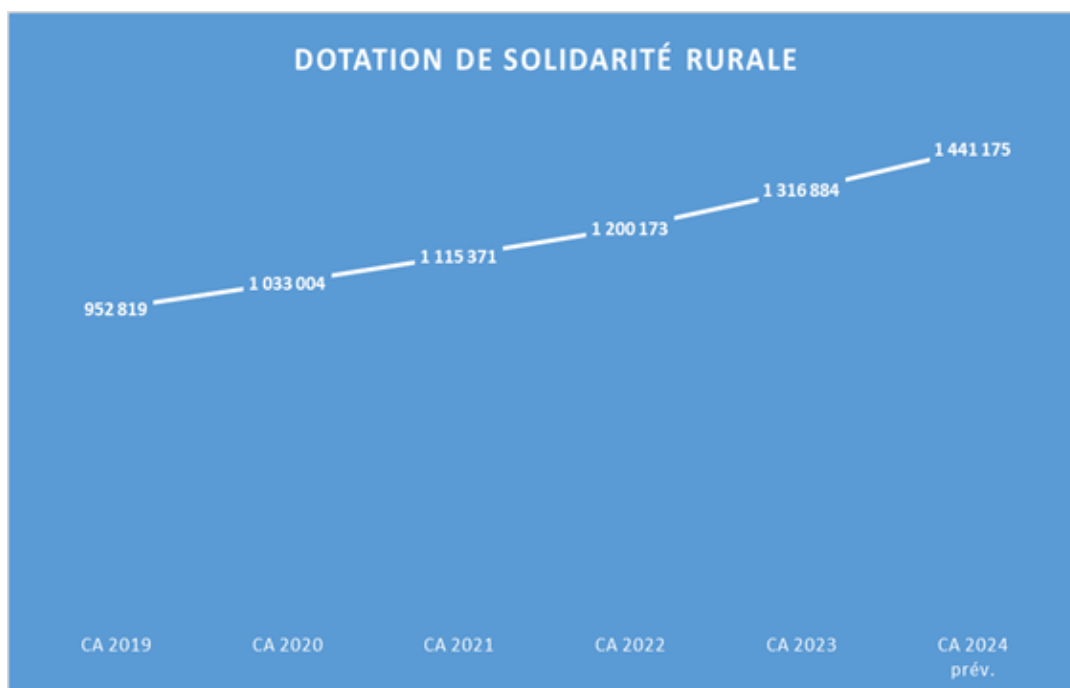
Deuxième volet de la réforme de la DGF du 31 décembre 1993, la dotation de solidarité rurale procède d'une extension de la dotation de développement rural, créée en 1992, à l'ensemble des communes rurales, sous des conditions d'éligibilité assez souples. La loi de finances pour 2011 a modifié l'article L.2334 -20 du code général des collectivités territoriales et a créé une troisième fraction dite « cible » de la dotation de solidarité rurale, destinée aux 10 000 communes les plus défavorisées parmi celles éligibles à au moins l'une des deux premières fractions de la DSR.

Cette dotation comporte donc une fraction dite « bourgs-centres », une fraction « péréquation » et, depuis 2011, une fraction « cible » :

- la première fraction est destinée aux communes de moins de 10 000 habitants, chefs-lieux de canton ou regroupant au moins 15% de la population du canton, ainsi qu'à certains chefs-lieux d'arrondissements de 10 000 à 20 000 habitants ;
- la deuxième fraction est destinée aux communes de moins de 10 000 habitants disposant d'un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de leur strate démographique ;
- la troisième fraction est destinée aux 10 000 premières communes de moins de 10 000 habitants les plus défavorisées parmi celles éligibles à l'une des deux premières fractions. Elle est destinée à concentrer l'accroissement de la dotation sur les 10 000 communes rurales les plus fragiles.

L'Isle Jourdain est éligible au 3 fractions de la DSR, et elle est en croissance constante.

Concernant la Dotation de Solidarité Rurale, il est à noter une augmentation de la DSR ces dernières années, mais, il convient d'être prudent sur son évolution car comme indiqué ci-dessus, cette dotation est réservée aux communes de moins de 10 000 habitants et la commune ne la toucherait plus si elle passait ce seuil.



Point de vigilance en cas de franchissement du seuil des 10 000 habitants :

Le franchissement du seuil de 10 000 habitants a des impacts importants en termes de Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et de Dotation de Solidarité Urbaine (DSU). La DSR, qui se compose de trois fractions distinctes, est réservée, sauf exception, aux communes de moins de 10 000 habitants ; le passage au-dessus du seuil entraîne donc, dans la très grande majorité des cas, la perte de la totalité de la DSR. La DSU est quant à elle répartie en deux enveloppes distinctes, l'une ciblée sur les communes de 5 000 à 9 999 habitants, et l'autre sur les communes de 10 000 habitants et plus. Or, les régimes de répartition de la DSR et de la DSU sont très différents : la DSR repose en grande partie sur le critère mesurant le niveau de ressources des communes (potentiel financier), tandis que pour la DSU, les critères de charges (proportion de logements sociaux, proportion de bénéficiaires des aides au logement, niveau de revenus des habitants) jouent un rôle plus important.

Par conséquent, le franchissement du seuil de 10 000 habitants a des impacts très différents selon les communes et leur situation au regard de ces critères. Certaines communes perdent la DSR sans pour autant entrer dans la DSU. Pour celles qui deviennent éligibles à la DSU, le montant de DSU qui leur est attribué peut s'avérer inférieur au montant de DSR qu'elles percevaient antérieurement.

Les pertes peuvent être particulièrement fortes pour les communes qui percevaient plusieurs fractions de DSR, au titre notamment de la faiblesse de leur potentiel financier.

En l'état actuel des textes, la perte de DSR liée au dépassement des 10 000 habitants s'accompagne de garanties de sortie de droit commun ; ces garanties sont versées uniquement l'année du passage du seuil, à hauteur de 50 % d'une partie seulement du montant de DSR perçu l'année précédente.

► La dotation nationale de péréquation (DNP)

La DNP constitue l'une des trois dotations de péréquation communale. Elle a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes. Elle résulte de l'intégration du Fonds national de péréquation dans la DGF en 2004. La DNP comprend deux parts : une part dite « principale », qui vise à corriger les insuffisances de potentiel financier, et une part dite « majoration », plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal calculé par seule référence au panier de ressources s'étant substitué à l'ancienne taxe professionnelle, celle-ci ayant été supprimée par la loi de finances pour 2010.

Sont éligibles :

Les communes qui satisfont cumulativement aux deux conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant ;
- avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant.

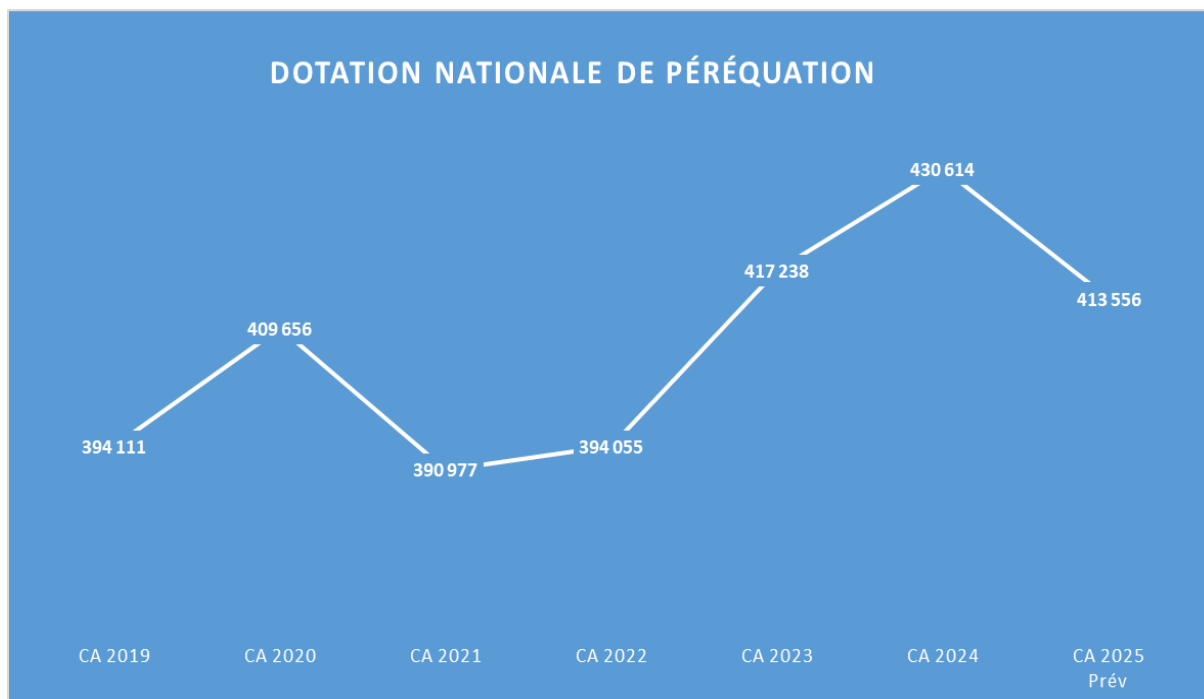
Les communes de plus de 10 000 habitants qui répondent également aux deux conditions suivantes :

- avoir un potentiel financier par habitant inférieur ou égal à 85% du potentiel financier du groupe démographique correspondant ;
- avoir un effort fiscal supérieur à 85 % de la moyenne du groupe démographique correspondant.

Sont également éligibles les communes répondant à l'une des conditions suivantes :

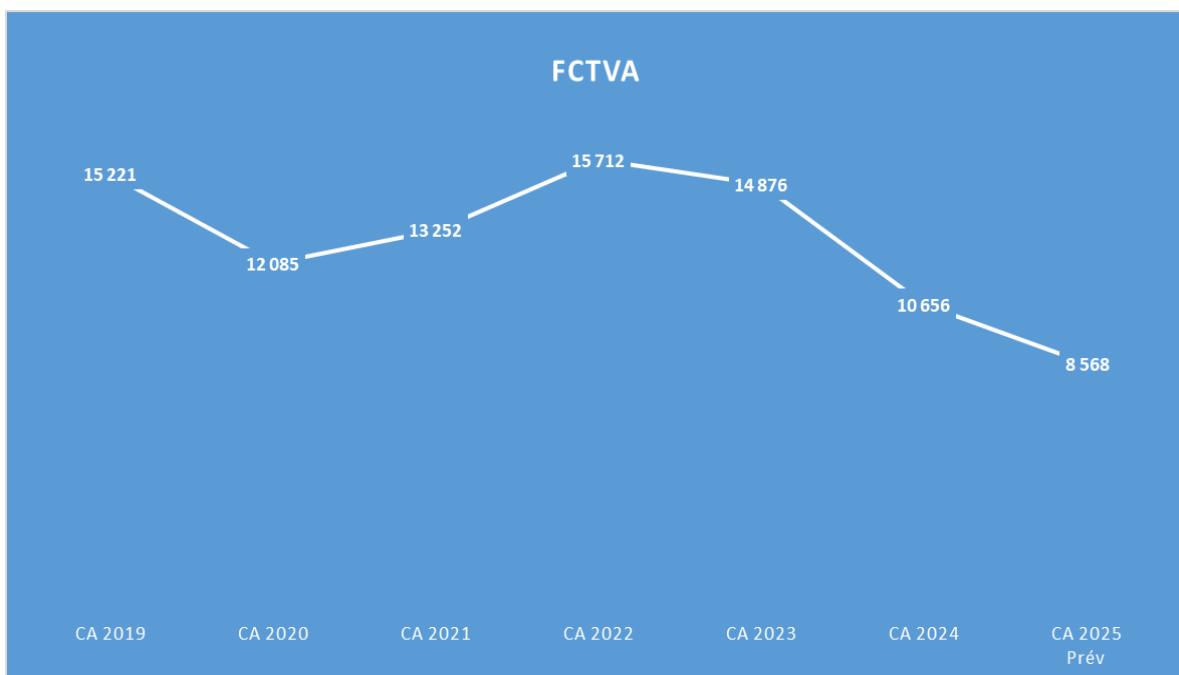
- avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5 % au plus à la moyenne du groupe démographique correspondant et un taux de cotisation foncière des entreprises égal au taux plafond à savoir 50,84%. Ces communes bénéficient d'une attribution à taux plein ;
- avoir un potentiel financier par habitant supérieur au plus de 5 % à la moyenne du groupe démographique correspondant et un effort fiscal compris entre l'effort fiscal moyen des communes du même groupe démographique et 85 % de cet effort fiscal moyen. Ainsi, l'assouplissement des conditions de droit commun ne concerne que la condition liée à l'effort fiscal. La condition relative au potentiel financier reste impérative.

Dans cette seconde hypothèse dérogatoire, les communes éligibles à titre dérogatoire perçoivent une attribution réduite de moitié.



Le FCTVA de fonctionnement

Les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie sont éligibles au bénéfice du remboursement du FCTVA, son montant varie en fonction des dépenses réalisées en n-2.



Les dotations de compensation fiscales.

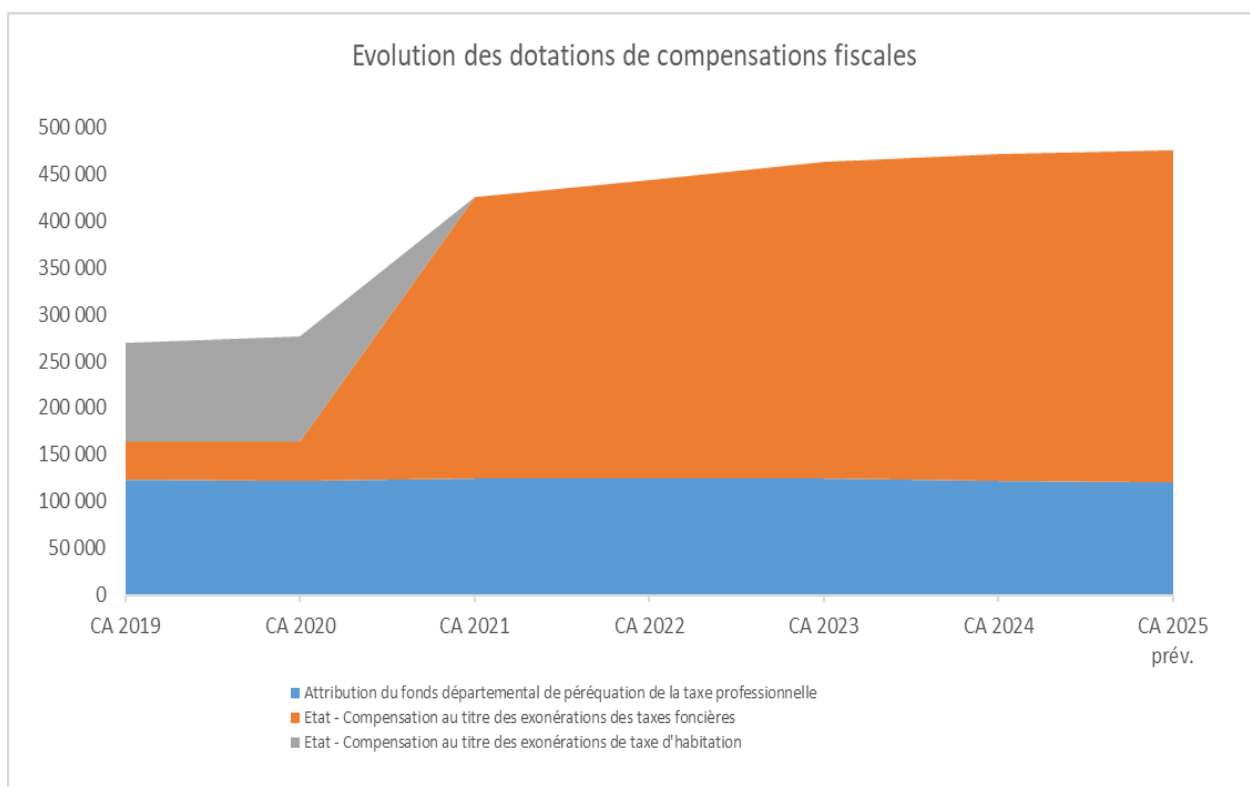
Elles permettent de compenser les collectivités des exonérations décidées par l'État dans le domaine de la fiscalité locale. En effet, certains biens ou certaines personnes sont exonérés des impôts directs locaux. On distingue trois types d'exonérations :

- Les exonérations dites permanentes concernent les biens ou les personnes situés hors du champ d'application de l'impôt.
- Les exonérations temporaires sur décision des collectivités locales sont décidées par les organes délibérants des communes, départements, régions et EPCI à fiscalité propre.
- Les exonérations temporaires sauf décision contraire des collectivités sont le résultat de décisions du législateur. Seules ces dernières peuvent faire l'objet de compensations généralement versées par l'État.

Ce mécanisme doit être distingué des dégrèvements accordés en aval de la liquidation de l'impôt aux redevables en raison soit de décisions du législateur, soit d'erreurs commises par l'administration. Dans ce cas les collectivités perçoivent le montant correspondant au dégrèvement qui est pris en charge par l'État. Les dotations de compensation d'exonérations fiscales servent de variable d'ajustement de l'enveloppe normée aux collectivités locales.

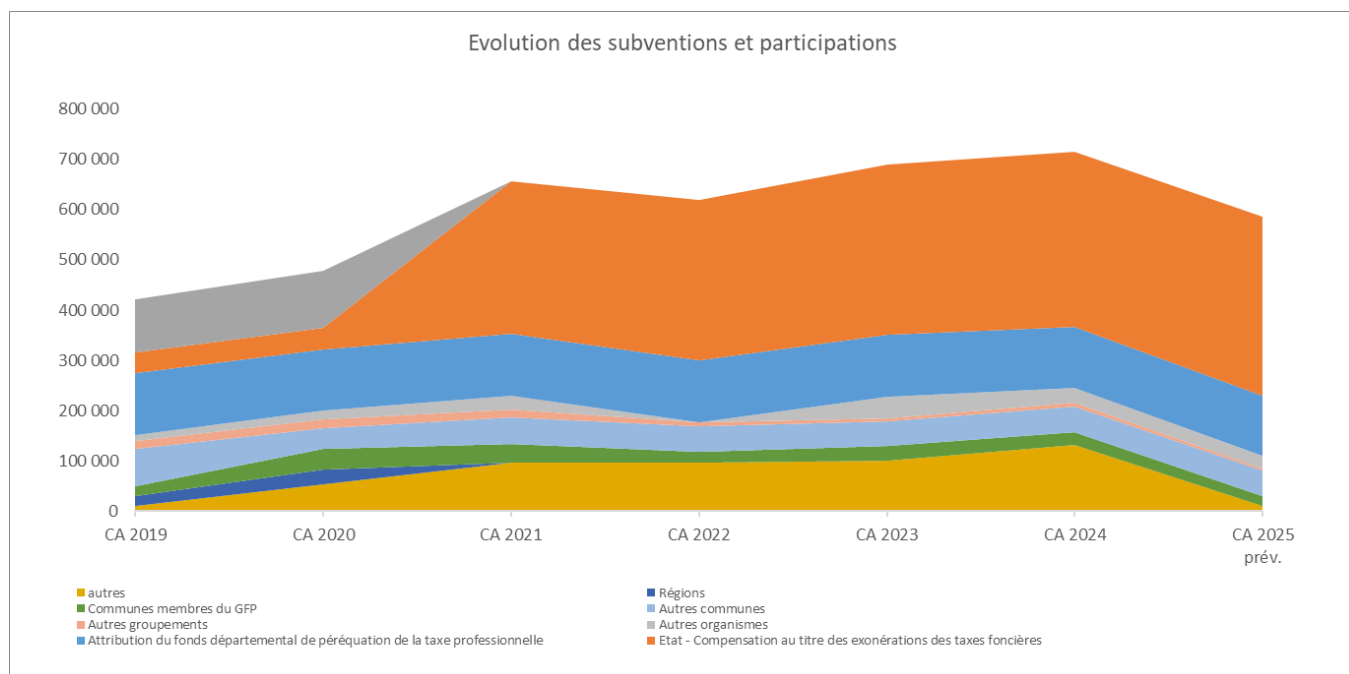
Dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale, les communes bénéficient à compter de 2021 des allocations compensatrices de TFPB antérieurement versées au département.

La Loi de finances pour 2021 prévoyait qu'à compter de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la TFPB établies au titre de 2021, un abattement de 50% serait appliqué sur la base imposable des établissements industriels dont la valeur locative est calculée selon la méthode comptable (c'est-à-dire sur la valeur des immeubles inscrite au bilan). L'article 29 de la loi de finances pour 2021 a institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux communes les pertes de recettes résultant de cette disposition. En TFPB, cette compensation est égale, chaque année et pour chaque collectivité territoriale, au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant de cette nouvelle mesure par le taux de TFPB appliqué en 2020 dans la commune.



Les subventions et participations

Les subventions et participations de fonctionnement sont versées par nos partenaires tels l'Etat pour la participation aux dispositifs de recueils (passeport, carte identité) le Conseil Régional Occitanie et le Conseil Départemental du Gers pour les participations à l'occupation des infrastructures sportives par le lycée et le collège.



2.3 - LES PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE

Ce sont les recettes liées :

- aux flux financiers avec l'intercommunalité résultant des mises à disposition de personnel ;
- à la participation des usagers aux différentes activités et services qu'offre la commune, tels que : la restauration scolaire, la bibliothèque, le musée, le camping... ;
- à l'exploitation du patrimoine et du domaine public.

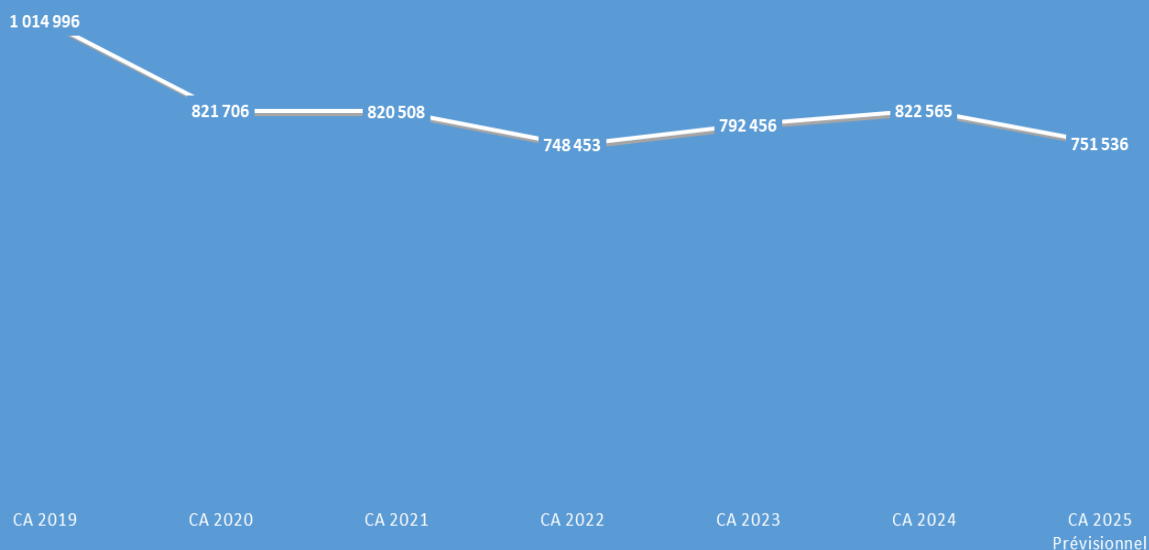
En 2025, ces recettes représenteraient 5,95 % des recettes de fonctionnement contre 6,64 % en 2024. Elles sont en baisse de - 8,63 %. Ces recettes sont sensibles à la fréquentation des services publics municipaux et à la politique tarifaire de la municipalité. La baisse 2025 est consécutive à l'absence de recettes issues de l'exploitation du bois de L'Isle dans la forêt de Bouconne suite à un décalage de la coupe 2025 sur 2026 et à nouvelle la tarification de la restauration scolaire.

La principale recette de ce chapitre correspond à la participation des parents à la restauration scolaire. Cette recette est dépendante des effectifs scolaires et de la fréquentation de la cantine. En 2025, le conseil municipal a adopté une nouvelle tarification. En effet, l'Etat soutient la mise en place de la tarification sociale dans les cantines scolaires des communes éligibles à la Dotation de Solidarité Rurale et qui ont conservé la compétence restauration scolaire. Ce dispositif permet aux collectivités de proposer aux familles aux plus bas quotients, une tarification du repas égal ou inférieur à 1€. En retour, l'Etat compense l'effort financier des collectivités en leur versant 3,00 € par repas tarifé 1,00 € ou moins aux familles. Sous condition de mettre en œuvre une politique restauration respectant et soutenant les prérogatives de la loi Egalim, ce qui est le cas à L'Isle Jourdain, le montant versé peut être bonifié de 1,00 € supplémentaire.

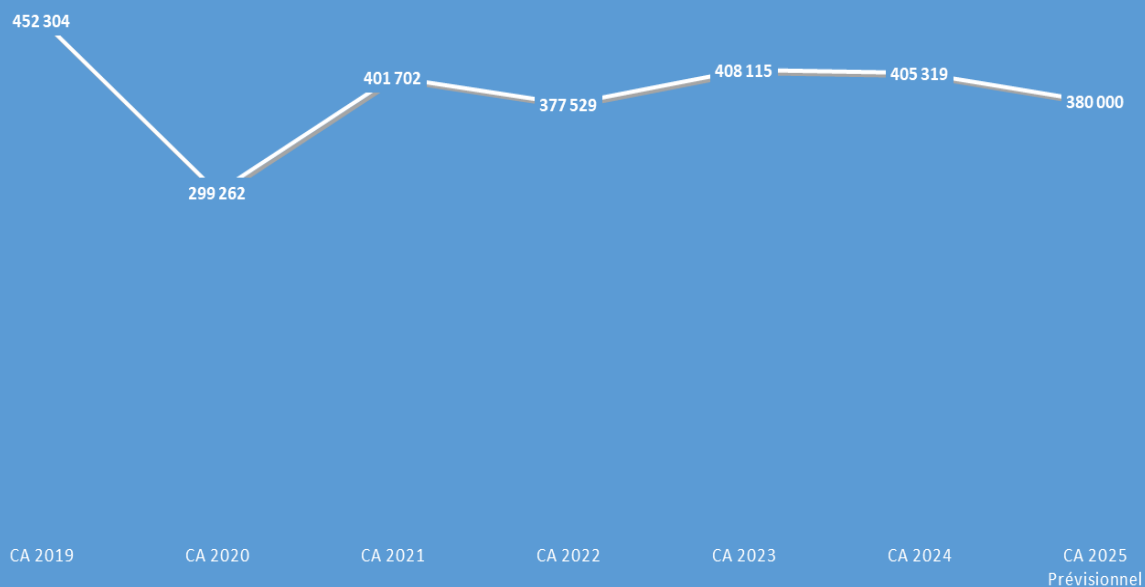
Pour rappel, depuis le 1^{er} septembre 2023, l'inscription à la médiathèque est entièrement gratuite pour tous les publics, y compris les adhérents extérieurs à la commune.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

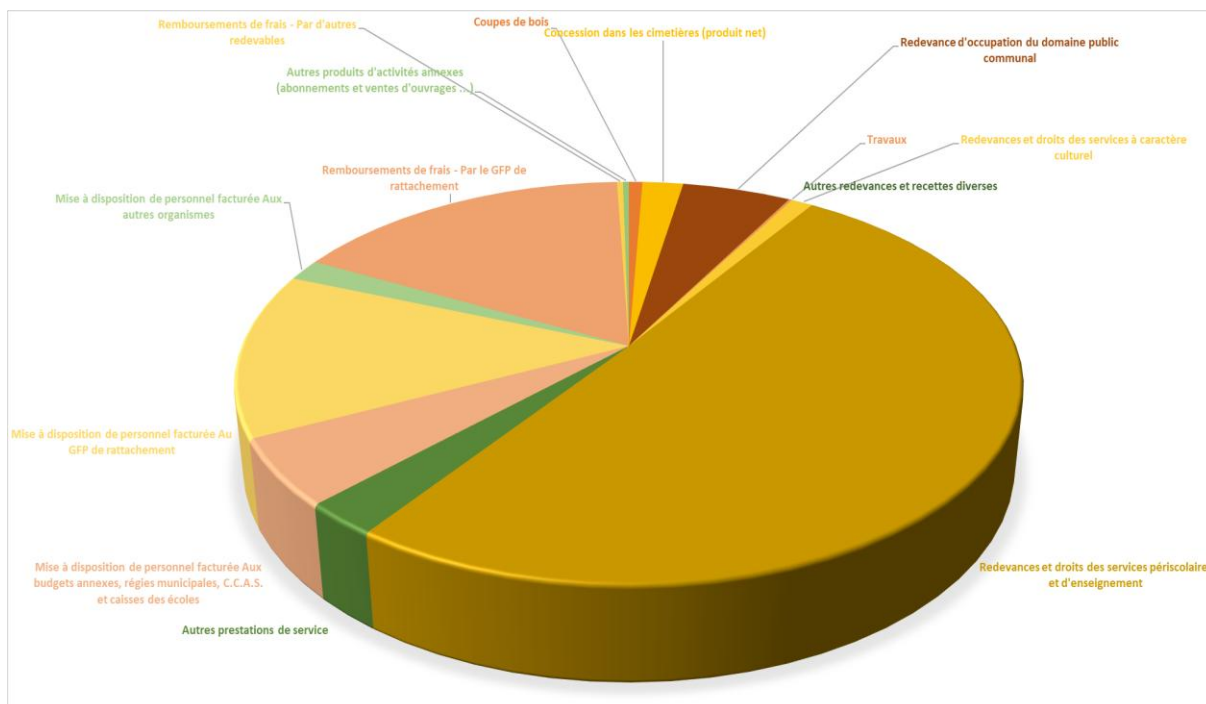
EVOLUTION DES RECETTES DES SERVICES ET DU DOMAINE



EVOLUTION DES RECETTES DE LA RESTAURATION SCOLAIRE



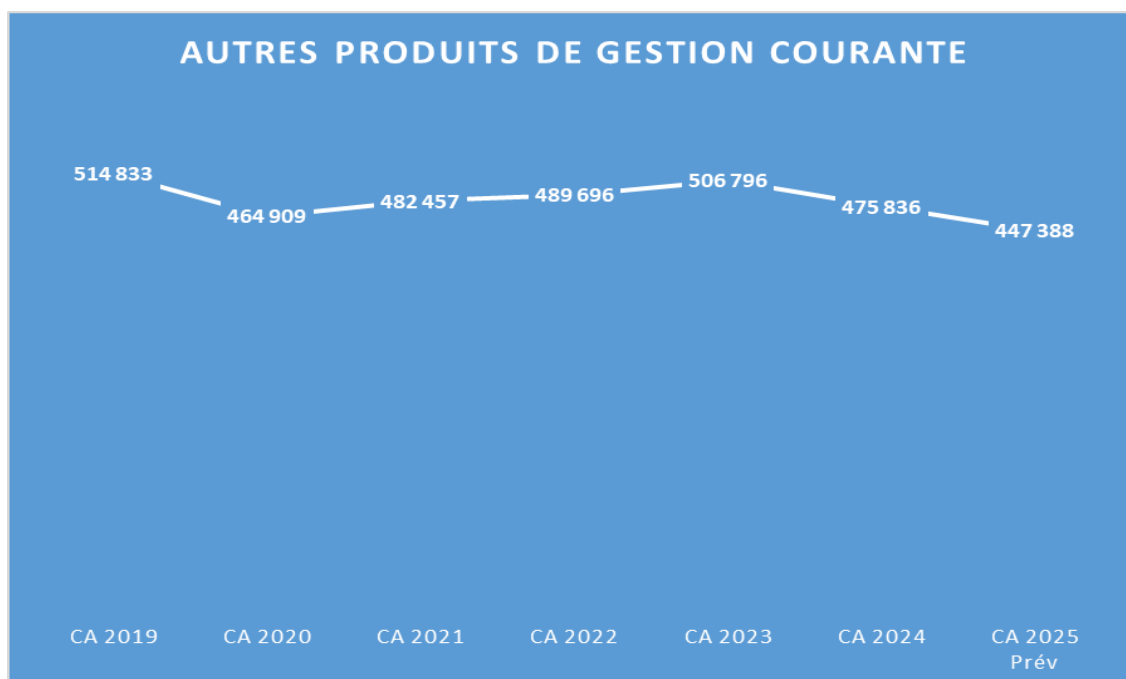
Leur répartition est la suivante :



2.4 - LES AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE

Ce chapitre budgétaire enregistre principalement la participation salariale aux tickets restaurants et les loyers issus de la gestion du patrimoine. Les principaux bâtiments générateurs de revenus sont :

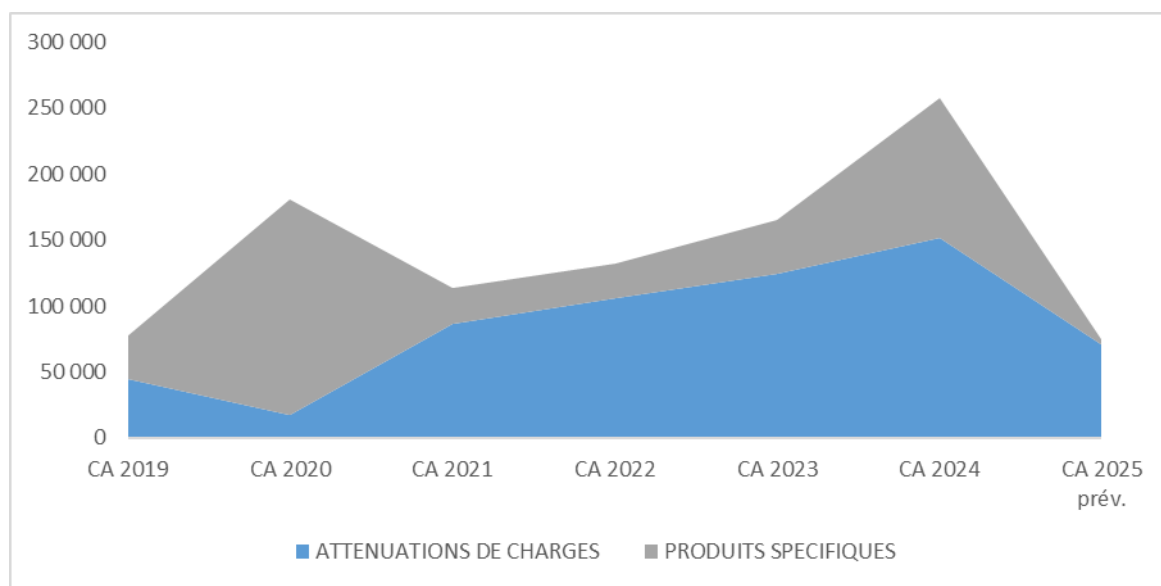
- La gendarmerie pour un loyer annuel de 272.062,00 € (nous payons un loyer annuel de 310.245,00 €) ;
- Les gîtes ;
- Le centre social et les diverses permanences qui s'y tiennent.



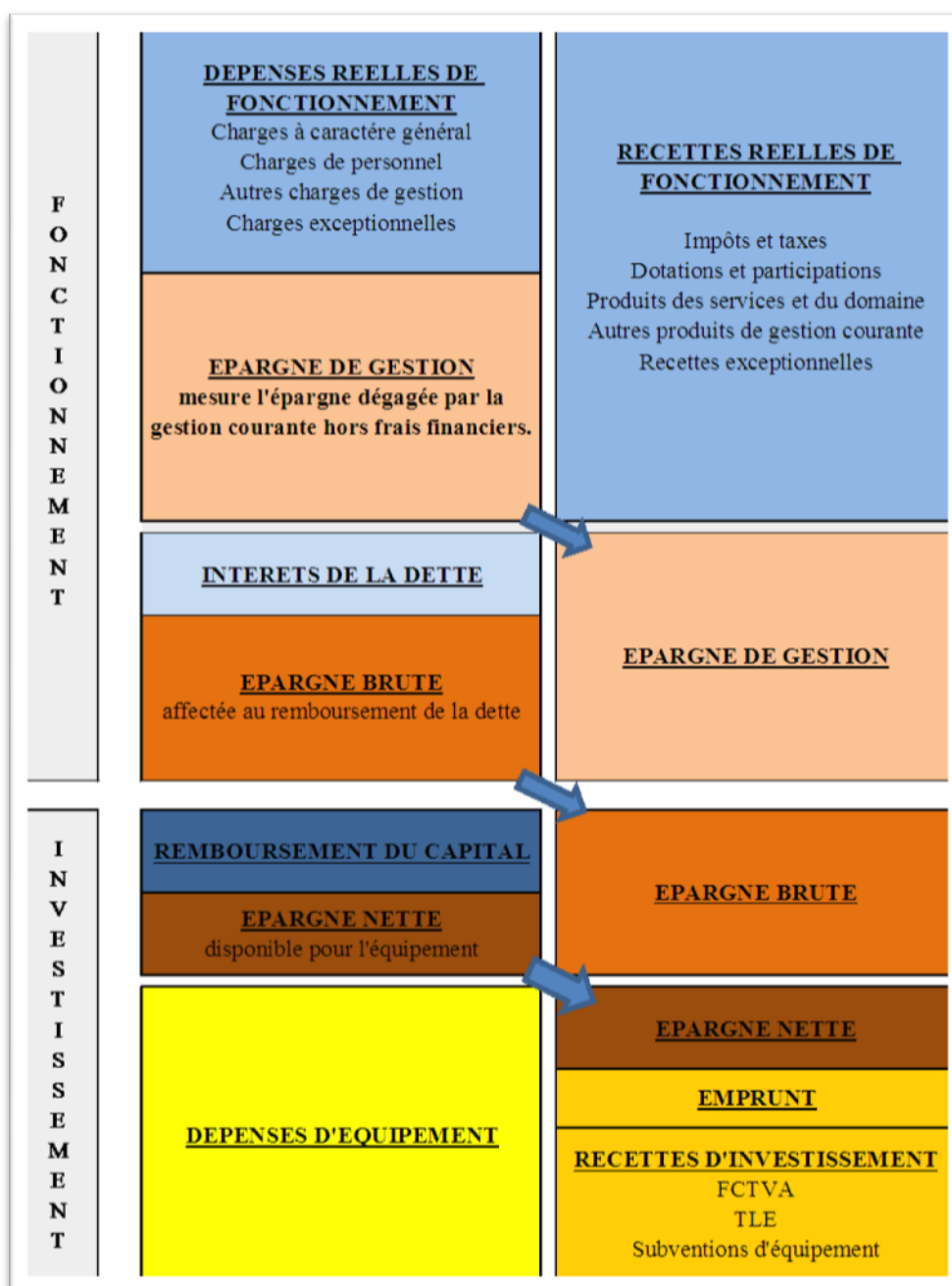
2.5 - LES AUTRES PRODUITS

Ces recettes varient de manière importante d'une année sur l'autre. En effet, ces opérations ont un caractère exceptionnel : indemnité d'assurances, reprise de provision, cession d'actifs.... En 2020, la hausse des produits exceptionnels correspond à l'encaissement d'une indemnité dans le cadre du contentieux Boulevard Marceau.

La rubrique atténuation de charges permet d'enregistrer le remboursement de certaines charges de personnel par l'Assurance Maladie ou notre assureur (maladie, accident du travail, maternité...), la participation de l'Etat aux contrats aidés et la part salariale des tickets restaurants. Le détail et l'évolution des autres produits sont retracés ci-dessous pour la période 2019 - 2025 :



C - L'AUTOFINANCEMENT



L'épargne de gestion : elle caractérise l'évolution des dépenses et recettes courantes de la ville (hors éléments financiers et exceptionnels). La maîtrise de ce solde est un élément fondamental pour pérenniser la bonne situation financière de la commune.

L'épargne brute mesure ce qu'il reste de la section de fonctionnement après le paiement des intérêts de la dette.

L'épargne brute, appelée aussi « capacité d'autofinancement » (CAF) permet à une collectivité locale de :

- faire face au remboursement de la dette en capital,
- financer tout ou partie de l'investissement.

L'épargne brute est un outil de pilotage incontournable des budgets locaux, elle permet :

- d'identifier l'aisance de la section de fonctionnement,
- de déterminer la capacité à investir de la collectivité.

L'épargne nette ou la capacité d'autofinancement nette est calculée après prise en compte du remboursement du capital, elle permet de financer les investissements. La CAF nette représente donc l'autofinancement de la collectivité.

Le tableau ci-dessous nous permet de suivre l'évolution des principaux soldes de gestion sur la période 2019 -2025 :

| En milliers d'euros | 2 019 | 2 020 | 2 021 | 2 022 | 2 023 | 2 024 | 2 025 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produits des services et du domaine | 1 015 | 822 | 821 | 748 | 792 | 823 | 750 |
| Recettes fiscales retraitées | 5 775 | 5 793 | 5 905 | 6 334 | 6 687 | 6 922 | 7 032 |
| Dotations, compensations, subventions | 2 444 | 2 597 | 2 842 | 2 930 | 3 149 | 3 322 | 3 629 |
| Produits de gestion courante | 9 233 | 9 211 | 9 568 | 10 013 | 10 629 | 11 066 | 11 412 |
| Charges à caractère général retraitées | -2 140 | -1 895 | -1 997 | -2 259 | -2 385 | -2 502 | -2 566 |
| Charges de personnel retraitées | -4 352 | -4 348 | -4 612 | -4 896 | -5 220 | -5 284 | -5 819 |
| Charges de gestion courante retraitées | -965 | -913 | -1 086 | -1 104 | -1 245 | -1 191 | -1 243 |
| Charges de gestion courantes | -7 457 | -7 157 | -7 695 | -8 259 | -8 849 | -8 976 | -9 628 |
| EXCEDENT BRUT COURANT | 1 776 | 2 054 | 1 873 | 1 753 | 1 779 | 2 090 | 1 784 |
| Autres produits de gestion courante | 511 | 459 | 471 | 478 | 489 | 462 | 433 |
| Produits exceptionnels liés à la gestion courante | 121 | 286 | 166 | 170 | 141 | 92 | 177 |
| Charges exceptionnelles liées à la gestion courante | -24 | -79 | -49 | -26 | -12 | -3 | -1 |
| EPARGNE DE GESTION | 2 385 | 2 720 | 2 461 | 2 375 | 2 398 | 2 641 | 2 392 |
| Charges financières | -443 | -437 | -387 | -353 | -345 | -356 | -366 |
| Produits financiers larges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EPARGNE BRUTE | 1 942 | 2 283 | 2 074 | 2 022 | 2 053 | 2 285 | 2 027 |
| Remboursement du capital de la dette | -1 000 | -1 128 | -1 195 | -1 206 | -1 258 | -1 377 | -1 440 |
| EPARGNE NETTE | 942 | 1 155 | 878 | 816 | 794 | 908 | 587 |

Il est à noter que si l'épargne nette est en diminution, c'est du fait d'un remboursement de plus en plus important du capital de la dette, permettant un fort désendettement. L'épargne brute est elle en hausse de 4,35 % sur le mandat.

D - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Il s'agit à présent de procéder à l'étude des dépenses d'équipements réalisées par la commune et aux modalités de leur financement. La section d'investissement comprend essentiellement des opérations en capital, autrement dit, les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine. Cette approche permet de mesurer l'importance du recours à l'emprunt comme source de financement.

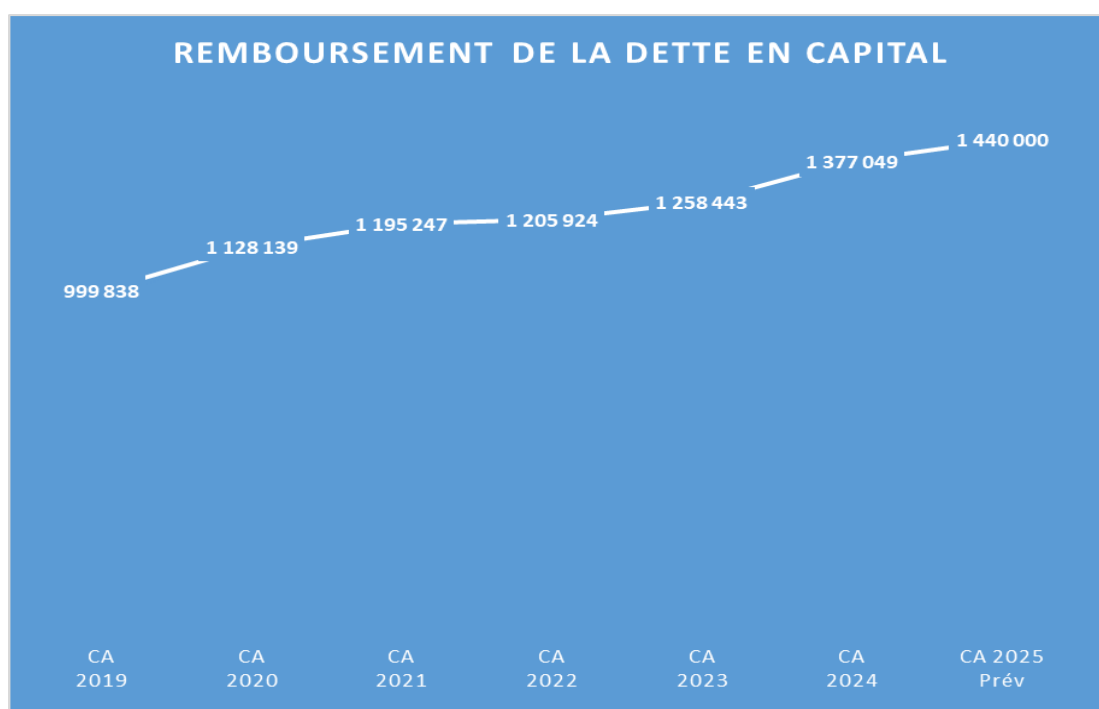
1 - LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Il peut s'agir soit de l'achat d'un bien mobilier destiné à l'équipement des services (véhicule, ordinateur, gros outillage), soit de la construction d'un équipement immobilier (gymnase, école, crèche) ou de travaux importants, de mise aux normes sur le patrimoine immobilier déjà existant.

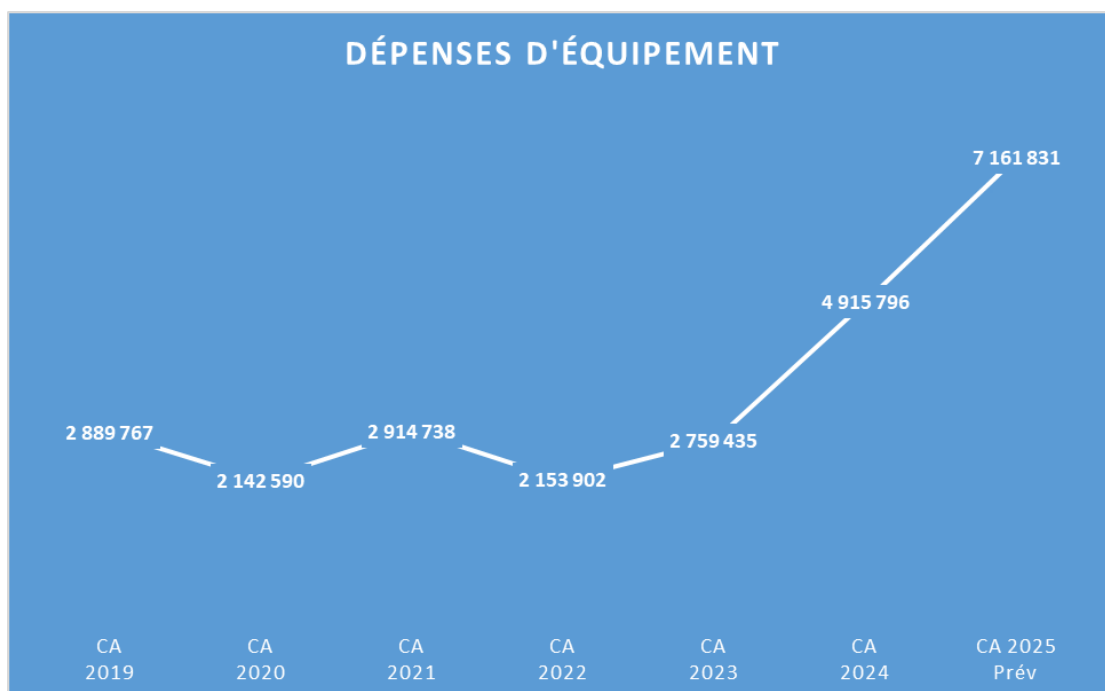
Pour mettre en œuvre son programme politique, chaque année la municipalité engage des investissements afin d'améliorer le cadre de vie de la population. Elle acquiert également du matériel afin d'améliorer l'efficacité du service rendu à nos concitoyens. Les dépenses d'équipement varient en fonction du programme d'investissement décidé chaque année mais également en fonction des moyens financiers. Le tableau ci-dessous retrace leurs évolutions :

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | EVOLUTION 2025 / 2024 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------------|
| Annuité de la dette | 999 838 | 1 128 139 | 1 195 247 | 1 205 924 | 1 258 443 | 1 377 049 | 1 440 000 | 4,57% |
| Dépenses d'équipement | 2 889 767 | 2 142 590 | 2 914 738 | 2 153 902 | 2 759 435 | 4 915 796 | 7 161 831 | 45,69% |
| Autres | 152 869,19 | 91 554,38 | 54 037,45 | | 46 842 | | | |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT REELLES | 3 942 476 | 3 362 284 | 4 164 022 | 3 359 825 | 4 064 720 | 6 292 846 | 8 601 831 | 36,69% |
| Opérations patrimoniales | 95 968 | 321 389 | 53 735 | 73 992 | 321 434 | 534 867 | 266 954 | -50,09% |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT TOTALES | 4 138 442 | 3 683 672 | 4 217 757 | 3 433 817 | 4 386 154 | 6 827 712 | 8 868 785 | 29,89% |

Le mandat qui s'achève marque un nouveau record en termes d'investissement. En effet, avec 22 M€ il n'y avait jamais eu autant de dépenses d'équipement sur un mandat.

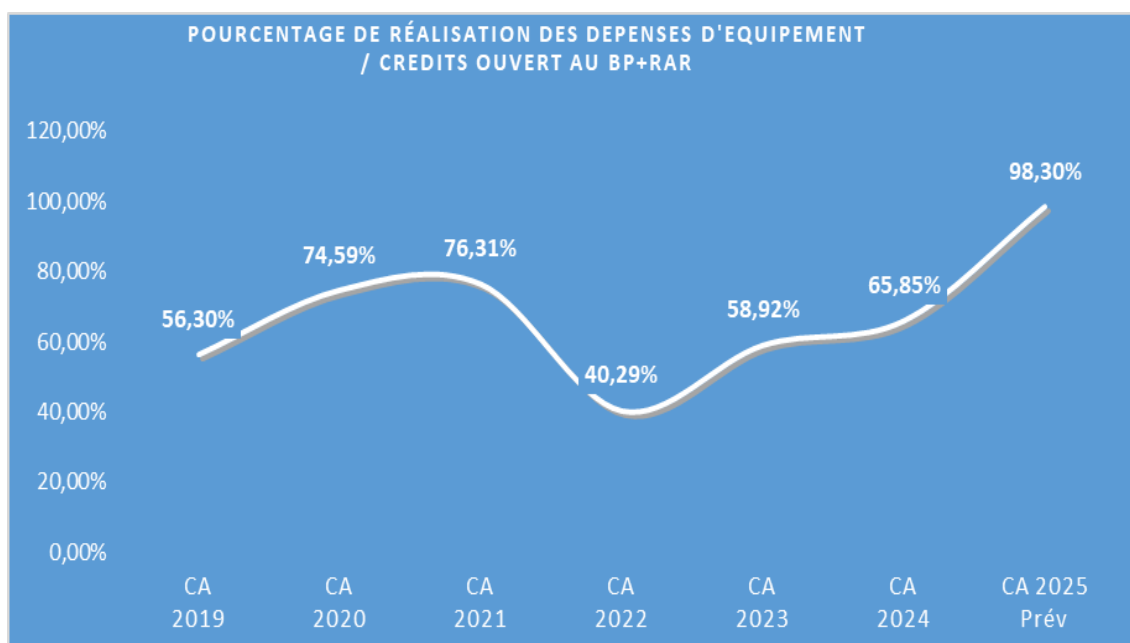


RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026



% de réalisation du programme d'investissement (hors RAR)

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dépenses d'équipement réalisées (y compris imputation 4581) | 2 889 766,50 | 2 142 589,69 | 2 914 737,68 | 2 153 901,72 | 2 759 435,26 | 4 915 796,26 | 7 161 831,43 |
| Dépenses d'équipement BP + RAR | 5 132 435,81 | 2 872 388,23 | 3 819 837,00 | 5 346 647,00 | 4 683 635,00 | 7 464 623,00 | 7 286 037,43 |
| Pourcentage de réalisation | 56,30% | 74,59% | 76,31% | 40,29% | 58,92% | 65,85% | 98,30% |
| Taux moyen de réalisation sur la période | 67,22% | | | | | | |



Les principales dépenses d'équipements de l'exercice 2025 s'établiraient ainsi :

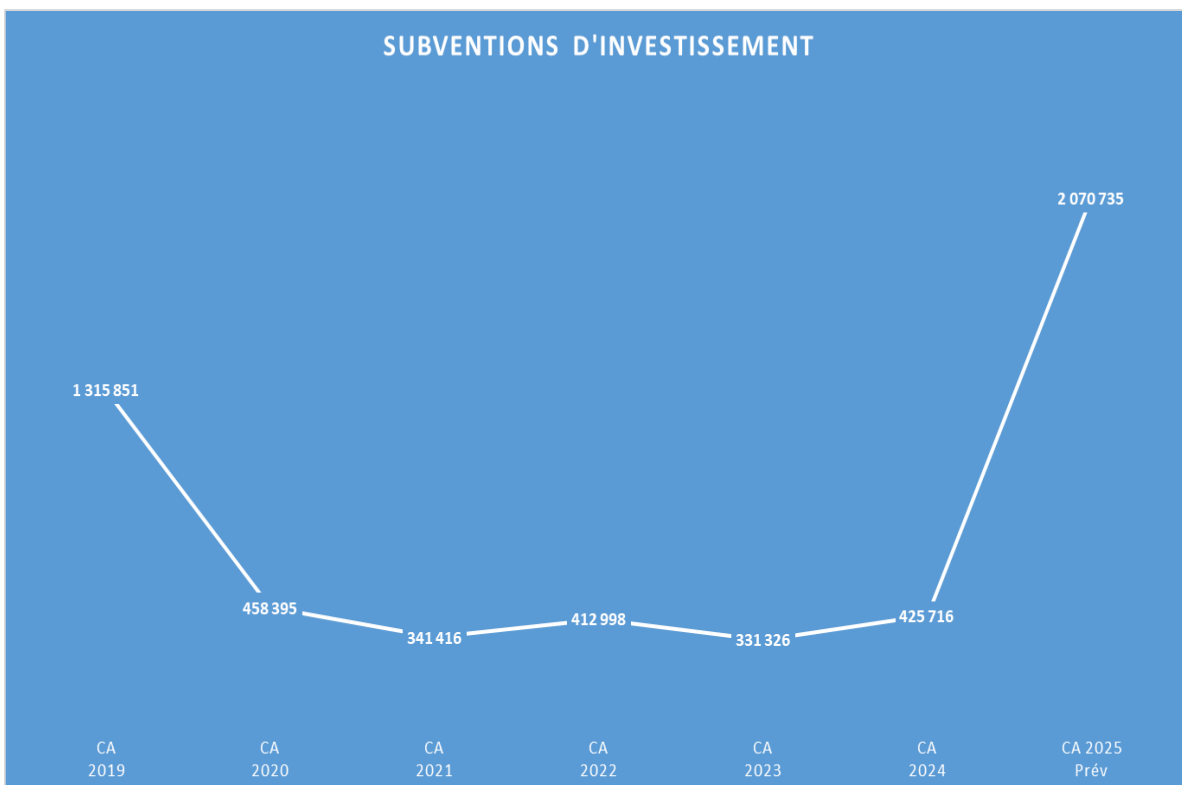
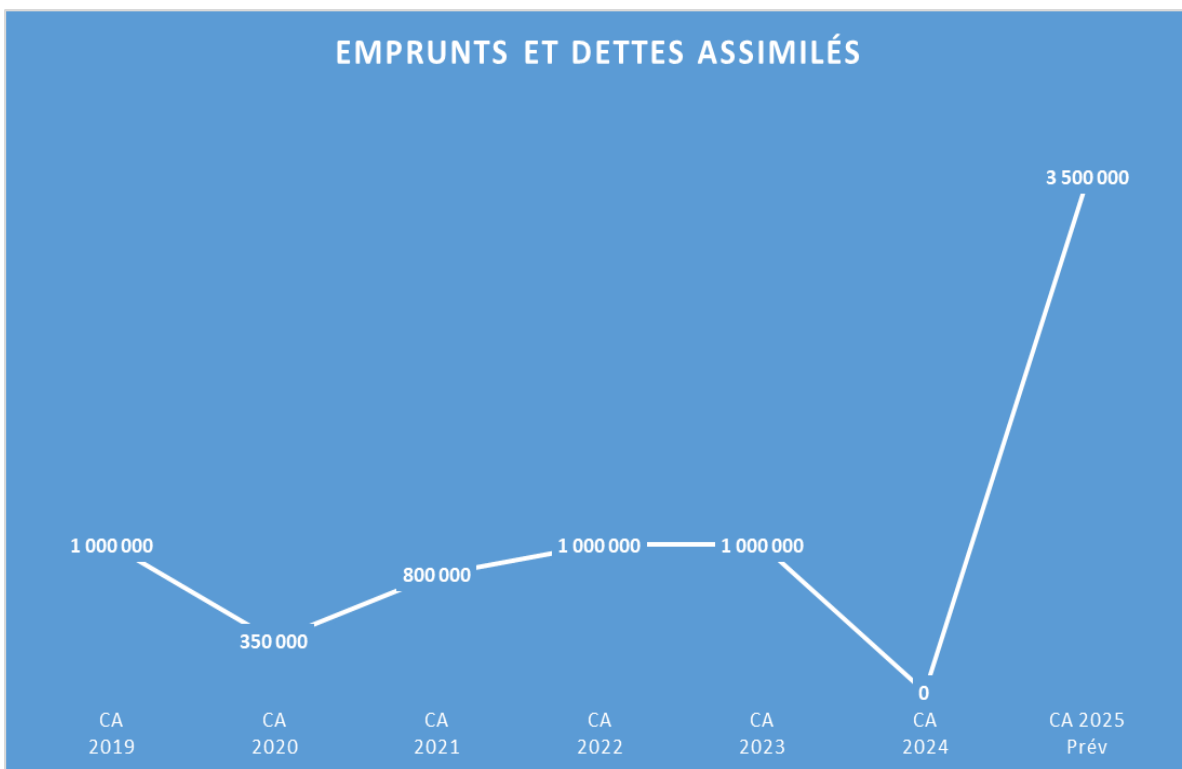
| | |
|---|-----------|
| SALLE SPORTIVE GROUPE SCOLAIRE | 1 808 911 |
| PLAN DE CIRCULATION dont Bd Marne / Place St Bertrand | 1 340 477 |
| RESTAURATION SCOLAIRE | 842 889 |
| RESTAURATION DE LA COLLEGIALE | 475 000 |
| VOIRIES URBAINES ET RURALES | 452 701 |
| DECHARGE DU HOLL | 319 615 |
| BASE DE LOISIRS dont pumptrack | 261 473 |
| LOCAUX 8 BD CARNOT | 194 000 |
| EQUIPEMENT DES SERVICES TECHNIQUES | 176 413 |
| MATERIELS INFORMATIQUES ET RESEAUX | 175 123 |
| ENVIRONNEMENT - VEGETALISATION | 157 447 |
| CULTURE | 120 834 |
| COMPLEXE DU FOOTBALL STADE DU HOLL | 116 501 |
| GROUPE SCOLAIRE | 91 772 |
| AFFAIRES SCOLAIRE | 76 734 |
| CIMETIERE | 73 252 |

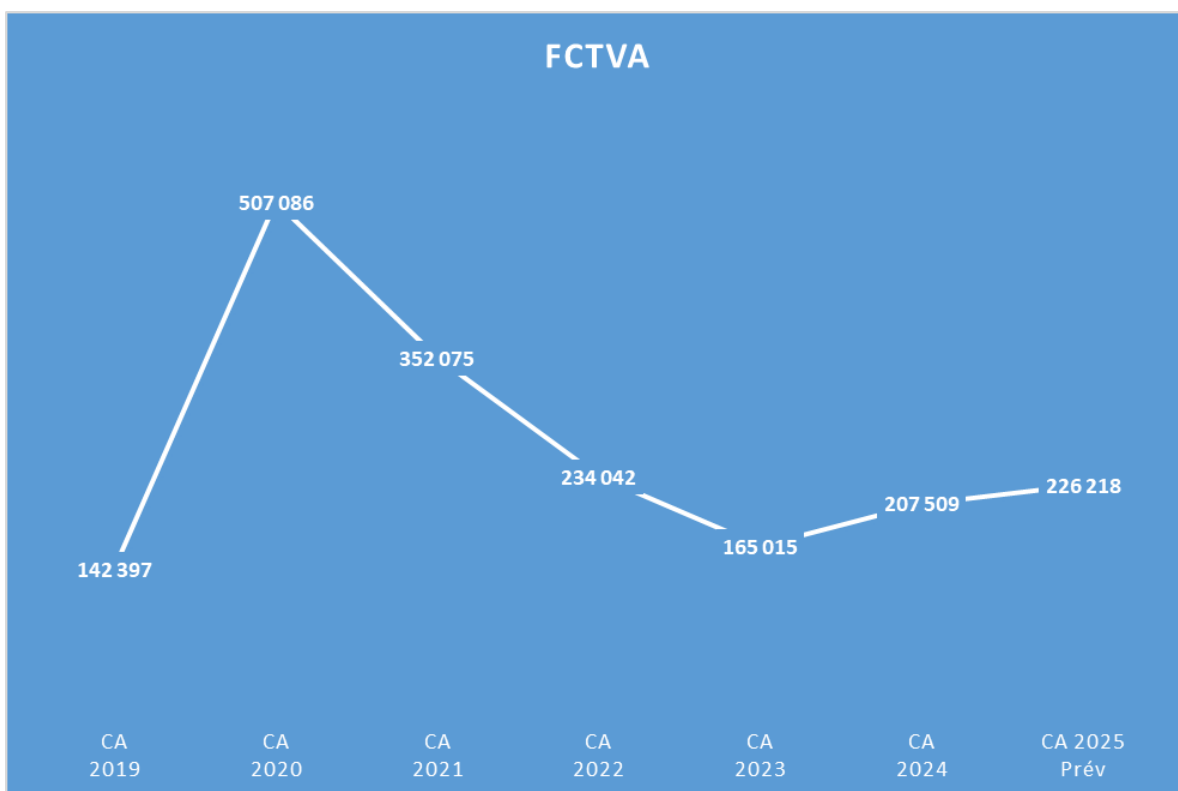
2 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes réelles de la section d'investissement sont principalement constituées des éléments suivants : le Fonds de Compensation de la TVA, la Taxe d'aménagement, les subventions d'équipements, les emprunts et les excédents de fonctionnement capitalisés. Les recettes d'ordres qui ne donnent pas lieu à des encaissements mais participant à l'autofinancement sont : les amortissements, les provisions et les opérations patrimoniales. L'évolution des recettes d'investissement est retracée ci-dessous :

| | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév | TAUX EVOLUTION 2025 / 2024 | TAUX EVOLUTION 2025/2019 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| FCTVA | 142 397 | 507 086 | 352 075 | 234 042 | 165 015 | 207 509 | 226 218 | 9,02% | 58,86% |
| Taxe d'aménagement | 294 147 | 319 721 | 350 214 | 263 457 | 313 527 | 204 399 | 100 000 | -51,08% | -66,00% |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | 1 500 000 | 1 500 000 | 1 600 000 | 1 500 000 | 1 500 000 | 1 600 000 | 3 224 709 | 101,54% | 114,98% |
| Subventions d'investissement | 1 315 851 | 458 395 | 341 416 | 412 998 | 331 326 | 425 716 | 2 070 735 | 386,41% | 57,37% |
| Emprunts et dettes assimilés | 1 000 000 | 350 000 | 800 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 0 | 3 500 000 | | 250,00% |
| Autres | | | | 580 | 6 750 | 0 | 155 000 | | |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT REELLES | 4 252 395 | 3 135 202 | 3 443 705 | 3 411 078 | 3 316 618 | 2 437 624 | 9 276 662 | 280,56% | 118,15% |
| Opérations patrimoniales | 439 181 | 631 741 | 369 992 | 492 622 | 775 272 | 1 208 596 | 915 265 | -24,27% | |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT TOTALES | 4 691 576 | 3 766 943 | 3 813 696 | 3 903 700 | 4 091 890 | 3 646 220 | 10 191 927 | 179,52% | |

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026





E - LA DETTE

Il s'agira en particulier d'analyser dans un premier temps la structure et l'évolution de l'encours de dette et des annuités, avant de se consacrer dans un second temps aux opérations de gestion active de la dette et de la trésorerie.

1 – LE STOCK DE DETTE

Les tableaux ci-dessous retracent l'évolution de la dette au cours de l'exercice 2025 :

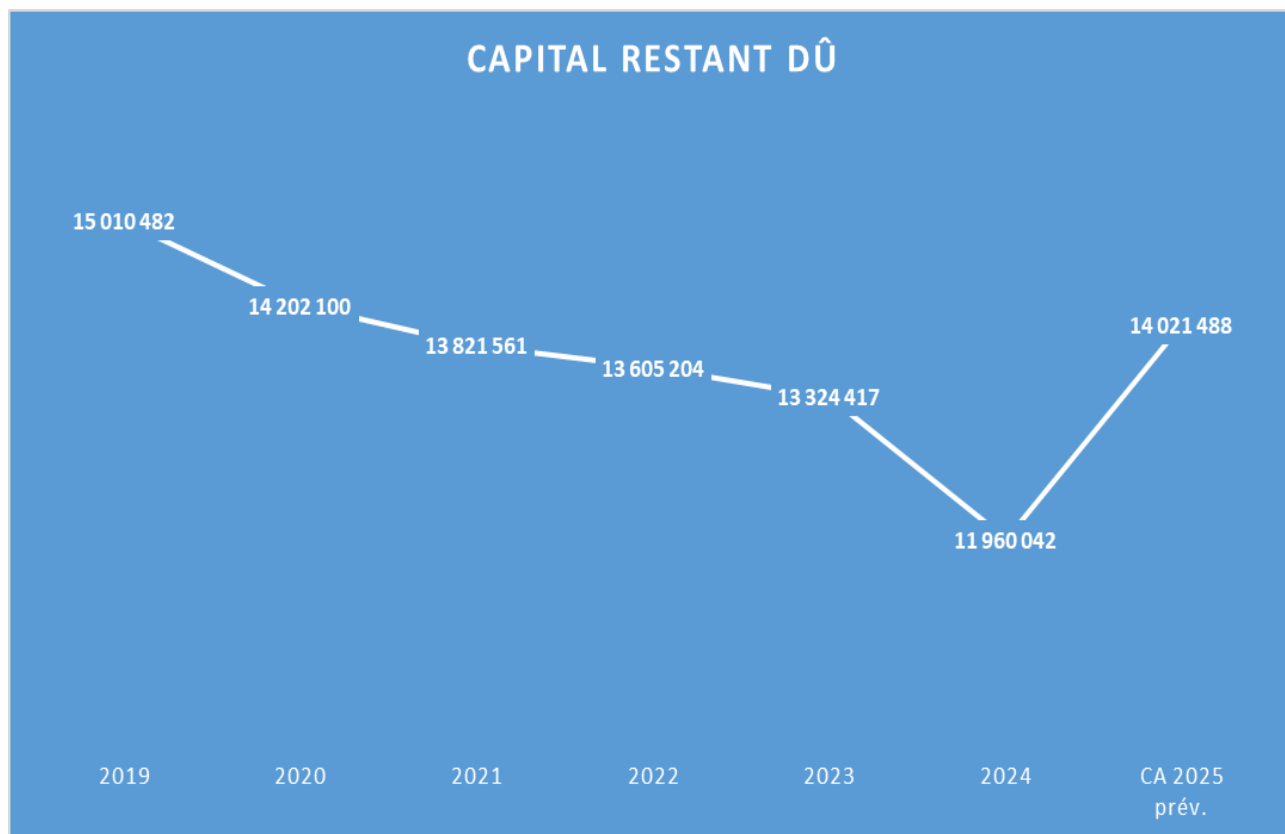
Evolution de la dette en capital à l'origine par organisme prêteur

| | DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE AU 01/01/2025 | FIN DU REMBOURSEMENT / TRANSFERT DE DETTE | NOUVEAUX EMPRUNTS | VARIATION | DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE AU 31/12/2025 |
|-------------------------------------|--|---|----------------------|---------------------|--|
| BANQUE POPULAIRE | 1 129 102,66 | | | 0,00 | 1 129 102,66 |
| CAISSE D'EPARGNE MIDI PYRENEES | 6 695 660,90 | | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 7 695 660,90 |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION | 1 750 000,00 | | | 0,00 | 1 750 000,00 |
| CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE | 11 060 000,00 | -400 000,00 | 1 000 000,00 | 600 000,00 | 11 660 000,00 |
| CREDIT FONCIER DE France | 1 000 000,00 | | | 0,00 | 1 000 000,00 |
| LA BANQUE POSTALE | 1 900 000,00 | | | 0,00 | 1 900 000,00 |
| SFIL - EX CREDIT LOCAL DE France | 1 760 000,00 | | | 0,00 | 1 760 000,00 |
| SOCIETE GENERALE | 0,00 | | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 |
| | 0,00 | | 500 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| TOTAL | 25 294 763,56 | -400 000,00 | 3 500 000,00 | 3 100 000,00 | 28 394 763,56 |

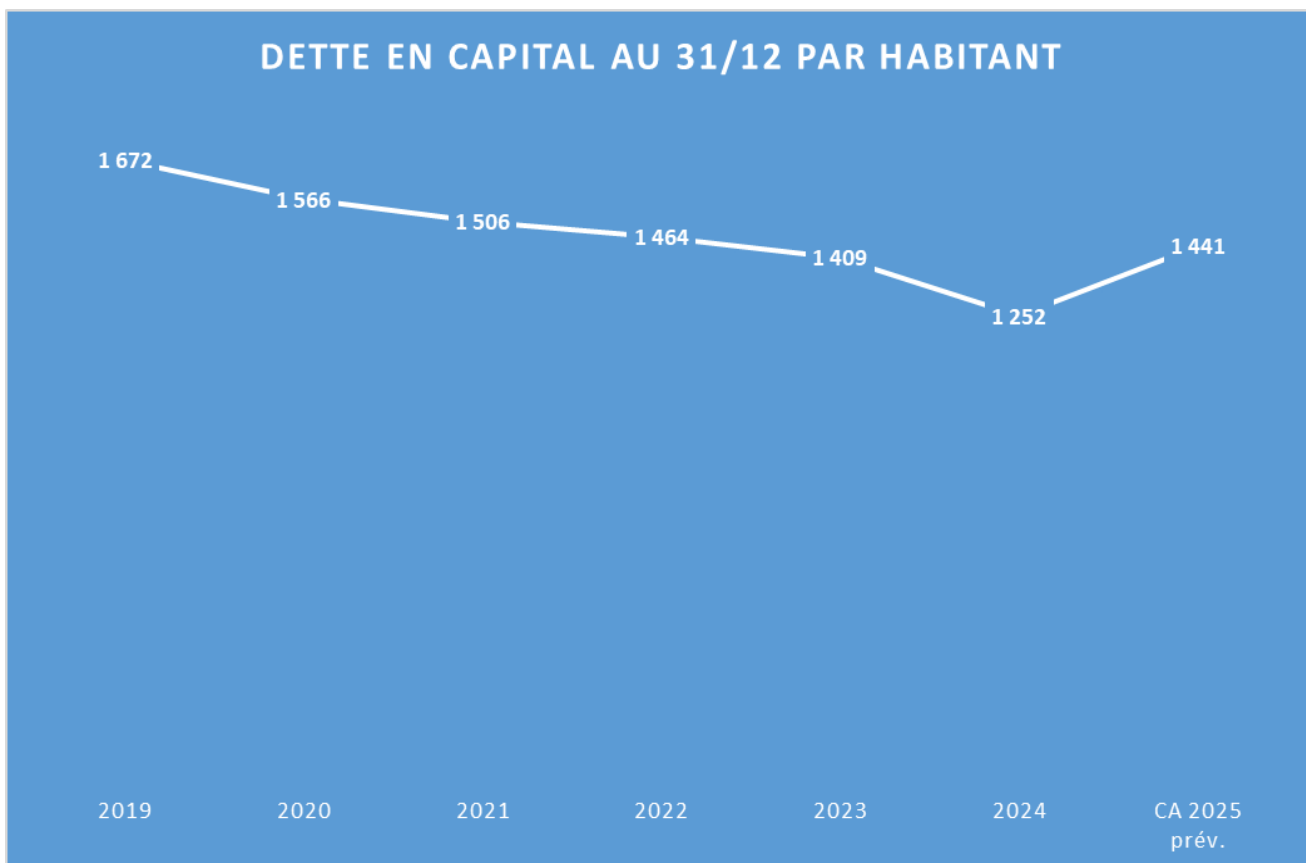
Evolution de l'encours de dette par organisme prêteur

| | CAPITAL RESTANT DU AU 01/01/2025 | REMBOURSEMENT CAPITAL | CAPITAL NOUVELLE DETTE | VARIATION | CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/2025 |
|-------------------------------------|----------------------------------|-----------------------|------------------------|---------------------|----------------------------------|
| BANQUE POPULAIRE | 229 566,48 | -98 182,56 | | -98 182,56 | 131 383,92 |
| CAISSE D'EPARGNE MIDI PYRENEES | 3 660 447,91 | -271 051,91 | 1 000 000,00 | 728 948,09 | 4 389 396,00 |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION | 500 384,39 | -139 198,71 | | -139 198,71 | 361 185,68 |
| CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE | 5 073 629,68 | -615 153,84 | 1 000 000,00 | 384 846,16 | 5 458 475,84 |
| CREDIT FONCIER DE France | 349 999,87 | -66 666,68 | | -66 666,68 | 283 333,19 |
| LA BANQUE POSTALE | 1 024 254,29 | -130 920,07 | | -130 920,07 | 893 334,22 |
| SFIL - EX CREDIT LOCAL DE France | 1 121 758,88 | -92 379,37 | | -92 379,37 | 1 029 379,51 |
| SOCIETE GENERALE | 0,00 | -25 000,00 | 1 000 000,00 | 975 000,00 | 975 000,00 |
| | 0,00 | | 500 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| TOTAL | 11 960 041,50 | -1 438 553,14 | 3 500 000,00 | 2 061 446,86 | 14 021 488,36 |

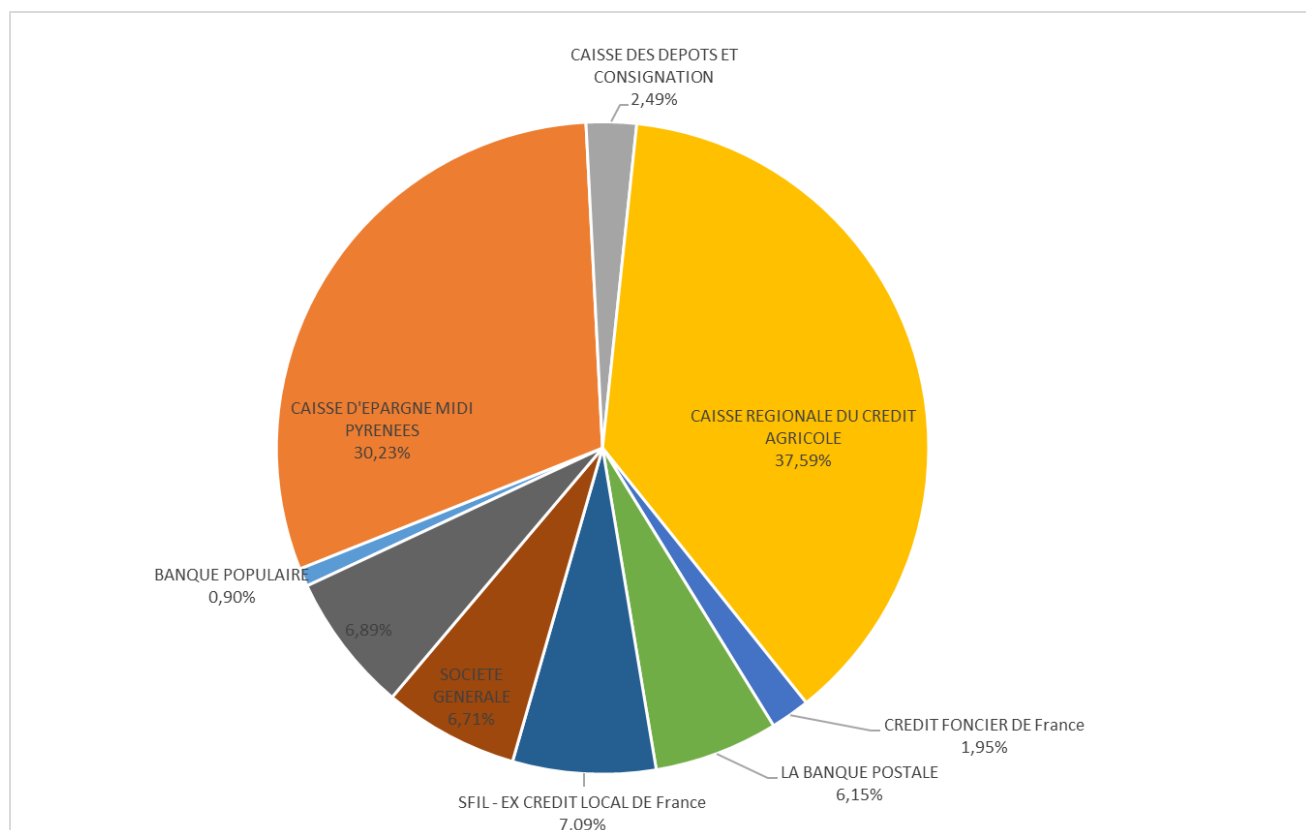
L'encours de dette serait en hausse de + 17 % par rapport à 2024. Toutefois il atteint la cible annoncée depuis le début de la mandature, et à l'habitant, la dette est en diminution de - 15 % sur la période et de - 8% sur le mandat.



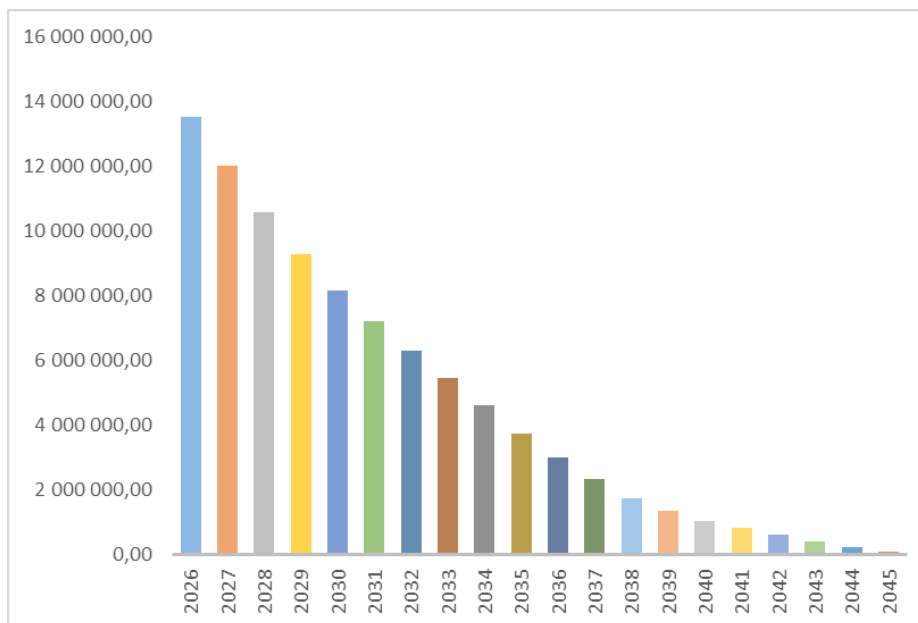
RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026



Répartition du capital restant dû de dette par prêteurs



Le plan d'extinction de la dette apparaît dans le graphique qui suit. Il permet de prendre connaissance de l'échéance à laquelle la commune aura remboursé le capital restant dû au 31 décembre 2025 (hors dernier emprunt 2025).

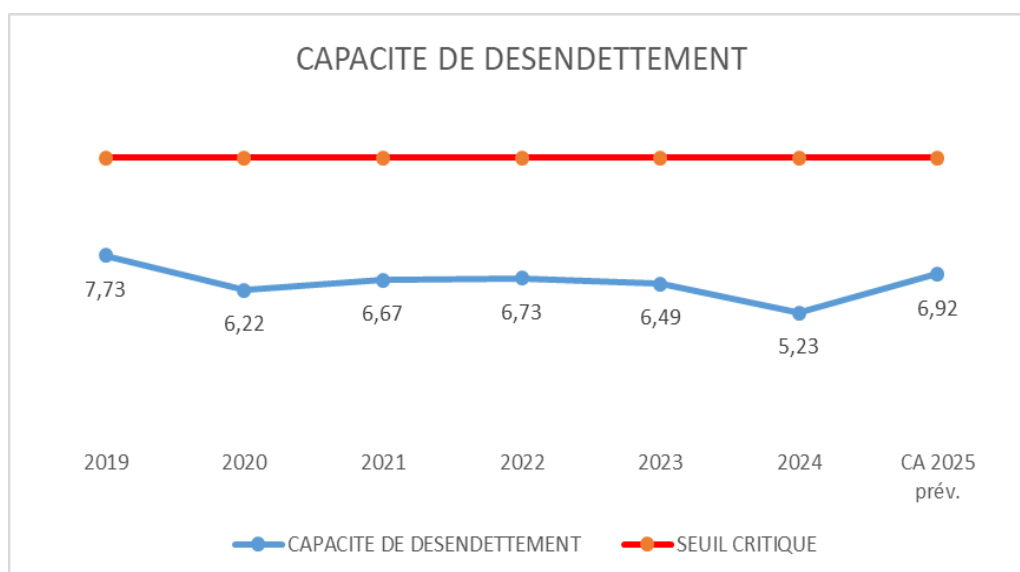


La capacité de désendettement

La capacité de désendettement (encours de dette rapporté à l'épargne brute) exprimée en nombre d'années est un ratio de mesure de la solvabilité financière. Il permet de déterminer le nombre d'années nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Plus la collectivité dégage de l'épargne, plus le ratio sera faible, et plus la collectivité pourra poursuivre son désendettement, afin par la suite de financer de futurs investissements.

On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 12 ans. Passé ce seuil, les difficultés de couverture budgétaire du remboursement de la dette se profilent en général pour les années futures. Le seuil de vigilance s'établirait à 10 ans.

La capacité de désendettement de la commune se stabilise sur la période grace notamment à un endettement maîtrisé.

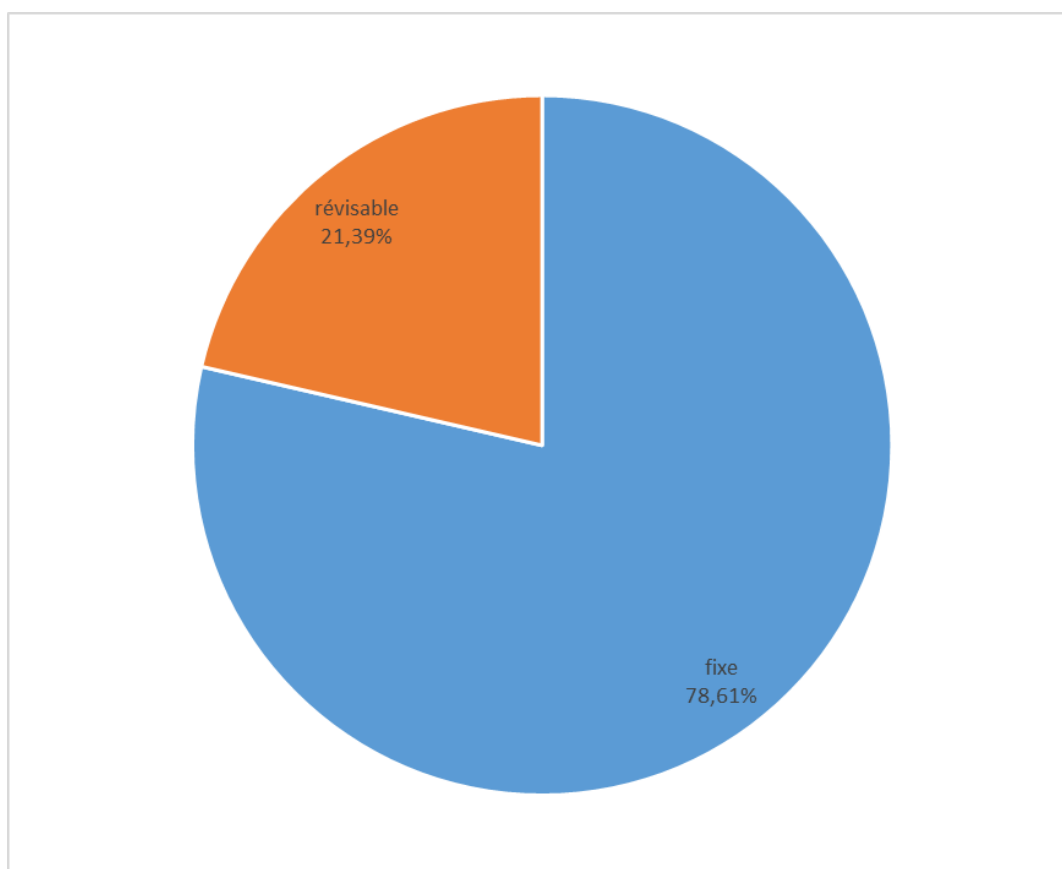


Recensement des expositions

Afin d'aider les collectivités à mieux appréhender les risques sur leurs emprunts, une charte de bonne conduite a été établie par le Ministère des Finances, avec les différentes associations d'élus et les banques. Cette charte est aujourd'hui reprise dans la circulaire du 26 juin 2010 qui remplace celle de 1992 sur le recours aux produits dérivés. La dette de la commune de L'Isle Jourdain est parfaitement sécurisée :

| Structure / indice sous jacent | Risque Gissler | L'Isle Jourdain au 31/12/2025 |
|--------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|
| 1A/2A | Taux non structurés et sans risque | 100,0% |
| 1B/2C | Produits à risque faible | 0,0% |
| 3A/5C | Produits à risque limité | 0,0% |
| 1D/5E | Produits à risque marqué | 0,0% |
| 6F | Produits hors Charte (risque élevé) | 0,0% |

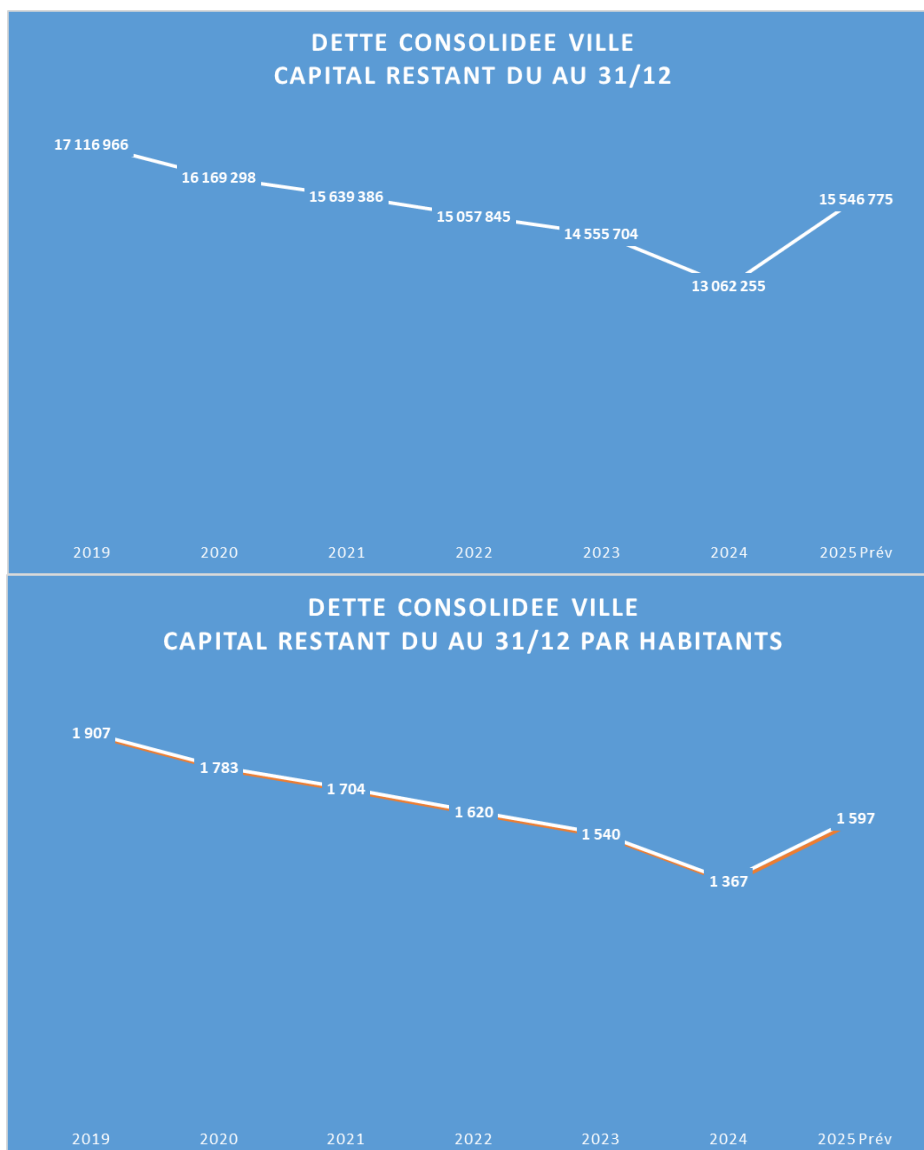
Dette par type de taux



4 – DETTE CONSOLIDÉE TOUT BUDGET

La dette consolidée de la commune correspond à la dette agglomérée de la commune et des budgets annexes. Elle est en baisse de 17 % sur le mandat.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 Prév | EVOLUTION 2025 / 2024 | EVOLUTION 2025 / 2019 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|--------------------------|
| COMMUNE | 15 010 482 | 14 202 100 | 13 821 561 | 13 605 204 | 13 324 417 | 11 960 042 | 14 021 488 | -10,24% | -20,32% |
| EAU | 698 812 | 632 187 | 558 418 | 480 411 | 348 496 | 297 157 | 244 179 | -14,73% | -57,48% |
| ASSAINISSEMENT | 1 264 594 | 1 201 267 | 1 135 311 | 858 113 | 789 661 | 722 959 | 660 418 | -8,45% | -42,83% |
| POMPES FUNEBRES | 15 663 | 14 228 | 12 725 | 11 151 | 7 774 | 5 964 | 4 067 | -23,28% | -61,92% |
| PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES | 127 416 | 119 517 | 111 370 | 102 966 | 85 356 | 76 134 | 66 621 | -10,80% | -40,25% |
| ZAC PORTERIE BARCELONE | | | | | | | 550 000 | | |
| DETTE CONSOLIDÉE VILLE | 17 116 966 | 16 169 298 | 15 639 386 | 15 057 845 | 14 555 704 | 13 062 255 | 15 546 775 | -10,26% | -9,17% |
| CAPITAL RESTANT DU AU 31/12 | | | | | | | | | |
| évolution du capital restant dû | | -5,54% | -3,28% | -3,72% | -3,33% | -10,26% | 19,02% | | |
| évolution moyenne du capital restant dû | | | | -1,59% | | | | | |
| DETTE CONSOLIDÉE VILLE BUDGETS ANNEXES | 1 907 | 1 783 | 1 704 | 1 620 | 1 540 | 1 367 | 1 597 | | |
| CAPITAL RESTANT DU AU 31/12 par habitant | | | | | | | | | |



F – LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Concernant la convention signée avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie pour le rachat du local boulevard Carnot (660.000,00 €), la commune s'engage à acquérir les biens « in fine » c'est-à-dire au terme de la durée de portage conclu pour une durée de 8 années soit à une échéance de mars 2029. La commune devra alors faire en sorte d'être en capacité d'assumer budgétairement et financièrement cette dépense le moment venu en l'intégrant dans son PPI. L'article L 2313-1 du CGCT (avant dernier alinéa) prévoit que « pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements ». L'article R 2313-3 du CGCT précise que les états annexés au budget et au compte administratif sont : « 7° Présentation des engagements donnés et reçus" ».

G – LES BUDGETS ANNEXES

Les budgets annexes constituent une dérogation aux principes d'universalité et d'unité budgétaire. Ainsi, parallèlement au budget principal qu'elles élaborent, les collectivités doivent créer des régies afin de suivre l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial (SPIC) relevant de leur compétence. Ces régies ont pour objet d'établir le coût réel d'un service et s'assurer qu'il est financé par les ressources liées à l'exploitation de l'activité.

1 – LE BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU

La Commune de L'Isle Jourdain dispose d'un budget annexe pour gérer de façon transparente son service industriel et commercial de la régie de l'eau.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév |
|------------------------------------|--|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| EXPLOITATION | | | | | | | | |
| D | DEPENSE | 1 062 279,06 | 1 158 487 | 1 062 077 | 1 265 718 | 1 281 254 | 1 414 792 | 1 310 908 |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 305 122,99 | 367 411 | 258 960 | 318 797 | 374 911 | 504 872 | 451 900 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 382 668,27 | 394 512 | 412 980 | 468 958 | 498 058 | 455 098 | 476 441 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 159 374,00 | 157 458 | 166 216 | 234 142 | 169 889 | 221 406 | 153 445 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 147 212,19 | 156 398 | 154 471 | 180 713 | 186 693 | 197 514 | 193 847 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 8 346,14 | 37 586 | 13 027 | 1 163 | 12 194 | 7 905 | 5 121 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 26 585,05 | 29 102 | 18 422 | 15 213 | 11 780 | 9 702 | 7 748 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 32 970,42 | 16 021 | 37 128 | 45 647 | 27 729 | 18 294 | 21 354 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | 873 | 1 085 | | | 1 052 |
| R | RECETTE | 1 216 169,49 | 1 274 796 | 1 474 634 | 1 488 486 | 1 446 086 | 1 386 880 | 1 282 818 |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 2 955,50 | | 107 | 2 142 | | | |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 34 623,02 | 34 623 | 175 210 | 34 623 | 34 623 | 34 623 | 34 623 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 1 171 393,68 | 1 228 086 | 1 291 945 | 1 441 337 | 1 400 311 | 1 339 057 | 1 248 194 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | | | | | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 6 558,80 | 5 448 | 6 274 | 7 229 | 7 690 | 1 | 1 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 638,49 | 6 640 | 1 097 | 3 155 | 2 939 | 12 759 | |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | | 524 | 439 | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 153 890,43 | 116 309 | 412 557 | 222 768 | 164 833 | -27 912 | -28 090 |
| RESULTAT N-1 | | 32 245,58 | 136 136 | 202 445 | 515 002 | 137 770 | 137 602 | 109 690 |
| RESULTAT A REPORTER | | 186 136,01 | 252 445 | 615 002 | 737 770 | 302 602 | 109 690 | 81 600 |
| INVESTISSEMENT | | | | | | | | |
| D | DEPENSE | 397 564,47 | 127 248 | 364 018 | 238 647 | 260 230 | 212 044 | 158 913 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 34 623,02 | 34 623 | 175 210 | 34 623 | 34 623 | 34 623 | 34 623 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 270,00 | | 1 530 | | 1 575 | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 66 624,90 | 73 768 | 78 007 | 73 161 | 57 166 | 52 927 | 52 978 |
| | DEPENSES D'EQUIPEMENT | 296 046,55 | 18 857 | 109 271 | 130 864 | 166 866 | 124 493 | 71 313 |
| R | RECETTE | 420 029,19 | 206 398 | 229 691 | 307 420 | 859 205 | 362 514 | 193 847 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 147 212,19 | 156 398 | 154 471 | 180 713 | 186 693 | 197 514 | 193 847 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 270,00 | | 1 530 | | 1 575 | | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 167 000,00 | 50 000 | 50 000 | 100 000 | 600 000 | 165 000 | |
| 13 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | 5 547,00 | | 23 690 | 26 708 | 70 937 | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 100 000,00 | | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 22 464,72 | 79 150 | -134 327 | 68 773 | 598 975 | 150 470 | 34 934 |
| RESULTAT N-1 | | -5 952,98 | 16 512 | 95 662 | -38 665 | 30 108 | 629 083 | 779 553 |
| RESULTAT A REPORTER | | 16 511,74 | 95 662 | -38 665 | 30 108 | 629 083 | 779 553 | 814 487 |
| EPARGNE D'EXPLOITATION | | 333 742,72 | 314 153 | 460 170 | 428 810 | 365 142 | 157 682 | 166 409 |
| EPARGNE BRUTE | | 274 825,74 | 275 669 | 405 718 | 371 105 | 328 573 | 142 444 | 137 307 |
| EPARGNE NETTE | | 208 200,84 | 201 901 | 327 710 | 297 945 | 271 407 | 89 517 | 84 329 |
| CAPITAL RESTANT DU AU 31/12 | | 698 811,50 | 632 187 | 558 418 | 480 411 | 348 496 | 297 157 | 244 179 |

2 – LE BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

La Commune de L'Isle Jourdain dispose d'un budget annexe pour gérer de façon transparente son service industriel et commercial de la régie de l'assainissement.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév |
|---------------------------------|--|---------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| EXPLOITATION | | | | | | | | |
| DEPENSE D'EXPLOITATION | | 672 561,92 | 659 200 | 757 762 | 662 735 | 684 635 | 649 397 | 747 347 |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 198 072,20 | 178 179 | 229 714 | 232 323 | 248 012 | 245 335 | 324 494 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 168 500,00 | 169 000 | 208 921 | 206 215 | 200 000 | 199 512 | 212 000 |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 94 541,00 | 86 277 | 100 000 | 891 | | | |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 125 089,71 | 126 374 | 124 973 | 142 017 | 137 622 | 147 878 | 151 755 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 6 537,14 | 29 661 | 9 044 | 1 | 15 906 | 8 090 | 6 945 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 58 641,28 | 56 307 | 53 086 | 50 120 | 71 371 | 37 538 | 34 488 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 21 180,59 | 13 402 | 31 147 | 30 659 | 11 723 | 11 043 | 16 686 |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | 877 | 510 | | | 1 000 |
| RECETTE D'EXPLOITATION | | 748 191,37 | 790 915 | 819 100 | 757 145 | 756 541 | 726 029 | 714 091 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 934,66 | | | | | | |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 729 429,71 | 770 844 | 793 543 | 740 605 | 746 321 | 725 221 | 714 091 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 17 508,00 | 13 922 | 18 637 | 16 525 | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 5 | | | 700 | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 319,00 | 6 143 | 6 920 | 15 | 9 040 | 613 | |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | | | 480 | 196 | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 75 629,45 | 131 715 | 61 338 | 94 410 | 71 906 | 76 632 | -33 256 |
| RESULTAT N-1 | | 129 421,55 | 327 025 | 458 740 | 520 078 | 64 488 | 46 395 | 33 027 |
| RESULTAT A REPORTER | | 205 051,00 | 458 740 | 520 078 | 614 488 | 136 395 | 123 027 | -229 |
| INVESTISSEMENT | | | | | | | | |
| DEPENSE D'INVESTISSEMENT | | 94 816,41 | 85 487 | 147 770 | 236 954 | 162 249 | 115 036 | 149 460 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 934,66 | | 495 | | 90 | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 63 327,05 | 65 956 | 68 711 | 208 487 | 68 453 | 66 702 | 62 541 |
| | DEPENSES D'EQUIPEMENT | 30 554,70 | 19 531 | 78 564 | 28 467 | 93 707 | 48 334 | 86 919 |
| RECETTE D'INVESTISSEMENT | | 130 292,01 | 131 921 | 125 468 | 142 017 | 700 824 | 237 878 | 241 755 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 125 089,71 | 126 374 | 124 973 | 142 017 | 137 622 | 147 878 | 151 755 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | | 495 | | 90 | | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | | | 550 000 | 90 000 | 90 000 |
| 13 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | 5 202,30 | 5 547 | | | 13 113 | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 35 475,60 | 46 435 | -22 302 | -94 937 | 538 575 | 122 842 | 92 295 |
| RESULTAT N-1 | | 57 143,90 | 242 529 | 288 964 | 266 662 | 171 725 | 710 300 | 833 142 |
| RESULTAT A REPORTER | | 92 619,50 | 288 964 | 266 662 | 171 725 | 710 300 | 833 142 | 925 437 |
| EPARGNE D'EXPLOITATION | | 285 824,51 | 351 310 | 273 545 | 317 701 | 298 309 | 280 373 | 177 597 |
| EPARGNE BRUTE | | 199 784,50 | 258 089 | 187 188 | 236 937 | 209 048 | 224 315 | 119 498 |
| EPARGNE NETTE | | 136 457,45 | 192 134 | 118 477 | 28 450 | 140 596 | 157 613 | 56 957 |
| CAPITAL RESTANT DU | | 1 264 593,60 | 1 201 267 | 1 135 311 | 858 113 | 789 661 | 722 959 | 660 418 |

3 – LE BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES POMPES FUNEBRES

La Commune de L'Isle Jourdain dispose d'un budget annexe pour gérer de façon transparente son service industriel et commercial de la régie des Pompes Funèbres Municipales.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| EXPLOITATION | | | | | | | | |
| DEPENSE D'EXPLOITATION | | 13 808 | 7 436 | 8 119 | 9 330 | 6 759 | 6 772 | 8 657 |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 955 | 385 | 203 | 2 491 | | 95 | 2 066 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | | | | | | | |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 6 339 | 6 339 | 6 340 | 6 312 | 6 312 | 6 312 | 6 312 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 271 | | 975 | 1 | | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 746 | 712 | 601 | 526 | 447 | 365 | 279 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 499 | | | | | | |
| RECETTE D'EXPLOITATION | | 8 267 | 8 800 | 8 800 | 9 108 | 9 500 | 10 630 | 10 639 |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,PRESTATIONS DE SERVICES | | | | | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 8 267 | 8 800 | 8 800 | 9 033 | 9 500 | 10 630 | 10 639 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | 75 | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | -5 541 | 1 364 | 681 | -221 | 2 741 | 3 858 | 1 983 |
| RESULTAT N-1 | | 765 | 24 185 | 25 550 | 26 231 | 26 009 | 28 750 | 32 608 |
| RESULTAT A REPORTER | | -4 776 | 25 550 | 26 231 | 26 009 | 28 750 | 32 608 | 34 591 |
| INVESTISSEMENT | | | | | | | | |
| DEPENSE D'INVESTISSEMENT | | 1 435 | 1 503 | 7 109 | 1 649 | 1 728 | 1 810 | 5 741 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 1 435 | 1 503 | 1 574 | 1 649 | 1 728 | 1 810 | 1 896 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | 5 535 | | | | 3 845 |
| RECETTE D'INVESTISSEMENT | | 6 339 | 6 339 | 6 340 | 6 312 | 6 312 | 6 312 | 6 312 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 6 339 | 6 339 | 6 340 | 6 312 | 6 312 | 6 312 | 6 312 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 4 904 | 4 836 | -769 | 4 662 | 4 584 | 4 502 | 570 |
| RESULTAT N-1 | | 4 969 | 15 506 | 20 342 | 19 572 | 24 235 | 28 819 | 33 320 |
| RESULTAT A REPORTER | | 9 873 | 20 342 | 19 572 | 24 235 | 28 819 | 33 320 | 33 890 |
| EPARGNE D'EXPLOITATION | | 3 042 | 8 415 | 7 622 | 6 542 | 9 500 | 10 535 | 8 573 |
| EPARGNE BRUTE | | 798 | 7 703 | 7 021 | 6 015 | 9 053 | 7 325 | 5 515 |
| EPARGNE NETTE | | -637 | 6 200 | 5 447 | 4 366 | 7 325 | 5 515 | 3 618 |
| CAPITAL RESTANT DU | | 15 663 | 14 228 | 12 725 | 11 151 | 7 774 | 5 964 | 4 067 |

4 – LE BUDGET ANNEXE DU SERVICE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

La Commune de L'Isle Jourdain dispose d'un budget annexe pour gérer de façon transparente son service industriel et commercial de la régie des Panneaux Photovoltaïques de la salle polyvalente.

| Compte | Libellé | CA 2019 | CA 2020 | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév |
|---------------------------------|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| EXPLOITATION | | | | | | | | |
| DEPENSE D'EXPLOITATION | | 20 586 | 22 521 | 22 443 | 19 399 | 18 741 | 19 522 | 17 884 |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 502 | 4 345 | 4 889 | 2 111 | 1 726 | 2 789 | 1 442 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | 1 | | | | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 3 871 | 3 961 | 3 341 | 3 075 | 2 802 | 2 520 | 2 229 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | | | | |
| RECETTE D'EXPLOITATION | | 32 217 | 60 634 | 31 834 | 30 730 | 31 581 | 30 397 | 32 258 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 30 884 | 31 101 | 30 500 | 29 396 | 30 247 | 29 063 | 30 925 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | 1 | 1 | 1 | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 28 200 | | | | | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 11 631 | 38 113 | 9 391 | 11 331 | 12 841 | 10 875 | 14 375 |
| RESULTAT N-1 | | 14 946 | 92 898 | 131 011 | 140 403 | 151 734 | 164 575 | 5 449 |
| RESULTAT A REPORTER | | 26 577 | 131 011 | 140 403 | 151 734 | 164 575 | 5 449 | 19 824 |
| INVESTISSEMENT | | | | | | | | |
| DEPENSE D'INVESTISSEMENT | | 9 232 | 9 481 | 9 737 | 10 002 | 10 274 | 10 556 | 154 318 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 | 1 333 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 7 899 | 8 148 | 8 404 | 8 668 | 8 941 | 9 222 | 9 513 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | | | | 143 472 |
| RECETTE D'INVESTISSEMENT | | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 184 213 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 | 14 213 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | | | | | 170 000 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 4 981 | 4 732 | 4 476 | 4 211 | 3 939 | 3 657 | 29 895 |
| RESULTAT N-1 | | 5 222 | 34 040 | 38 772 | 43 248 | 47 460 | 51 398 | 55 055 |
| RESULTAT A REPORTER | | 10 202 | 38 772 | 43 248 | 47 460 | 51 398 | 55 055 | 84 950 |
| EPARGNE D'EXPLOITATION | | 28 382 | 26 756 | 25 612 | 27 286 | 28 522 | 26 274 | 29 483 |
| EPARGNE BRUTE | | 24 510 | 50 994 | 22 271 | 24 211 | 25 720 | 23 754 | 27 255 |
| EPARGNE NETTE | | 16 611 | 42 847 | 13 867 | 15 542 | 16 779 | 14 532 | 17 742 |
| CAPITAL RESTANT DU | | 127 416 | 119 517 | 111 370 | 102 966 | 85 356 | 76 134 | 66 621 |

5 – LE BUDGET ANNEXE ZAC PORTERIE BARCELLONE

La Commune de L'Isle Jourdain dispose d'un budget annexe pour gérer de façon transparente la réalisation de la ZAC Porterie Barcellone.

| Compte | Libellé | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 Prév |
|---------------------------------|--|---------------|----------------|-----------------|
| EXPLOITATION | | | | |
| DEPENSE D'EXPLOITATION | | 62 111 | 140 092 | 533 931 |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 62 111 | 77 980 | 393 840 |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | 1 | |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | 62 111 | 140 091 |
| RECETTE D'EXPLOITATION | | 62 111 | 140 091 | 533 931 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 62 111 | 140 091 | 533 931 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 0 | -1 | 0 |
| RESULTAT N-1 | | 0 | 0 | 0 |
| RESULTAT A REPORTER | | 0 | -1 | 0 |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSE D'INVESTISSEMENT | | 62 111 | 140 091 | 688 931 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 62 111 | 140 091 | 533 931 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | | 155 000 |
| RECETTE D'INVESTISSEMENT | | 75 000 | 142 111 | 690 091 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | 62 111 | 140 091 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 75 000 | 80 000 | 550 000 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 12 889 | 2 020 | 1 160 |
| RESULTAT N-1 | | 0 | 12 889 | 14 908 |
| RESULTAT A REPORTER | | 12 889 | 14 908 | 16 068 |

G – CONCLUSION SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

La situation financière de la commune à fin 2025 reste saine permettant de dégager une épargne positive pour la sixième année consécutive.

Reffet de la concrétisation des engagements politiques, les dépenses d'investissement ont atteint un niveau inédit de 7,1 M€ en 2025. Ce fort niveau d'investissement a été financé à 53% par des ressources propres de l'exercice.

Le niveau d'endettement assure une solvabilité satisfaisante, avec une capacité de désendettement de 7 ans, en dessous du seuil de 12 ans fixé pour la fin du mandat par notre stratégie financière.

Ces fondamentaux solides sont la conséquence du respect de la stratégie financière de la municipalité, permettant à la collectivité de contenir les divers chocs rencontrés. C'est le résultat d'un effort constant pour maîtriser l'évolution des dépenses de fonctionnement, marquées par une forte poussée inflationniste post COVID.

La rigueur financière adopté par la municipalité tout au long du mandat a permis de financer un programme d'investissement ambitieux conformément aux engagements pris en 2020. En effet, jamais la collectivité n'avait autant investi sur la durée d'un mandat, avec plus de 22 M€ de dépenses d'équipement.

II. LE CONTEXTE DE LA PREPARATION DU BUDGET PRIMITIF 2026

A - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Depuis début 2025, l'environnement international est marqué par des tensions commerciales et géopolitiques sources d'incertitude. Néanmoins, compte tenu de l'élan temporaire induit par le report jusqu'en août d'une partie des relèvements des droits de douane américains, la croissance mondiale serait peu affectée en 2025 pour ne ralentir que légèrement en 2026.

Prévisions de croissance annuelle en volume du PIB mondial (en %)

| | Date | 2024 | 2025 | 2026 |
|------------------|--------------|------|------|------|
| DG Trésor | 19 septembre | 3,3 | 3,0 | 2,9 |
| Rexecode | 17 septembre | 3,3 | 3,0 | 2,8 |
| OFCE | 8 avril | 3,2 | 2,9 | 2,9 |
| Banque de France | 15 septembre | 3,1 | 2,9 | 3,0 |
| OCDE | 23 septembre | 3,3 | 3,2 | 2,9 |
| FMI | 29 juillet | 3,3 | 3,0 | 3,1 |

Sources : DG Trésor2, OFCE, Rexecode, Banque de France, OCDE, FMI.

Le commerce mondial ralentirait de façon marquée en 2025 du fait des hausses tarifaires conséquentes, dues au relèvement des droits de douane américain, qui lui retireraient près d'un point de pourcentage de croissance en 2025, suivi de 0,6 à 0,7 point additionnel en 2026 selon les organisations internationales (OCDE et FMI). En outre, le changement de cap de la politique commerciale américaine a engendré une vague d'incertitude à l'échelle mondiale, source d'attentisme. Bien qu'ayant nettement reflué depuis son pic d'avril 2025, l'incertitude perdure en raison de négociations tâtonnantes, à l'image des 90 jours de discussions supplémentaires octroyés mi-août à la Chine et au Mexique.

Dans ce contexte, l'activité américaine ralentirait nettement par rapport à 2024 (2,8%) perdant un point de croissance en 2025 (1,8 %) pour s'établir à 1,5 % en 2026 selon l'OCDE. Poussant les prix à la hausse, l'ampleur du relèvement des barrières tarifaires affecterait à la baisse les importations et la demande intérieure, également affaiblie par le retournement du marché de l'emploi et la politique migratoire restrictive, en dépit des soutiens attendus de la dépréciation du dollar et de la baisse du prix du pétrole.

Résiliente face à un environnement commercial moins porteur, l'activité de la zone euro accélérerait modestement en 2025 selon l'OCDE, de +0,8 % en 2024 à +1,2 %, tirée par la demande intérieure. Celle-ci serait en effet soutenue par la baisse de l'inflation, de meilleures conditions de financement découlant des assouplissements monétaires passés et, notamment en Italie et en Espagne, par le déploiement des fonds du plan national de relance et de résilience jusqu'en 2026. Les plans d'investissement en matière de défense et d'infrastructure, dont celui d'ampleur inédite en Allemagne, contribueraient, eux, à renforcer la croissance de la zone euro en 2026. Néanmoins l'activité y ralentirait légèrement à +1,0 % en 2026 selon l'OCDE, en raison des ajustements budgétaires en cours en Italie et annoncés en France, de l'évolution défavorable du taux de change et de l'affaiblissement de la demande mondiale.

Au sein de la zone euro, les trajectoires de croissance demeureraient contrastées. Après une quasi-stagnation attendue en 2025, la croissance allemande rebondirait autour de 1 % en 2026 grâce à la mise en œuvre du plan de relance du nouveau gouvernement. En Italie, l'activité conserverait son rythme modéré de 2024 en 2025 et 2026, freinée par l'impact négatif sur l'investissement résidentiel de la fin du « Superbonus » d'aide à la rénovation puis par le resserrement budgétaire. Tirant profit du dynamisme de l'immigration, l'Espagne afficherait toujours un bon rythme qui, bien que s'affaiblissant, demeurerait proche de 2 % en 2026.

Selon le scénario du PLF 2026, la croissance progresserait de 0,7 % en 2025, après 1,1 % en 2024, puis de 1,0 % en 2026. La croissance serait limitée par les tensions commerciales et l'ajustement budgétaire, mais soutenue par la baisse du prix du pétrole, l'assouplissement monétaire récent et une reprise graduelle ailleurs en zone euro.

B – LA LOI DE FINANCES POUR 2026

Le gouvernement a présenté le 14 octobre 2025, en conseil des ministres, le projet de loi de finances (PLF) 2026.

Le projet de loi de finances pour 2026 est présenté dans un contexte politique particulier, marqué par la démission du gouvernement de François Bayrou le 9 septembre 2025, puis par celle du gouvernement de Sébastien Lecornu le 6 octobre 2025. Le Premier ministre, renommé le 10 octobre dernier, entend faire évoluer au cours des débats parlementaires son texte initial. Lors de sa déclaration de politique générale le 14 octobre, il a confirmé renoncer recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour le faire adopter. Le Premier ministre a par ailleurs précisé que l'objectif de déficit public pourra être assoupli lors la discussion budgétaire, mais qu'à la fin le "déficit devra être à moins de 5 % du PIB".

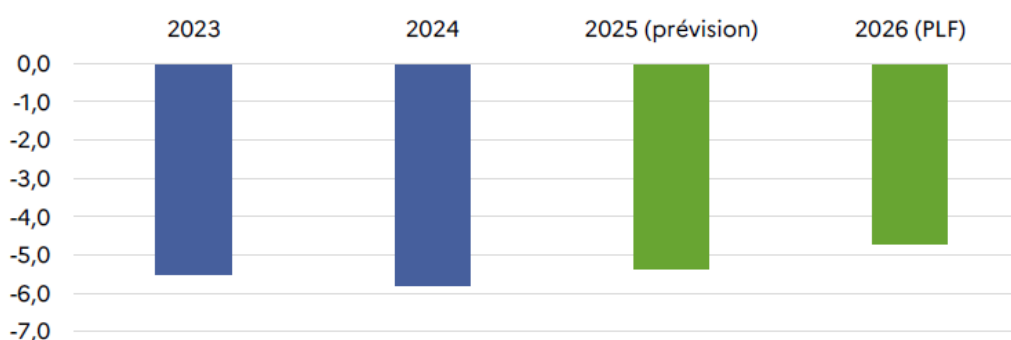
Pour l'heure, le projet de budget 2026 ambitionne de redresser les comptes publics par :

- des hausses de recettes fiscales, en particulier par un effort supplémentaire des contribuables les plus aisés à hauteur de 6,5 milliards d'euros (Md€) et par la poursuite de la rationalisation des niches fiscales (la France en compte actuellement 474 pour un coût total de 85,1 Md€) ;
- une baisse des dépenses de l'État, hors Défense nationale, qui représente deux tiers de l'effort budgétaire total. La mise en place de la mission "État efficace" doit contribuer au respect de cet objectif.

Le gouvernement table en 2026 sur des prévisions de croissance de 1% (après 0,7% en 2025) et d'inflation de 1,3% (contre 1,1% cette année). Il projette de ramener le déficit public à 4,7% du PIB en 2026 (après 5,4% en 2025 et 5,8% en 2024). Pour 2029, l'exécutif maintient son engagement de porter le déficit sous les 3%. Le retour durable à un déficit public soutenable conditionne en effet la sortie de la France de la procédure pour déficit excessif engagée par l'Union européenne en juillet 2024.

En 2026, la part de la dette publique atteindrait quasiment 118% du PIB (+2 points par rapport à 2025). La charge de la dette s'élèvera à plus de 60 Md€, soit le 2^{ème} poste budgétaire de l'État, après l'enseignement scolaire.

Évolution du solde public (% du PIB)



Sources : projet de loi de finances pour 2026

Chiffres clés du PLF pour 2026

| PLF (% de PIB) | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--------|--------|--------|
| Solde effectif | -5,8% | -5,4% | -4,7% |
| Dépense publique (hors crédits d'impôts) | 56,6% | 56,8% | 56,4% |
| Évolution de la dépense publique en volume (%) | 2,1% | 1,7% | 0,3% |
| Taux de prélèvements obligatoires | 42,8% | 43,6% | 43,9% |
| Dette au sens de Maastricht | 113,2% | 115,9% | 117,9% |

Sources : projet de loi de finances pour 2026

D – LE VOLET COLLECTIVITES LOCALES DU PLF 2026

Le PLF présenté ce 14 octobre par le gouvernement exige des collectivités territoriales des efforts importants pour réduire le déficit public. Le texte comprend l'ensemble des mesures d'économies qui avaient été annoncées mi-juillet par l'ex-Premier ministre François Bayrou. Leur coût total, évalué à 5,3 milliards d'euros. Doublement du montant du "Dilico", limitation de l'évolution de la TVA, réduction des variables d'ajustement... Des dispositions qui devraient faire l'objet de nombreuses évolutions au cours de l'examen parlementaire.

1 – LE DILICO

C'est à travers la reconduction et la hausse du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (Dilico) – instauré l'an passé et prévu initialement pour ne durer qu'une année – que portera en grande partie l'effort des collectivités. L'objectif est connu et consiste à « associer » ces dernières au « rétablissement des comptes publics ».

Mais la copie du nouveau gouvernement prévoit que ce « nouveau Dilico » soit doublé par rapport à sa version 2025 pour être porté à 2 milliards d'euros. La ponction s'établirait ainsi à 720 millions d'euros pour les communes, 500 millions d'euros pour les EPCI, 280 millions d'euros pour les départements et 500 millions d'euros pour les régions.

Pour répartir cette nouvelle charge, cette « épargne forcée » devrait être étendue à de nouvelles collectivités. Pour rappel, le Dilico ciblait cette année quelque 1 900 communes, 141 EPCI et la moitié des départements – ainsi que les régions – en ponctionnant leurs recettes à hauteur d'un milliard d'euros, avec des prélèvements individuels qui varient de quelques milliers à des millions d'euros et qui frappent jusqu'aux très petites communes. Selon les chiffres donnés par le précédent gouvernement à l'AMF, il semble que l'on s'apprête à changer d'échelle, puisque le nombre de collectivités concernées pourrait doubler et approcher les 4 000.

2 – LES DOTATIONS

Après trois années de hausse (+320 millions en 2023, +320 millions en 2024 et +150 millions en 2025), la dotation globale de fonctionnement (DGF) devrait être stable en 2026, à périmètre constant. Toutefois, à périmètre courant, elle afficherait une augmentation de 5,18 milliards d'euros. Cette somme correspond pour l'essentiel à la réinstauration d'une part régionale de DGF qui avait disparu en 2018, puisqu'à la place les régions avaient été dotées, à la plus grande joie de leurs élus, d'une fraction dynamique de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette part de ressources fiscales serait confisquée aux régions à partir de l'an prochain. Le PLF précise que le montant de la dotation affectée aux régions "serait égal au montant de la fraction de TVA qui leur a été attribué en 2025".

La dotation de solidarité urbaine (DSU) enregistrerait une hausse de 140 millions d'euros, un peu moins élevée que la croissance de la dotation de solidarité rurale (DSR, + 150 millions d'euros). Le PLF pour 2026 reconduit ainsi les montants des dotations de péréquation qui étaient inscrits il y a un an dans le PLF pour 2025. À noter que la hausse de la DSR en 2026 serait "répartie au minimum à 60%" sur sa deuxième fraction dite "péréquation", dont la quasi-totalité des communes de moins de 10.000 habitants bénéficient.

Les compensations d'exonérations de fiscalité locale servant de variables d'ajustement seraient réduites de 527 millions d'euros en 2026. Ce montant élevé "reprend le niveau voté par le Parlement en loi de finances initiale pour 2025". Dans la loi de finances pour 2025 votée en février, le coup de rabot sur les variables d'ajustement s'élevait finalement à 487 millions d'euros.

La compensation par l'État aux collectivités et intercommunalités de l'abattement de moitié des valeurs locatives des établissements industriels institué en 2021 – dans le cadre de la réforme des impôts dits de production – serait réduite de 789 millions d'euros (-25%). Elle serait ramenée ainsi à 3,5 milliards d'euros, soit "son niveau de 2021".

3 – LES DOTATIONS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT

Le PLF 2026 prévoit, dans un but de simplification, la fusion de plusieurs dotations destinées à l'investissement des collectivités, à savoir : la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation politique de la ville (DPV) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

On devrait parler désormais du "fonds d'investissement pour les territoires" (FIT), qui regrouperait ces trois dotations. Le bénéfice du FIT serait "réservé aux collectivités rurales ainsi qu'à celles marquées par des difficultés urbaines", tout en permettant le financement d'autres collectivités "par exception". L'attribution des fonds serait confiée au préfet de département, lequel s'appuierait sur une commission d'élus, qui, aujourd'hui, est compétente pour la seule DETR.

Le Fonds vert serait encore raboté. Après la baisse de 2025, année durant laquelle son montant a été divisé par deux (passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 1,15 milliards d'euros), ce fonds dédié aux projets d'adaptation au changement climatique des collectivités locales subirait une nouvelle coupe de 500 millions d'euros et se réduirait comme peau de chagrin, à quelque 650 millions en 2026, selon les mesures retenues par le gouvernement dans le projet de budget.

4 – LE FCTVA

Le calendrier de versement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) serait modifié. Les versements seraient effectués l'année suivant la dépense pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, alors qu'actuellement ceux-ci bénéficient des versements l'année même de la dépense. En outre, les dépenses de fonctionnement aujourd'hui éligibles seraient exclues du fonds, celui-ci prenant donc en compte uniquement les dépenses d'investissement (d'où des économies pour l'État). En revanche, les dispositions sécurisent l'éligibilité au FCTVA des contributions versées par les collectivités dans le cadre des concessions d'aménagement.

En 2026, le FCTVA s'élèverait à 7,866 milliards d'euros, un montant en hausse de 213 millions d'euros par rapport à la loi de finances pour 2025.

5 – LE VOLET FISCAL

1) Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives servant au calcul des bases d'imposition des taxes locales pour 2025 dépend de l'évolution de l'inflation (IPCH) constatée entre novembre n-2 (2024) et novembre n-1 (2025). Ce taux n'est pas encore connu, à fin 2025, les projections de la Banque de France indiquent un indice des prix à la consommation se rapprochant de 1 %.

2) Evolution de la CVAE

Pour alléger les impôts des petites et moyennes entreprises (PME) et de taille intermédiaire, le PLF prévoit de reprendre la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Dès 2026, le taux maximal de CVAE sera abaissé de 0,28 % à 0,19 %, puis ramené à 0,09 % en 2027. La CVAE sera ainsi supprimée en 2028, avec deux ans d'anticipation sur la trajectoire définie par la dernière loi de finances.

6 - AUTRES CONTRIBUTIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

HAUSSE DE LA COTISATIONS CNRACL

Le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 prévoit une hausse du taux de cotisation CNRACL sur quatre ans afin d'atteindre 12% d'augmentation en 2028. Le taux de la cotisation d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers augmente progressivement ce taux :

- 37,65 % en 2026,
- 40,65 % en 2027,
- 43,65 % en 2028.

III. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2026

Les chapitres précédents ont permis de poser un diagnostic sur la situation financière de la commune et de connaître les orientations de l'Etat au travers du projet de loi de finances pour l'année 2026, impactant notamment nos dotations et notre fiscalité.

Depuis 2020, la nouvelle mandature a été marquée successivement par une crise sanitaire qui a nécessité une mobilisation sans précédent pour lutter contre le Covid-19, suivie par la guerre en Ukraine et depuis 2022, les collectivités comme les particuliers sont touchées de plein fouet par une inflation galopante qui renchérit les coûts de l'énergie et des matières premières.

Compte tenu des élections de mars prochain, le budget 2026 sera un budget de reconduction, sans nouvelle mesure majeure qui engagerait la commune au-delà d'avril 2026, pour ne pas obérer le prochain mandat.

Ce budget permettra ainsi le fonctionnement normal de l'action publique en respectant les engagements et contrats passés et les programmes d'investissement en cours.

Il intègre toujours les conséquences de l'inflation sur nos finances, dans un contexte de ressources très contraint, aggravé par les baisses de dotations et ponctions de recettes de l'Etat.

Cette méthode de travail permet de soustraire les nouveaux élus à l'obligation de construire un budget entre le moment de leur entrée en fonction et le 30 avril, correspondant à la date buttoir de vote du BP 2026 les années de renouvellement des Conseils Municipaux.

Le BP 2026 sera complété lors du vote du Budget Supplémentaire 2026.

A – LE CADRAGE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement seront reconduites à l'identique en tenant compte toutefois de facteurs exogènes.

La démarche d'optimisation des dépenses et des recettes sera donc poursuivie pour garantir la solvabilité de la commune, maintenir le niveau du service rendu à la population et garantir le plan de financement des investissements.

1 – LE CADRAGE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

1.1 - LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Les charges à caractère général, liées au bon fonctionnement des services publics, sont dépendantes de facteurs exogènes tels que les évolutions des prix sur les achats des fluides, des denrées, des matériaux ou encore l'indexation des marchés et contrats de maintenance.

Le budget 2026 sera reconduit en tenant compte toutefois :

- des hausses de dépense d'énergie
- du fonctionnement de la cuisine centrale en année pleine
- de la poursuite des efforts de gestion

Le budget 2026, intégrera donc ces éléments, et nous visons une augmentation des charges à caractère général à un montant prévisionnel de 2 738 000 €, soit + 1,40 % et hors énergie -2,39 %.

1.2 - L'EVOLUTION DES SERVICES ET DES CHARGES DE PERSONNEL

Au stade du ROB, les frais de personnel 2026 sont estimés à 6 150 000 € soit d'environ + 3,66 % par rapport au BP 2025.

La prévision budgétaire prend en compte :

- 0 création de poste
- Les règles d'évolutions statutaires des agents (GVT : Glissement Vieillesse Technicité) qui, comme chaque année, apportent mécaniquement des charges supplémentaires :
 - o Avancements d'échelon ;
 - o Avancements de grade et promotions internes ;
- La rémunération en année pleine des agents de la cuisine centrale ;
- La prise en compte en année pleine de l'évolution du régime indemnitaire ;
- La prise en compte de l'évolution du SMIC et donc de l'indice minimum.

1.3 - L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

Il n'est pas prévu en 2026 de nouveaux transferts de compétences. L'Attribution de Compensation est estimée pour 2026 à hauteur de 500 000,00 €.

1.4 - LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

L'enveloppe 2026 sera reconduite au niveau des réalisations 2025 pour un montant de 355 000 €.

Il est prévu de verser en 2026 une subvention de fonctionnement au CCAS d'un montant de 30 000,00 €.

1.5 - LES AUTRES CONTRIBUTIONS

Pour le BP 2026, les autres participations obligatoires sont ainsi évaluées :

- La participation communale au SDIS sera prévue à hauteur de 400 000,00 € ;
- La participation aux frais de fonctionnement de l'école privée Le Clos fleuri 2026 sera budgétée à hauteur de 200 000,00 € ;
- La participation aux frais de transport scolaire intramuros sera budgétée à hauteur de 65 000,00 € ;

1.6 - LA CHARGE D'INTERETS

En 2026, les intérêts de la dette s'établiraient à 356 000 €.

2 – LE CADRAGE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

2.1 - LA FISCALITE

En 2026, la commune percevra la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Compte-tenu de la date de rédaction du présent document, les données relatives aux bases fiscales définitives pour l'année 2025 ne sont pas encore disponibles.

La volonté de la Municipalité est, pour 2025 et comme depuis le début de la mandature précédente, de ne pas augmenter les taux d'imposition.

L'estimation du montant des recettes fiscales a été faite à partir des recettes fiscales 2025, elle est retracée ci-dessous :

| PREVISION ELABORATION BP | TAXES | BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES 2025 ETAT - 1259 | REVALORISAT* SELON IPCH prévisionnel | EVOLUTION PHYSIQUE | EVOLUTION TOTALE | EVOLUTION en valeur | BASES D'IMPOSITION HYPOTHESE BP 2026 | TAUX 2025 | TOTAL | COEF CORRECTEUR | TOTAL |
|--------------------------------|--------------------------|---|--|-----------------------|---------------------|------------------------|---|--------------|------------------|--------------------|------------------|
| | TAXE SUR LE FONCIER BATI | 9 357 000 | 1,0% | 2,0% | 3,0% | 280 710 | 9 637 710 | 73,29% | 7 063 478 | -1 095 962 | 5 967 515 |
| TAXE SUR LE FONCIER NON BATI | 262 400 | 0,0% | | 1,0% | 2 624 | 265 024 | 129,89% | 344 240 | | 344 240 | |
| TAXE D'HABITATION | 417 000 | -2,0% | | -1,0% | -4 170 | 412 830 | 17,16% | 70 842 | | 70 842 | |
| TOTAUX | 10 036 400 | | | | | 279 164 | 10 315 564 | | 7 478 559 | -1 095 962 | 6 382 597 |

2.2 - LES DOTATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA GASCOGNE TOULOUSAINE

↳ La Dotation de Solidarité Communautaire

Il est prévu en 2026 une DSC stable à hauteur de 512 287 €.

↳ Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales

La recette prévisionnelle du FPIC est anticipée à hauteur de 90 000,00 €

2.3 - LES DOTATIONS DE L'ETAT

Les dotations de l'Etat seront notifiées en mars 2025 après répartition de l'enveloppe voté par la LF 2026 par le comité des finances locales.

Comme, cela a été vu dans la partie précédente, il est prévu une évolution de la DF en fonction de la population et une hausse de l'enveloppe nationale de la DSR. Le tableau ci-dessous indique les montants prévisionnels de l'exercice 2026 :

| | 2025 | 2026 | Evolution |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Dotation forfaitaire | 717 205 | 725 000 | 1,09% |
| Dotation de Solidarité Rurale | 1 666 282 | 1 700 000 | 2,02% |
| Dotation Nationale de Péréquation | 413 556 | 400 000 | -3,28% |
| DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT | 2 797 043 | 2 825 000 | 1,00% |

2.4 - LES DOTATIONS DE COMPENSATION FISCALE

Les dotations de compensation fiscales s'élèveraient à 360 000 €.

2.5 - LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

↳ Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière

Le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) perçus par la commune est estimé au BP 2026 à 375 000,00 €.

↳ Les produits des services

Ces recettes évoluent en fonction des facteurs ci-dessous :

- les tarifs des services municipaux et du domaine votés par délibération du conseil municipal ;
- la fréquentation.

Les recettes de la restauration scolaire sont estimées à 270 000,00 €. Il est à noter que suite à la mise en place du tarif cantine à 1 €, les recettes issues de la participation des parents seront en baisse et en contreparties nous percevons une participation de l'état estimée à 132 000 €.

↳ La taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité

La taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE), est prévue à hauteur de 260 000,00 € pour la BP 2026.

↳ Les autres recettes

Les loyers encaissés progressent en fonction de l'indice de référence des loyers. Les revenus des immeubles devraient s'établir à environ 485 000,00 €, dont :

- 272 000,00 € pour le loyer versé par la gendarmerie ;
- 80 000,00 € pour les gîtes ;
- 40 000,00 € suite à la mise sur le marché des locaux du 8 boulevard Carnot ;
- 17 000,00 € pour la convention mise à disposition d'un terrain pour le stockage d'énergie.

B - LE CADRAGE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Afin de laisser à la nouvelle équipe municipale les marges de manœuvre qu'elle souhaite, le BP est construit sans recours à l'emprunt. Les investissements priorités sont ceux réglementaires et sécuritaires.

1 – LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Le remboursement du capital de la dette en 2026 s'élèverait à 1 530 000 €.

2 - LES RESTES A REALISER DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les restes à réaliser concerneront les opérations suivantes :

- les études d'agrandissement du cimetière,
- la poursuite de la rénovation de la collégiale,
- la rénovation de l'éclairage du rugby,
- la poursuite de la modernisation de l'éclairage public,
- le résultat des fouilles archéologiques sur les locaux boulevard Carnot,
- le Projet de l'école numérique.

3 - LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PREVISIONNEL

Les dépenses d'investissement réglementaires, sécuritaires et prioritaires inscrites au BP 2026, concerneront les opérations ci-après :

- la rénovation du sol sportif de la halle des sports pour 345 000 €,
- la sécurisation du pont de Moufielle pour 200 000 €,
- la finalisation de l'aménagement de l'espace Carnot / Paul Bert pour 150 000 €,
- l'achat de l'emplacement réservé « Mercier » pour 90 000 €,
- le remplacement d'un véhicule volé en 2025 pour 90 000 €,
- l'installation d'un WC à la gare pour 45 000 €,
- la sécurisation de l'architecture informatique pour 40 000 €.

4 – LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Les dépenses d'équipement sont financées par les ressources propres de la section d'investissement (Taxe d'aménagement et FCTVA) puis par des subventions d'investissement, éventuellement par l'épargne disponible puis par l'emprunt.

4.1 – LA TAXE D'AMENAGEMENT

La prévision 2026 de recettes issues de la taxe d'aménagement est de 200 000,00 €.

4.2 – LE FCTVA

En 2026, la commune percevra le FCTVA sur le compte administratif 2024. Il est estimé à 500 000,00 euros.

4.3 – LES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Outre l'autofinancement et les ressources propres de la commune, le financement des dépenses d'investissement en 2026 sera également assuré grâce aux subventions de nos partenaires : l'État avec la DSIL/ DETR et la direction Régionale des Affaires culturelles, le Conseil régional Occitanie, le Conseil départemental du Gers, la communauté de communes de la Gascogne Toulousaine.

La recherche de subventions auprès de ces différents partenaires restera en 2026 un axe de travail prioritaire.

L'inscription des nouvelles subventions ne se fera que lorsque la recette deviendra certaine, c'est-à-dire à réception de l'arrêté attributif.

Les subventions obtenues sur les projets en cours seront inscrites au BP 2026, elles concerneront :

- la tranche 3 de la collégiale,
- la salle sportive polyvalente.

4.4 – LA VALORISATION DU PATRIMOINE

Il est prévu de concrétiser en 2026, la cession de la maison 31 avenue de Verdun pour un montant estimé de 200 000 €.

4.5 – LE RECOURS A L'EMPRUNT

L'emprunt est une variable d'ajustement du budget primitif.

Comme pour les années précédentes, l'emprunt ne sera mobilisé que si la section d'investissement nécessite un besoin de financement.

Compte tenu de méthode d'élaboration du BP 2026 dans le cadre du renouvellement du conseil municipal, le budget primitif d'investissement 2026 sera équilibré sans recours à l'emprunt.

Point sur l'évolution des taux d'intérêts

L'environnement des taux est influencé par une multitude de facteurs rarement alignés.

La stabilité des taux observée en 2025 est principalement due à l'assouplissement des politiques monétaires et à une baisse relative de l'inflation.

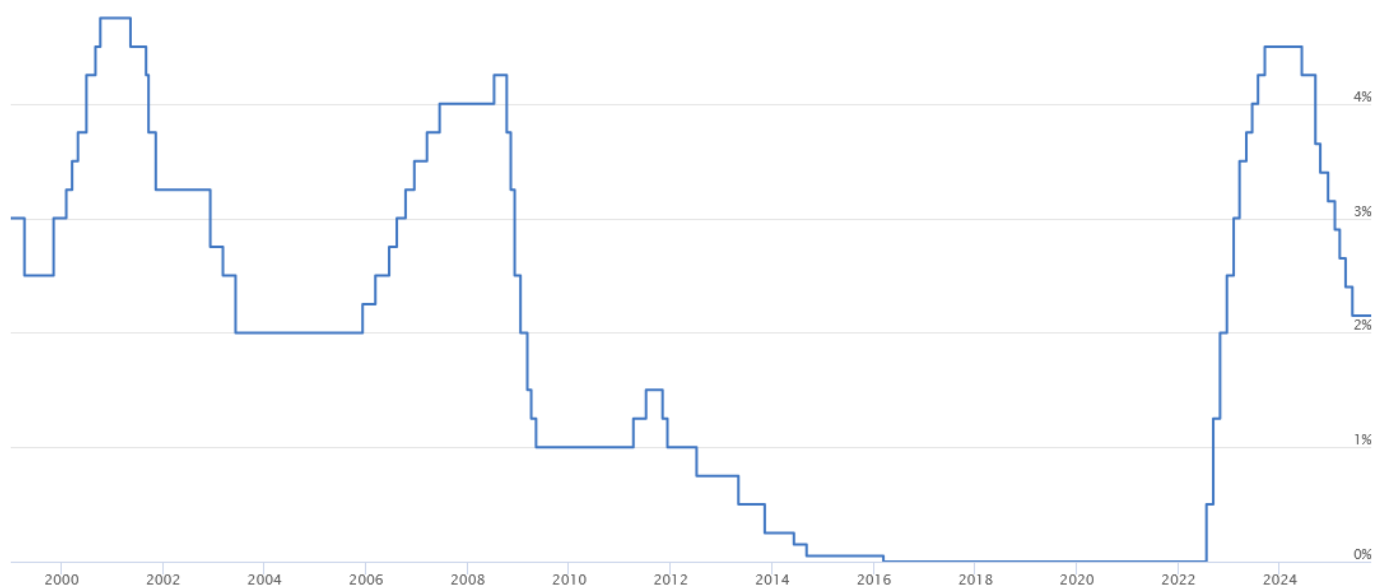
Cependant, la Banque Centrale Européenne laisse planer l'incertitude quant à de nouvelles mesures pour contenir toute reprise inflationniste ou pour stimuler la croissance.

Malgré cela, de nombreuses anticipations suggèrent un durcissement des conditions d'emprunt en 2026, notamment en raison de pressions internationales telles que les guerres commerciales, les tensions budgétaires franco-allemandes et la volatilité des marchés d'État. En dépit du fait que les taux semblent avoir atteint un plateau bas, il est à noter que la conjoncture demeure précaire. Plusieurs institutions rappellent que :

- l'inflation pourrait repartir légèrement à la hausse ;
- les marges bancaires se contractent et pourraient être réajustées ;
- les politiques budgétaires nationales sont incertaines ;
- la prime de risque exigée par les investisseurs institutionnels augmente sur la dette publique ;
- le marché du travail et les salaires influencent la politique de taux.

En fin de compte, la direction future des taux dépendra largement des décisions stratégiques prises par la BCE et de la robustesse de l'économie mondiale.

Historique des taux de la BCE



C – LES BUDGETS ANNEXES

1 – EAU

La compétence Eau reste une compétence communale, aussi la Ville continuera à gérer ce budget selon les principes qu'elle s'est toujours appliquée.

Il n'y aura pas d'augmentation des tarifs en 2026, hors redevance de l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Pour 2026, les investissements concerneront :

- Programme de renouvellement réseaux AEP,
- Mise en place de la DUP et des périmètres de protection de la ressource.

2 – ASSAINISSEMENT

La compétence Assainissement reste une compétence communale, aussi la Ville continuera à gérer ce budget selon les principes qu'elle s'est toujours appliquée.

Pour 2026, les investissements concerneront :

- l'extension de la station d'épuration estimé à 5 289 000 € HT
- l'amélioration du réseau.

Compte tenu des travaux d'évolution de la station d'épuration, une augmentation raisonnée et progressive du prix de l'assainissement est envisagée. La nouvelle station devrait entrer en fonction en 2028.

3 – POMPES FUNEBRES MUNICIPALES

Depuis 2018, le budget PFM, consiste uniquement en la gestion de la Chambre Funéraire. Le Budget comptabilise uniquement la redevance issue de la DSP de la maison funéraire et le remboursement de la dette.

Il est prévu de céder la Chambre Funéraire à une entreprise privée pour un montant de 212 000 €, avant le 31 décembre 2025.

Il n'y aura pas de BP 2026 pour les PFM, sauf besoin d'écritures patrimoniales.

4 – PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

Pour 2026, ce budget continuera à encaisser les produits de la revente d'électricité ainsi que l'amortissement de la dette relative à l'investissement.

Ce budget recevra dorénavant les recettes issues des panneaux photovoltaïques de la salle de sport Loetitia Moussard Loubens dont une partie sera en autoconsommation sur le groupe scolaire.

5 – LA ZAC PORTERIE BARCELLONE

Les études d'aménagement et les démarches d'acquisition des terrains vont se poursuivre en 2026.

Les procédures d'expropriations sont toujours en cours.

L'acquisition des terrains de la voie principale et du bassin seront réalisés en 2026, les travaux démarrant dans la foulée en commençant par :

- la viabilisation du terrain l'EPHAD,
- la réalisation du bassin de rétention définitif,
- la voirie principale, reliant le groupe scolaire à la route de Toulouse.

Il n'est pas prévu de vente de terrain en 2026 en dehors de celui de l'EHPAD.

Le pré financement de l'opération se fera par un emprunt ad-hoc.

D – CONCLUSION

Le mandat a été marqué par une série de crises majeures : la crise sanitaire COVID, la forte inflation et le choc des prix de l'énergie liés à la guerre en Ukraine, la crise immobilière durable et la hausse des coûts de construction, ainsi que la révélation tardive de l'ampleur des déficits nationaux et la nouvelle contribution des collectivités territoriales à leur redressement décidée par l'État.

Malgré ces chocs exogènes, l'exercice 2025 se distingue par des résultats particulièrement positifs grâce à une gestion rigoureuse des finances.

La municipalité est parvenue à maintenir sa trajectoire de désendettement, tout en atteignant un niveau d'investissement sans précédent à hauteur 7,2 M€ soit un cumulé sur le mandat (2020-2025) de plus de 22 M€, signe d'une gestion à la fois ambitieuse et maîtrisée.

Cette performance est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne d'une stabilité des taux d'imposition et de mesures fortes en faveur du pouvoir d'achat des habitants, telles que la gratuité de la médiathèque et la baisse des tarifs de la cantine.

Cette bonne gestion résulte d'une maîtrise des dépenses de fonctionnement, en particulier grâce à la diminution des dépenses réelles de fonctionnement (DRF), qui a permis de dégager des marges de manœuvre pour investir sans alourdir la dette. En effet, la dette par habitant est en baisse de 15 % sur la période.

Ces résultats traduisent un équilibre durable entre efficacité financière, investissement pour l'avenir et soutien au quotidien des citoyens.

La préparation du Budget Primitif 2026 est soumise, plus que jamais, à d'importantes incertitudes.

Tout d'abord, sur le plan international, les conflits mondiaux armés qui perdurent et les effets du réchauffement climatique partout sur notre planète provoquent les inquiétudes légitimes des populations.

Par ailleurs, la situation en France est marquée par l'instabilité politique actuelle liée à la dissolution de l'assemblée nationale en 2024 et une économie moribonde, qui agissent négativement, quant à la visibilité de chacun et notamment des collectivités locales sur leur avenir. Ainsi, la préparation de la loi de finances pour 2026 laisse entrevoir un contexte où l'État, en difficulté sur le plan budgétaire, cherche à transférer sur les collectivités locales la responsabilité d'une situation financière qu'il peine à maîtriser.

La préparation du Budget Primitif 2026 s'inscrit également dans un contexte de renouvellement en mars 2026 des conseils municipaux.

L'organisation des élections se confronte à la continuité de la gestion communale, notamment pour la gestion financière. L'adoption du budget reste nécessaire au bon fonctionnement des services communaux.

De plus, cette méthode de travail permet de soustraire les nouveaux élus à l'obligation de construire un budget avant le 30 avril.

Toutefois, afin de ne pas engager financièrement la prochaine mandature, le budget primitif 2026 sera construit en limitant l'engagement des dépenses afin de préserver la liberté, pour les nouveaux élus d'engager leurs projets.

Ainsi, le BP 2026 sera complété lors du vote du Budget Supplémentaire 2026, selon la volonté de l'équipe municipale alors élue.